

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ANALYSE CRITIQUE DE LA STRATÉGIE CONTRE-INSURRECTIONNELLE  
CANADIENNE EN AFGHANISTAN : LE RÔLE DE LA PROPAGANDE DES OPÉRATIONS  
PSYCHOLOGIQUES

MÉMOIRE PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE DE SCIENCE POLITIQUE

PAR AMÉLIE FORGET

AVRIL 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Cette recherche n'aurait pu se réaliser sans l'implication et le dévouement des militaires en fonction au Directeur des opérations psychologiques des Forces canadiennes. Nous remercions particulièrement le Major Nicolas Gauthier, l'Adjudant-maître Rob Unger, le Lieutenant-colonel Bruno Vanasse et l'Adjudant Doran Skrzypinski. Nous remercions également le Major Éric Dion de la Force terrestre pour son orientation et ses bons conseils.

Je tiens également à remercier mon directeur, Alex Macleod, pour sa patience, ses nombreux encouragements et sa capacité à faire sortir le meilleur de moi-même en toute circonstance, à me convaincre que je pouvais atteindre l'excellence.

Finalement, je ne peux passer sous silence le précieux soutien de ma famille et de mes amis, qui ont su participer directement à mon succès en m'accompagnant tout au long de mes études.

*À mon petit Arnaud,  
ma joie, mon soleil.*

## TABLE DES MATIÈRES

<b>LISTE DES FIGURES.....</b>	<b>V</b>
<b>LISTE DES ABBRÉVIATIONS ET DES ACRONYMES .....</b>	<b>VI</b>
<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>VII</b>
 <b>INTRODUCTION.....</b>	 <b>1</b>
<b>CHAPITRE I : LE CADRE D'ANALYSE CONSTRUCTIVISTE CRITIQUE.....</b>	<b>7</b>
<b>1.1 L'évolution du constructivisme critique : la critique du positivisme et une pluralité d'approches.....</b>	<b>8</b>
<b>1.2 L'élaboration d'une grille d'analyse .....</b>	<b>16</b>
1.2.1 L'articulation d'une approche procédurale .....	16
1.2.2 La définition des concepts.....	19
1.2.3 Le discours et le processus sécuritaire : comment se construit le menace .....	25
<b>1.3 Pour une synthèse du constructivisme critique .....</b>	<b>33</b>
 <b>CHAPITRE II : ANALYSE CRITIQUE DE LA THÉORIE ET DES CONCEPTS DE LA DOCTRINE CONTRE-INSURRECTIONNELLE CANADIENNE .....</b>	<b>36</b>
<b>2.1 L'utilité du cadre constructiviste critique dans l'analyse de la stratégie militaire canadienne : les particularités du cas afghan .....</b>	<b>37</b>
<b>2.2 La contre-insurrection au cœur de la lutte des idées : la légitimité comme impératif tactique, le soutien populaire comme impératif stratégique .....</b>	<b>45</b>
2.2.1 L'abandon du paradigme technologique : le retour vers le militaire comme agent politique.....	47
<b>2.3 Perspective globale et imprévisibilité : le pragmatisme et la primauté de l'individu..</b>	<b>56</b>
2.3.1 La relation agent-structure et les inspirations de l'épistémologie postpositiviste.....	59
2.3.2 La variable culturelle.....	60
2.3.3 L'information imparfaite et la rationalité imparfaite .....	63
2.3.4 La définition de l'ennemi au cœur de la contre-insurrection .....	67

<b>CHAPITRE III : LA CONTRIBUTION ET LES LIMITES DES OPÉRATIONS PSYCHOLOGIQUES DANS LES MISSIONS DE CONTRE-INSURRECTION : LE CAS AFGHAN .....</b>	<b>72</b>
<b>3.1 L'incidence des opérations psychologiques dans la narration sécuritaire : la production de la propagande .....</b>	<b>73</b>
<b>3.2 La fabrication et la mise en circulation du message : le cas des opérations psychologiques canadiennes en Afghanistan .....</b>	<b>79</b>
3.2.1 Discours produit par les opérations psychologiques .....	87
3.2.2 Les acteurs sociaux légitimes .....	89
3.2.3 Nouvelles narrations sécuritaires.....	91
<b>3.3 Les limites des opérations psychologiques .....</b>	<b>93</b>
3.3.1 Le manque de formation .....	94
3.3.2 Les perceptions subjectives .....	97
3.3.3 La quasi-inexistence de mécanismes d'évaluation .....	103
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>108</b>
<b>ANNEXE I .....</b>	<b>111</b>
<b>ANNEXE II.....</b>	<b>116</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>117</b>

## LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 <b>Processus de sécuritisation tel que schématisé par le constructivisme critique ....</b>	<b>15</b>
Figure 1.2 <b>Processus de sécuritisation par les narrations identitaires en relations internationales .....</b>	<b>34</b>
Figure 2.1 <b>Intervention des AI dans le processus de sécuritisation en zone de conflit .....</b>	<b>54</b>
Figure 2.2 <b>Éléments interreliés d'un environnement et d'une société .....</b>	<b>56</b>
Figure 2.3 <b>Lutte pour le contrôle de la population et son appui — Centre de gravité stratégique .....</b>	<b>66</b>
Figure 3.1 <b>Modèle d'élaboration d'un plan de campagne basé sur les effets .....</b>	<b>75</b>
Figure 3.2 <b>Exemple 1.....</b>	<b>81</b>
Figure 3.3 <b>Exemple 2.....</b>	<b>82</b>
Figure 3.4 <b>Exemple 3.....</b>	<b>84</b>
Figure 3.5 <b>Exemple 4.....</b>	<b>85</b>
Figure 3.6 <b>Exemple 5.....</b>	<b>87</b>
Figure 3.7 <b>Exemple 6.....</b>	<b>88</b>
Figure 3.8 <b>Exemple 7.....</b>	<b>88</b>
Figure 3.9 <b>Exemple 8.....</b>	<b>89</b>
Figure 3.10 <b>Exemple 9.....</b>	<b>90</b>
Figure 3.11 <b>Exemple 10.....</b>	<b>90</b>
Figure 3.12 <b>Exemple 11.....</b>	<b>91</b>
Figure 3.13 <b>Exemple 12.....</b>	<b>92</b>
Figure 3.14 <b>Exemple 13.....</b>	<b>92</b>

## LISTE DES ABBRÉVIATIONS ET DES ACRONYMES

AI	Activité d'influence
AP	Affaires publiques
COCIM	Coopération civil-militaire
COIN	Contre-insurrection
FIAS	Force internationale d'assistance à la sécurité
OI	Opération d'information
OpsPsy	Opération psychologique
PPP	Position, profil, présence
TA	Auditoire cible (de l'anglais, <i>targeted audience</i> )



## RÉSUMÉ

Ce mémoire cherche à comprendre les facteurs derrière l'échec éminent de la mission de l'OTAN en Afghanistan. Si la nature de la présence occidentale a dû passer d'une force d'assistance de sécurité à une véritable guerre contre-insurrectionnelle, l'adaptation difficile de la Coalition a eu des conséquences majeures.

En employant un cadre d'analyse constructiviste critique, il a été possible d'identifier un triple paradoxe à cet égard, soit la complexification du commandement des forces alliées, la complexification du rapport à l'ami et à l'ennemi et la complexification dans le processus de légitimation de la mission.

En deuxième partie, une lecture critique du premier manuel de contre-insurrection canadien, paru en 2008, révèle que son apport ne se trouve pas tant au niveau des principes, qui demeurent essentiellement les mêmes que ceux de la doctrine classique, mais bien au niveau des concepts. La doctrine canadienne présente des corrélations avec les principales innovations développées par les approches postpositivistes en théories des relations internationales au cours des vingt dernières années : elle place la relation entre le pouvoir politique, le discours et la légitimité au cœur du processus de sécurisation et de la contre-insurrection. Or, l'application de concepts postpositivistes à une ligne opérationnelle objectif-moyen-fin est épistémologiquement incompatible et entraîne, dans la pratique concrète, son lot d'incohérences.

Dans une mission de contre-insurrection, il revient aux opérations psychologiques de déterminer les formes pertinentes et les moyens de diffusion appropriés des éléments de propagande. La troisième partie étudie la formulation et la diffusion des messages émis par les Forces canadiennes en Afghanistan en étudiant des produits de propagande diffusés par les opérations psychologiques canadiennes. Leur méthode cherche explicitement à s'ingérer dans la narration sécuritaire des populations sélectionnées, en utilisant le processus de sécurisation tel que théorisé par le constructivisme. Toutefois, trois limites opérationnelles viennent s'ajouter aux difficultés de la mission afghane : le manque de formation militaire au sujet des opérations non cinétiques, la subjectivité des agents et la quasi-absence de méthodes d'évaluation des opérations. Un constat semble faire consensus parmi les sources consultées : la solution au conflit afghan n'est pas militaire.

Ce mémoire innove en appliquant l'opérationnalisation du constructivisme critique comme cadre d'analyse d'un cas empirique concret en études de sécurité. Il permet aussi de mettre à jour certains débats menés au sein des Forces canadiennes et la publication d'éléments de doctrine et de propagande très peu diffusés dans le domaine public.

Mots clés : constructivisme critique – contre-insurrection – opérations psychologiques – Afghanistan – propagande

## INTRODUCTION

L'Afghanistan, un nouveau Vietnam : voilà une qualification de plus en plus répandue à propos de ce conflit, qui perdure depuis maintenant sept ans. Sept années de lutte, d'investissements et de pertes de vies civiles et militaires pour un conflit qui, officiellement, n'en était pas un. Rappelons-nous que les alliés de l'OTAN furent d'abord invités par le gouvernement démocratiquement élu d'Amid Karzaï afin d'aider les institutions afghanes à la sécurisation et à la stabilisation du pays. Or, si le départ des talibans a initialement ouvert la voie à une prise en charge de la population et du développement, les promesses non tenues, des problèmes de corruption et surtout, l'absence de croissance significative de la qualité de vie de la majorité des Afghans ont favorisé le retour en force des insurgés. D'une mission d'assistance, les alliés se sont retrouvés en pleine campagne de contre-insurrection.

S'il semblait évident pour plusieurs analystes, ce revirement de situation a entraîné une certaine confusion parmi les forces de la Coalition. En effet, la contre-insurrection implique des opérations qui sortent clairement du cadre cinétique traditionnel : la contre-insurrection est d'abord une guerre d'idées, pas de canons. Or, plusieurs pays impliqués dans la mission n'avaient tout simplement pas de doctrine à ce sujet. Le Canada, pourtant impliqué dans la région très volatile de Kandahar, était du nombre. Conscientes de ce vide doctrinal, les Forces canadiennes ont publié en décembre 2008 le tout premier manuel militaire canadien de contre-insurrection.

Trop peu trop tard? Il serait facile de critiquer sévèrement la stratégie initiale de la Force internationale d'assistance à la sécurité, voire leur intervention en soi, sans tenir compte du réel effort d'adaptation que l'évolution de la situation en Afghanistan a suscité pour le Canada et pour l'ensemble des États impliqués. En effet, il semblerait que le cœur de la problématique serait plutôt relié aux multiples facteurs culturels, institutionnels et organisationnels qui ont conduit les forces occidentales à s'engager dans ce conflit, à s'y embourber et à répéter les mêmes

erreurs sans sembler apprendre des échecs tactiques sur le terrain. Des erreurs qui ont coûté d'ailleurs très cher aux civils afghans.

Pourtant, au Canada, des efforts tangibles ont été faits afin de pallier à ces manquements. En plus d'investissements de la Défense dans les équipements et la publication du manuel de contre-insurrection, une unité canadienne des opérations psychologiques fut officiellement institutionnalisée en 2003. Cette dernière initiative semble *a priori* intéressante, dans la mesure où elle s'accorde davantage à la nature contre-insurrectionnelle du conflit afghan, en s'inspirant d'approches non létales, sociologiques et culturelles, en privilégiant l'application de principes axés sur la propagande, le discours politique et l'influence sur le comportement des individus. Par ailleurs, si on regarde l'histoire des missions de contre-insurrection moderne, avec entre autres les cas du Vietnam, de l'Algérie, et plus près de nous, de l'Irak, ce nouvel outil mis à la disposition des Forces canadiennes suscite plusieurs questionnements. Quelles sont les méthodes utilisées par les opérations psychologiques dans le cadre d'une contre-insurrection? Répondent-ils à une démarche éthique? Dans quelle mesure peut-on imputer aux opérations psychologiques les insuccès de la mission afghane? Bref, quelles sont les limites d'une telle approche? Aussi, le manuel de contre-insurrection ayant été publié en 2008, il resterait intéressant de vérifier si l'expérience afghane a pu inspirer certaines leçons aux stratèges. Reste à évaluer l'importance réelle que peuvent avoir des opérations non létales : s'agit-il d'opérations réellement moins violentes et moins dommageables pour les civils? La guerre des idées est-elle vraiment applicable? Assistons-nous à un virage sociologique de la doctrine militaire canadienne?

C'est à partir de ces réflexions que s'est engagé le présent projet de recherche, avec comme hypothèse de départ l'inadaptabilité et la non-pertinence de la doctrine contre-insurrectionnelle et des efforts de propagande des opérations psychologiques dans le cadre de la mission canadienne en Afghanistan. Nous croyions que la nature armée de l'intervention, l'usage de la force ainsi que la subjectivité des intervenants et les clivages culturels constituent autant de facteurs ayant entraîné l'échec de la stratégie militaire occidentale dans le cadre de ce conflit. La démarche de recherche

prévoyait initialement une lecture constructiviste critique des documents de doctrine officiels et de la littérature spécialisée en stratégie militaire et en étude de sécurité, ainsi qu'une série d'entrevues avec des militaires membres de l'unité des opérations psychologiques canadiennes.

Or, l'accès à la documentation militaire posait problème. Dans cette optique, un projet de stage de recherche conjoint avec le Directeur des opérations psychologiques, établi à Montréal, a été élaboré. En échange de la production d'un rapport d'«expert» répondant à certains besoins spécifiques de l'unité, il a été possible d'obtenir plusieurs documents officiels non disponibles au public. Le Directeur étant responsable du développement doctrinal, il a également été possible de mener deux séries d'entrevues, qui se sont révélées fondamentales pour la rédaction du mémoire. Un premier questionnaire écrit fut d'abord distribué auprès de membres ayant déjà participé à un déploiement en Afghanistan, afin de mesurer leur degré de subjectivité, leurs insatisfactions, les éléments significatifs de leur expérience et leur opinion sur les déboires sur le terrain (le questionnaire est disponible en annexe). Une deuxième série d'entrevues a été menée en personne, auprès d'officiers des opérations psychologiques et de la Force terrestre. Des discussions doctrinales et organisationnelles ont été menées de part et d'autres afin d'obtenir de l'information privilégiée et de colliger les points de vue respectifs sur la pertinence des opérations non cinétiques. Le stage de recherche a permis de régler la question des sources d'information, et même d'aller plus loin en offrant la possibilité d'accéder à la réalité du niveau opérationnel, assez peu traitée dans la littérature scientifique étant donné les difficultés d'accès des chercheurs civils aux quartiers généraux et aux bases militaires en zone d'opérations

Par ailleurs, le traitement des données recueillies après des opérations psychologiques et leur mise en parallèle avec une lecture critique de la doctrine contre-insurrectionnelle posait un défi méthodologique. Premièrement, l'utilisation d'un cadre d'analyse constructiviste critique posait plusieurs défis théoriques. La pluralité de ces approches rend plutôt confuse son ontologie et un dilemme normatif posait le problème de l'usage critique dans le cadre d'une recherche portant sur un

sujet militaire. Cela dit, une fois le cadre théorique solidement développé, il nous a été possible de faire des découvertes très intéressantes. Dans un premier temps, l'ontologie constructiviste critique s'applique très bien à l'analyse de la contre-insurrection en Afghanistan. En problématisant la relation entre le discours politique, la légitimité et la sécuritisation de certains enjeux, et en expliquant le lien inextricable entre l'altérité et la sécurité, il a été possible d'effectuer une analyse à la fois originale, critique et concrète de la situation en Afghanistan. Il convient de noter que par «sécuritisation», nous entendons ici le terme issu de l'anglais *securitization*, soit la formation d'un enjeu de sécurité par le discours, à distinguer du terme «sécurisation», qui relèvera dans ce mémoire de l'action militaire d'assurer la sécurité d'un espace ou d'un objet donné.

Trois paradoxes de la stratégie de la Coalition ont été d'abord identifiés :

1. la complexification du commandement, qui démontre les problèmes de cohérence du commandement de la mission alliée
2. la complexification du rapport à l'ennemi : puisque les insurgés et les civils font partie d'un même ensemble, l'identification de l'ennemi et du danger extrêmement difficile. Invisible, le danger vient de partout, au péril des populations civiles qui se trouvent coincées entre les belligérants, utilisées comme bouclier et souvent victimes des combats ou d'erreurs d'identification par les militaires alliés
3. la complexification de la légitimation de la mission, étant donné le message contradictoire envoyé à la population, qui voit la Coalition user de la force, détruisant leur environnement et tuant parfois des civils, tout en participant aux efforts de développement, de reconstruction nationale.

Dans un deuxième temps, cette trame de fond a permis une lecture critique beaucoup plus approfondie du manuel de contre-insurrection. Il semble en effet que la réalité du terrain ait ramené certains principes de base de la contre-insurrection,



omis par les stratèges en début de mission. La doctrine met l'accent sur la nécessité de considérer la contre-insurrection comme étant une guerre d'idées. À ce titre, il est impératif de mesurer les effets des actions militaires sur l'opinion publique et de demeurer cohérent afin d'acquérir le maximum de légitimité. Tout comme dans le cadre constructiviste, discours, pouvoir, sécurité et légitimité sont intimement liés.

De plus, il a été permis de constater que l'innovation de la doctrine canadienne ne se situe pas au niveau des principes stratégiques, mais au niveau conceptuel. Sur le fond, les principes demeurent les mêmes que dans la doctrine contre-insurrectionnelle classique. En outre, certaines corrélations nous permettent de croire que les concepts auxquels elle se réfère semblent inspirés des innovations théoriques développées en sociologie politique et par les approches postpositivistes en relations internationales au cours des vingt dernières années. La sphère sociale globale, l'analyse holistique, l'identité, la culture et le discours, l'absence de déterminisme et la contingence sont intégrés profondément dans la démarche analytique proposée par le manuel. Cette découverte est d'autant plus étonnante qu'elle appelle à une reconsidération des chercheurs critiques en études de sécurité sur la portée de leur démarche et sur les formes insoupçonnées que le ruissellement de leur contribution scientifique peut prendre une fois qu'elles se voient réappropriées par différents acteurs sociaux. Cependant, la démarche linéaire objectif-moyen-fin propre à une mission militaire est incompatible avec un tel raisonnement et entraîne à son tour plusieurs incohérences.

Suite à ces considérations, le rôle de l'unité des opérations psychologiques, en tant que principal agent de propagande, revêt une importance capitale. Il lui revient de déterminer les formes et les façons de diffuser les messages appropriés de façon à favoriser le déroulement de la mission. Étant donné les difficultés immenses rencontrées sur le terrain, il est permis de s'interroger sur la faisabilité de leur travail dans un contexte tel que celui rencontré en Afghanistan. Une analyse sommaire de la démarche discursive, qui emprunte elle aussi la démarche sécuritaire du constructivisme critique, prouve l'intention de l'unité de s'ingérer dans le processus de sécuritisation au sein de la société afghane.

Or, les entrevues menées ont permis de révéler trois limites opérationnelles majeures à l'utilisation des opérations psychologiques : le manque de formation des officiers supérieurs en commandement au sujet des opérations non cinétiques, qui ne saisissent peut-être pas comment utiliser adéquatement ces ressources, et des militaires de l'unité, qui ont besoin de connaissances adaptées à la sophistication de leur méthode de travail; la subjectivité des militaires en poste, qui vient interférer dans leur travail auprès des civils selon l'opinion positive ou négative qu'ils se font de leur environnement opérationnel; et la quasi-inexistence de mécanismes d'évaluation, rendant très difficile la mesure des effets des opérations psychologiques sur les populations en question.

Bref, il semble que certains écueils rencontrés dans le cadre de la stratégie contre-insurrectionnelle alliée en Afghanistan, et dans une certaine mesure, celle du Canada, soient imputables à une série de facteurs identifiables. Toutefois, un consensus semble régner au sujet du cas afghan autant au niveau doctrinal qu'opérationnel : la solution n'est pas militaire. Au point où même plusieurs officiers supérieurs des Forces canadiennes ont affirmé clairement en entrevue leurs réserves sur cette mission et sur toutes missions similaires qui pourraient être entreprises dans le futur. La majorité du travail non cinétique peut être et devrait être effectué par des civils, ce qui réglerait plusieurs enjeux sécuritaires et institutionnels qu'entraîne le développement des unités non cinétiques, dont font partie les opérations psychologiques. En s'éloignant du *core business* de l'armée, soit de «détruire des choses et en tuant du monde», les Forces canadiennes vont-elles s'investir dans des missions auxquelles elles ne sont pas habilitées, au risque d'empirer des situations déjà complexes, comme en Afghanistan? De l'avis des mêmes officiers, le simple fait d'intervenir de l'extérieur, d'user de la force, d'appartenir à une culture militaire ou de porter l'uniforme vient immédiatement corrompre le message de reconstruction et de bienveillance que pourrait vouloir envoyer la communauté internationale dans de tels théâtres d'opérations. C'est cette incohérence fondamentale entre la nature du militaire et les objectifs de la mission afghane qui aurait d'ailleurs contribuer directement à sa faillite.

## Chapitre I

### LE CADRE D'ANALYSE CONSTRUCTIVISTE CRITIQUE

Depuis plus d'une vingtaine d'années, le débat entre positivisme et postpositivisme a occupé une place importante dans la recherche en relations internationales. Est-il possible de prédire le comportement des agents au sein de la structure? Vivons-nous dans un monde absolument anarchique? Les agents sont-ils entièrement soumis aux effets de structures? Où ne jouent-ils pas un rôle eux-mêmes sur ses mêmes effets? Bien que stimulant la recherche fondamentale et la réflexion au sein du champ d'études, le postpositivisme se voit presque toujours reprocher les mêmes tares : un manque de pragmatisme et une très grande complexité, voire une confusion parmi ses approches. Ne parlons-nous pas d'ailleurs d'approches postpositivistes pour désigner un ensemble d'écoles et de théories, qui se distinguent pourtant de façon significative dans leur ontologie, leur épistémologie et leur normativité?

Cette difficulté à se faire reconnaître comme contributeurs importants et distincts à la recherche en relations internationales fait de l'ombre aux innovations conceptuelles qui leur sont attribuables, notamment, la notion de sphère globale et le rôle de l'agent. Or, à ce jour, les approches postpositivistes se cantonnent surtout dans les débats théoriques, leur normativité critique étant souvent évoquées afin d'éviter de traiter d'enjeux concrets. Cette tendance a certainement contribuer à les frapper d'un certain ostracisme. Nous croyons toutefois qu'il est possible de concilier l'épistémologie postpositiviste à des études de cas bien ancrées dans la réalité des acteurs de la scène internationale. Le constructivisme critique, marqué par sa richesse ontologique et son dynamisme dans le domaine, sert d'ailleurs comme cadre



d'analyse de ce mémoire afin d'étudier certains aspects de la doctrine militaire canadienne.

Ce choix peut sembler curieux. En effet, ce courant se caractérise par la pluralité et la complexité de son ontologie, qui emprisonnent son potentiel analytique. Malgré une présence dynamique au sein des débats, son utilisation n'a donné lieu qu'à un nombre limité d'analyses de cas. Il semble que l'«opérationnalisation» du constructivisme critique ne va pas de soi. Pourtant, le constructivisme critique semble offrir l'option la plus ouverte au dialogue interparadigmatique. Si son penchant critique lui assure une affiliation avec la Théorie critique, le postmodernisme et les autres approches alternatives, il place le dialogue avec les approches dominantes au cœur de sa démarche. Il partage d'ailleurs avec le constructivisme de Wendt une conception d'un monde socialement construit. Ainsi, le constructivisme critique doit être appréhendé en fonction de sa complémentarité aux théories positivistes et postpositivistes : il veut prendre une part active à l'innovation en relations internationales, faire partie des débats et susciter la réflexion, ce qui implique une reconnaissance du milieu<sup>1</sup>.

Quels sont alors les obstacles à sa diffusion? Est-il possible d'adapter le constructivisme critique à un modèle d'analyse fonctionnel au sein d'un paradigme positiviste? Existe-t-il seulement une grille d'analyse constructiviste critique? Ce chapitre établira l'évolution du constructivisme critique en théories des relations internationales, la définition d'une ontologie fonctionnelle, ainsi que l'illustration de son articulation et de son potentiel analytique.

### 1.1 L'évolution du constructivisme critique : la critique du positivisme et une pluralité d'approches

Avant de détailler son contenu théorique, il semble pertinent de rappeler la démarche intellectuelle du constructivisme critique, à l'origine de sa scission avec les explications de Wendt et de l'École de Copenhague. En effet, l'arrivée de Wendt

---

<sup>1</sup> Alex Macleod, «Du constructivisme dominant au constructivisme critique», *Cultures & Conflits*, no 54 (2004), p. 22-23.

dans le paysage théorique en relations internationales a pavé la voie à une toute nouvelle conception d'un monde socialement construit.

Le constructivisme de Wendt s'est présenté pour un long moment comme un pont épistémologique entre le positivisme et le postpositivisme, aspirant du coup à un véritable changement de paradigme par sa théorisation des relations entre l'agent et la structure. Selon le principe de l'intersubjectivité, l'intérêt de l'agent ne reposerait non seulement sur la recherche de sécurité mais aussi sur la création et la mise en commun de normes qui seraient le plus souvent intériorisées par les acteurs<sup>2</sup>.

L'enthousiasme de la communauté scientifique devant le potentiel du constructivisme en relations internationales s'explique par plusieurs facteurs. Premièrement, les postulats de Wendt ont eu le mérite de relancer le débat néo-néo, plutôt stagnant, vers une discussion théorique présentant une innovation significative dans le champ d'étude. De plus, l'explication intersubjective permettait de donner une réponse à l'effondrement du bloc communiste, qui, n'ayant pas été prédit par les théories dominantes, démontrait clairement les limites du positivisme en relations internationales. Le dénouement d'un demi-siècle de tensions sévères, sur lesquelles reposait toute la conception d'un système interétatique mu par des effets de structures, a confondu les auteurs des écoles dominantes.

Fondamentalement, Wendt suggère un bouleversement épistémologique dans le champ d'étude en transposant sa lecture des thèses constitutives du sociologue Anthony Giddens, qui pose un regard critique sur la méthode positiviste en sciences humaines<sup>3</sup>. En effet, l'auteur postule que l'agent et la structure sont mutuellement constitutifs et que, comme l'un n'existe pas sans l'autre, la réification de l'État et de la structure en tant que fondements ontologiques ahistoriques par les néoréalistes et les néolibéraux serait réductionniste<sup>4</sup>. Certes, l'État demeure une référence incontournable, car c'est sur lui que se repose une vision partagée du monde et il demeure encore à ce jour la base en relations internationales. Comme le rappelle Wendt lui-même, «c'est le sens commun qui constitue la structure dans laquelle

---

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>3</sup> Alexander Wendt, «The Agent-Structure Problem in International Relations Theory», *International Organizations*, vol. 41, no 3 (1987), p. 336.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 349.

s'organisent nos actions»<sup>5</sup>. Cependant, il conçoit le processus de la formation de l'intérêt national comme un élément de l'interaction agent-structure (dit endogène), alors que les approches positivistes conçoivent la formulation de l'intérêt comme un élément exogène, sans lien avec la formation identitaire de l'agent<sup>6</sup>. Comme il le rappelle, «le fondement principal de la théorie constructiviste veut que les individus se comportent devant les objets et les autres acteurs sociaux en fonction du sens qu'ils se font de ces objets...»<sup>7</sup>. L'intérêt, et du coup la recherche de la sécurité, n'est plus un objet objectif mais bien intersubjectif. Toujours selon Wendt, la structure sociale est ainsi composée de trois éléments :

1. le sens commun (une compréhension partagée et intersubjective d'un objet)
2. les ressources matérielles (dont la valeur et l'utilisation dépendent de ce qu'en font les agents)
3. la pratique des agents (puisque la structure sociale n'est en fait que le résultat de la pratique des agents sociaux)<sup>8</sup>

L'utilisation d'une méthode fondée épistémologiquement sur la logique de processus sociaux plutôt que sur des explications causales des effets de structures, était prometteuse. En effet, il semblait alors possible de concilier le positivisme et le postpositivisme, en adoptant le processus intersubjectif comme fondement théorique. L'étude de ce processus conduirait à des analyses aux résultats variables, adaptées aux différents contextes et à la réalité changeante de la scène internationale. Cette méthode sortirait ainsi du déterminisme des théories structuralistes, en favorisant les analyses ponctuelles des processus sociaux plutôt que l'établissement de liens de causalité. Or, les travaux ultérieurs de Wendt n'ont pas été à la hauteur de ces perspectives. Tout d'abord, le constructivisme s'est dissocié des approches anti-

---

<sup>5</sup> Alexander Wendt, «Anarchy is What States Make of It : The Social Construction of Power Politics», *International Organization*, vol. 46, no 2 (1992), p. 397.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 394.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 396.

<sup>8</sup> Alexander Wendt, «Constructing International Politics», *International Security*, vol. 20, no 1 (janvier 1995), p. 73-74.

fondationnalistes en accréditant épistémologiquement la méthode d'acquisition des connaissances par falsification<sup>9</sup>. Par conséquent, le principe d'intersubjectivité ne permettait plus de rompre définitivement avec le fondationnalisme et les effets de causalité de la structure sur l'agent. De plus, Wendt et d'autres auteurs constructivistes reconnus (comme Adler, Barnett et Katzenstein) tendent à se référer trop souvent à l'État comme étant à la base de l'analyse sociologique, présentant une ontologie fondationnaliste qui réifie les relations de pouvoir entre l'État et les autres agents sur la scène internationale. À vouloir faire le pont avec les approches traditionnelles, il a semblé sacrifier son agenda critique au profit du rationalisme<sup>10</sup>. Le constructivisme a ainsi réduit l'État à un anthropomorphisme de l'homme à travers la matérialité de l'État, ne tenant pas compte des dynamiques sociologiques pouvant se concrétiser en d'autres expressions que celle du pouvoir étatique<sup>11</sup>. Ainsi, les perspectives promises par Wendt au début de sa carrière ne furent pas explorées par ce qui est considéré aujourd'hui comme le constructivisme «dominant».

Cela dit, le constructivisme a ouvert la voie à tout un nouveau programme de recherche. L'intégration de la sociologie dans le champ d'étude a fait de la variante sociologique un facteur incontournable et ce, même si la place qu'occupe l'agent varie beaucoup d'une théorie à l'autre. Par ailleurs, «un des avantages potentiels de penser le politique et les relations internationales comme sociologiques est cet accent renouvelé sur l'étude de la pratique, incluant celle du discours...»<sup>12</sup>. L'École de Copenhague a d'ailleurs élaboré le processus de sécuritisation en s'inspirant des propos de Wendt. Le processus de sécuritisation explique comment la désignation d'un objet comme menace existentielle par des individus socialement légitimes permet d'en faire un enjeu sécuritaire. Leur discours, une fois reçu et accrédité par la population, conduit à l'adoption de mesures exceptionnelles à l'égard de ces

---

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 75.

<sup>10</sup> Macleod, *loc. cit.*, p. 19-21.

<sup>11</sup> David Campbell, *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1998, p. 220.

<sup>12</sup> Didier Bigo, et R. B. J. Walker, «International, Political, Sociology», *International Political Sociology*, no 1 (2007), p. 5.

nouveaux enjeux sécuritaires<sup>13</sup>. L'élite prend la prérogative, de par son statut social et par la rhétorique, de constituer socialement un enjeu de sécurité. L'École de Copenhague conçoit la sécurité en fonction de cinq secteurs : la sécurité militaire, politique, économique, environnementale et sociétale<sup>14</sup>. La sécurité sociétale est peut-être l'apport le plus novateur de cette approche en études de sécurité puisqu'elle articule la formulation de l'intérêt et de normes au sein d'une communauté. La sécuritisation s'opère d'ailleurs en fonction de trois éléments : l'objet référent à sécuritiser, l'agent sécurisant et les agents fonctionnels. Les agents fonctionnels formulent par le discours les rapports entre la société et le monde qui lui est extérieur autour du thème de la menace<sup>15</sup>.

Cette approche semble pour le moins séduisante car elle semble concilier la place de l'agence dans l'adoption d'une politique de sécurité par un État et la conception stato-centrée et structuraliste des théories dominantes. Toutefois, quelques problèmes se posent. Premièrement, Buzan ne reconnaît pas l'interprétation variable de notions et de valeurs au niveau individuel (comme la justice et la paix) dans leur transposition au niveau étatique, demeurant ainsi dans un paradigme structuraliste, voire réaliste<sup>16</sup>. On parle alors d'une société homogène où règne une forme de consensus et d'uniformité au niveau des idées et des valeurs, une essentialisation qui ne correspond pas au pluralisme caractéristique des sociétés modernes. De même, si le concept de la sécurité sociétale englobe l'objet de ce qui constitue une menace à la société, elle n'explore pas les différentes facettes de ce qui est qualifié socialement de menace. Or, l'identité et la menace peuvent contenir différentes qualités et se voir attribuées plusieurs sens différents aux yeux d'une même société<sup>17</sup>. La société et l'identité y sont donc conceptualisées comme des facteurs essentialisés, pouvant être

---

<sup>13</sup>Buzan, Waever et De Wilde, cités par Macleod, *loc. cit.*, p. 39.

<sup>14</sup>Ole Waever, «Insécurité, identité, une dialectique sans fin», dans *Entre unions et nations : L'État en Europe*, sous la direction de Anne-Marie Le Gloannec, Paris, Presses de sciences po, 1998, p. 97-98.

<sup>15</sup>Barry Buzan, Ole Waever et Jaap De Wilde, *Security: A New Framework for Analysis*, Boulder (Colorado), Lynne Rienner Publishers, 1996, p. 36.

<sup>16</sup>Bill McSweeney, *Security, Identity, Interests : A Sociology of International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 59.

<sup>17</sup>*Ibid.*, p. 72.

appréhendés comme des unités et étudiés en tant que réalités objectives et fixes.<sup>18</sup> Cette analyse durkheimienne de la sphère sociale se veut incompatible avec les théories constitutives et procédurales adoptées initialement des thèses de Giddens. Qui plus est, l'État souverain demeure le référent irréductible ayant le plus de pouvoir sur la sécurité et l'insécurité des individus. Pourtant, la sécuritisation se réalise par le discours proféré par des agents dont la crédibilité, la diffusion et le poids leurs sont attribués socialement, une contradiction inévitable de leur postulat<sup>19</sup>. Finalement, la sécuritisation met trop l'accent sur une production sécuritaire uniquement linguistique et propre aux agents sécuritisants, évacuant la possibilité que d'autres sources puissent interférer dans le processus, comme l'influence de considérations matérielles ou le discours d'autres agents<sup>20</sup>.

Suite à ces considérations, il appert que le pont entre le positivisme et le postpositivisme en relations internationales promis par l'agenda constructiviste est loin d'être établi. Mais peut-il seulement y en avoir un? D'un point de vue purement épistémologique, le but même d'une telle synthèse est insoluble. Alors que le positivisme associe les relations internationales à la science exacte, où les distinctions possibles entre faits et valeurs et entre observateur et sujet observé permettent la détermination de lois objectives du monde social, le postpositivisme abandonne cette possibilité puisque l'observateur est lui-même un élément constituant de son sujet d'étude<sup>21</sup>. Il n'est donc pas possible de dissocier l'influence du monde social sur ce dernier, puisque agent et structure sont mutuellement constitutifs.

Dans un autre ordre d'idées, nous avons vu également que si le processus de subjectivation sociale des enjeux sécuritaires fut d'abord théorisé en relations internationales par Wendt, puis repris par l'élargissement de la sécurité à la sphère sociale par l'École de Copenhague, le véritable cœur du processus sociologique de sécuritisation n'a pas encore été atteint.

---

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 70.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 58

<sup>20</sup> Macleod, *loc. cit.*, p. 46.

<sup>21</sup> Alex Macleod et Dan O'Meara, «Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales?», dans *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*, sous la direction de Alex Macleod et Dan O'Meara, Montréal, Athéna, 2007, p. 13.



C'est à ses manquements théoriques que tente de palier le constructivisme critique en reprenant le flambeau là où l'a laissé le constructivisme dominant, soit l'agenda critique voulant «identifier les pratiques pouvant reproduire inévitablement des perceptions du Nous et de l'Autre, [...] dans une perspective d'identification de nouveaux rapports d'altérité et d'aspirations possibles»<sup>22</sup>. Plus modeste, cette approche alternative délaisse le projet de réconciliation pour se concentrer sur l'établissement d'un dialogue avec les autres écoles<sup>23</sup>. Elle s'inscrit dans une épistémologie réflexive, où la théorie et la pratique ne peuvent être dissociées et s'intéresse davantage «au procédé plutôt qu'à la substance, à la relation plutôt que la séparation, à l'activité plutôt qu'à la passivité»<sup>24</sup>.

Comme point de départ, il est possible d'isoler de cette approche trois postulats fondamentaux :

1. Ce que nous considérons comme la réalité est socialement construit et par conséquent, contestable
2. Cette construction de la réalité implique et réifie les relations de pouvoir
3. Les constructions sociales dominantes doivent être dénaturalisées<sup>25</sup>

L'étude s'applique donc à se questionner sur les objets, les sujets et les relations qui constituent ces réalités sociales, qui dynamisent ses constructions, pour qui, pourquoi et comment<sup>26</sup>. Il n'y a donc plus de séparation expresse entre les secteurs de sécurité, ni entre les niveaux d'analyse.

---

<sup>22</sup> Wendt, *loc. cit.* «Anarchy...», p. 420.

<sup>23</sup> Macleod, *loc. cit.*, p. 20.

<sup>24</sup> Xavier Guillaume, «Unveiling the "International": Process, Identity, Alterity», *Millennium : Journal of International Studies*, vol. 35, no 3 (2007), p. 741.

<sup>25</sup> Jutta Weldes, «Bureaucratic Politics : A Critical Constructivist Assessment», *Mershon International Studies Review*, vol. 42, no 2 (novembre 1998), p. 217.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 220.

Schématiquement, le constructivisme critique s'intéresse à la dynamique entre le pouvoir légitime, la sécurité et le discours, indissociables au sein de la sphère sociale (voir Figure 1.1).

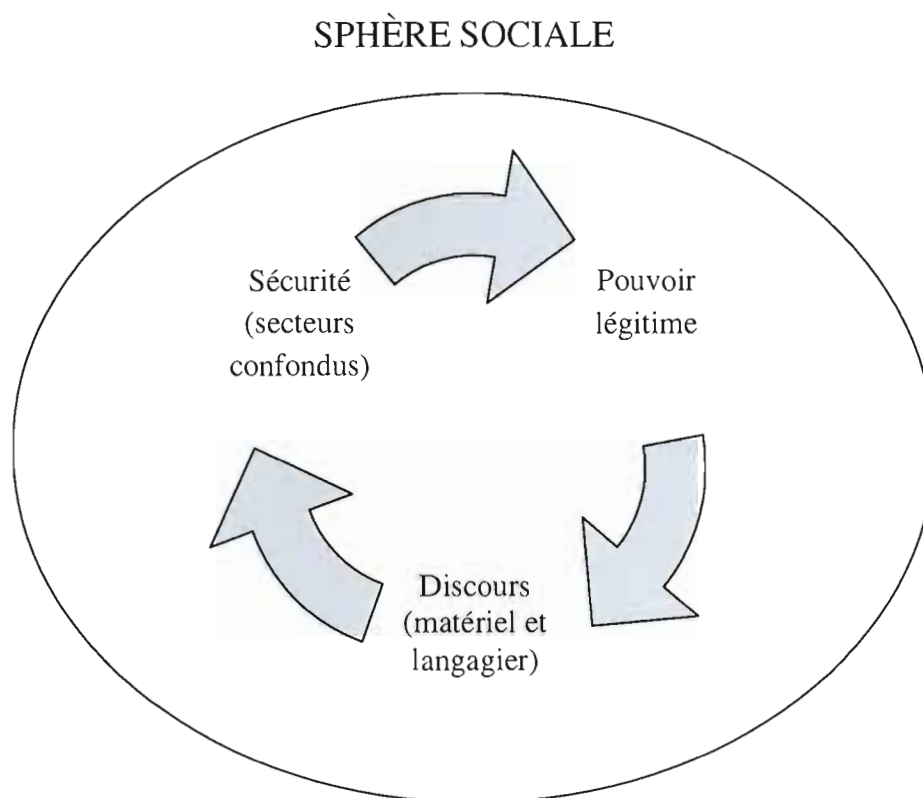


Figure 1.1 **Processus de sécuritisation tel que schématisé par le constructivisme critique**

Par ailleurs, il se trouve de nombreuses variantes constructivistes critiques qui se distinguent avant tout par leur ontologie et leur projet. Notre approche reprend pour sa part l'essentiel des propositions de Bill McSweeney, qui place l'individu, en tant que praticien de la réalité sociale, comme valeur irréductible de l'analyse en études de sécurité<sup>27</sup>. Ce sont les individus qui, collectivement, vivent et créent l'État, l'identité, l'intérêt national. Ces concepts n'ont pas d'existence objective et indépendante. Les enjeux sécuritaires doivent alors être appréhendés dans leur

<sup>27</sup> McSweeney, *op. cit.*, p. 73.



intersubjectivité au niveau individuel, puis au niveau social en fonction de la diffusion et de la répétition de leur représentation au niveau du sens commun. Dans cette optique, il est également possible de porter à contribution les travaux de Jef Huysmans. Son projet de recherche porte sur la sociologie de la sécuritisation et vise à étudier «l'institutionnalisation des environnements menaçants» et le processus sociologique menant à la détermination commune de ce qui constitue la sécurité et la menace dans un cadre spatio-temporel donné<sup>28</sup>.

Par contre, il sera rejeté pour l'instant la thèse du continuum de sécurité de Didier Bigo. Bien que sa sociologie des pratiques bureaucratiques permette de saisir comment ces dernières finissent par légitimiser un cadre sécuritaire par des effets de structure involontaires sur les individus, cette proposition tend trop au structuralisme et ne laisse pas suffisamment d'espace à la notion de co-constitution<sup>29</sup>. La structure, si elle produit des comportements normalisés, n'a pas de comportement indépendant. Il serait incohérent d'accepter un tel postulat en fonction de la notion d'intersubjectivité puisqu'il suppose la préséance des effets de structure sur l'agent alors qu'ils sont considérés comme étant mutuellement constitutifs.

## 1.2 L'élaboration d'une grille d'analyse

### 1.2.1. L'articulation d'une approche procédurale

En plus des trois postulats fondamentaux, les variables constructivistes critiques partagent également l'articulation d'une approche procédurale. Toutefois, la nature même du processus social peut parfois changer selon les auteurs : les pratiques bureaucratiques pour Bigo, l'institution pour Huysmans, l'individu pour McSweeney ou l'altérité pour Guillaume. Notre travail s'inspirera principalement de ces deux derniers. Nous nous attarderons au processus social qui institue l'individu dans son rapport avec la menace extérieure, impliquant directement l'individu au sein de la sécuritisation, qui sera considérée comme un processus global. Les trois niveaux

---

<sup>28</sup> Macleod, *loc. cit.*, p. 47-48.

<sup>29</sup> Jef Huysmans, «Dire et écrire la sécurité : le dilemme normatif des études de sécurité», *Culture&Conflits*, no 31-32 (1998), p. 10.

d'analyse sont ainsi intimement liés l'un à l'autre dans leur conception et leur structuration. En voici la démarche.

Tout d'abord, rappelons-nous les fondements du constructivisme, qui reposent sur la théorie constitutive du sociologue Anthony Giddens. Cette dernière repose à son tour sur la notion de l'agent, comme «quelqu'un qui exerce du pouvoir ou produit un effet» sur son environnement<sup>30</sup>. Cette théorie suppose que la réflexivité entre l'agent et la structure se vit par la praxis de l'individu en tant qu'être vivant et pensant dans un contexte spatio-temporel particulier. En somme, l'agent a le pouvoir de modifier et de façonner son contexte immédiat dans le temps et dans l'espace. La théorie constitutive se réfère également à une rationalisation procédurale plutôt qu'à une rationalité objective et parfaite : la raison est le résultat d'un processus cognitif. Cette rationalisation procédurale permet la compréhension de son environnement et ainsi de structurer l'activité humaine dans le temps et l'espace : elle permet l'institutionnalisation, l'identité, etc. Les actes individuels sont donc le résultat d'une pratique consciente de l'individu, qui lui permet de distinguer un lien moral entre ce qui doit être fait (le bien) et ce qui ne doit pas être fait (le mal). La plupart des actions quotidiennes sont perpétrées de façon non motivées mais guidées par cette conscience «morale», par cette rationalité subjective : ce qui a été, ce qui est et ce qui devrait être pour le futur. L'expérience individuelle, l'expérience collective et l'institution sont autant de facteurs pouvant influencer cette rationalité procédurale. En fait, la rationalité se construit à travers ces expériences. Du coup, plusieurs individus issus de différents milieux ont-ils une notion du «bon sens» potentiellement très différentes.

Par ailleurs, il est impossible d'évaluer au préalable les conséquences d'un acte, individuel ou collectif. En société, chaque acte entre constamment en relation avec une multitude d'autres actes : comme nous avons mentalement accès aux probabilités *connues* et non pas à l'ensemble des probabilités *possibles*, le manque d'information nous empêche de prédire l'issue d'un geste, d'une parole, d'une décision<sup>31</sup>. Cet échec devant la prédiction est au cœur de l'épistémologie

---

<sup>30</sup> Anthony Giddens, *The constitution of society*, Berkeley, University of California Press, 1984, p. 9.

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 8-10.

postpositiviste, tout en la préservant de l'anti-fondationnalisme. La rationalité conceptualisée n'est pas celle relatée par les Lumières, où l'Homme est doté d'une raison naturelle *a priori* parfaite, mais se concrétise par la capacité de l'individu à se situer collectivement dans un espace-temps. Ce processus individuel et collectif constitue la base fondationnaliste. À son tour, cet espace-temps peut prendre une multitude de formes contingentes. Les scénarios qui échappent à la rationalité annihilent la prévisibilité «parfaite», relevant ainsi du postpositivisme.

Nous retiendrons également un second postulat de Giddens, qui soutient que «les règles et les ressources propres à la production et la reproduction de l'action sociale sont en même temps le sens donné à ce système de reproduction : on parle alors de la dualité de la structure»<sup>32</sup>. La théorie de la structuration s'intéresse donc aux conditions de continuité ou de changement des structures et des systèmes de relations entre les structures.

Cette règle, celle de la double-herméneutique, est l'une des contributions importantes de Giddens. Il s'agit du fondement à la critique du positivisme en science sociale puisqu'elle met en exergue la dynamique interprétative qui survient entre le chercheur en sciences humaines et son sujet, qu'il interprète et influence à la fois. En relations internationales, le lieu herméneutique apparaît dans l'interrelation d'une expression identitaire ou d'une énonciation avec d'autres identités et d'autres énonciations<sup>33</sup>. Cela crée une instabilité conceptuelle dans la recherche puisqu'elle ne permet pas l'étude de faits empiriques indépendants. L'analyse en science sociale est un lieu d'interprétation, où seule la problématique des relations entre les différentes conceptions du monde et les expressions identitaires intéressent le chercheur<sup>34</sup>. Les catégories mentales utilisées par un individu pour appréhender les réalités se confrontent inexorablement à celles utilisées par les autres, créant la différence<sup>35</sup>. Par exemple, ce que la justice, l'histoire, la paix ou la menace signifient pour l'un ne

---

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 19-25.

<sup>33</sup> Xavier Guillaume, «Foreign Policy and the Politics of Alterity : A Dialogical Understanding of International Relations», *Millennium : Journal of International Studies*, vol. 31, no 1 (2002), p. 11.

<sup>34</sup> *Idem*

<sup>35</sup> Stefano Guzzini, «The Concept of Power : a Constructivist Analysis», *Millennium : Journal of International Studies*, vol. 33, no 3 (2005), p. 499.

correspond pas nécessairement à la conception que s'en fait l'autre. Or, comme le souligne à son tour McSweeney, c'est justement cette instabilité conceptuelle, ces changements du référent qui devrait être considérée dans l'étude de l'action sociale : la théorie sociale et l'action sociale constituent deux moments de la même réalité<sup>36</sup>. Ainsi, le constructivisme critique devrait-il se pencher sur les interactions entre l'agent et la structure, mais aussi entre les agents eux-mêmes.

### 1.2.2 La définition des concepts

Étant donné la pluralité des variantes constructivistes critiques et la reconceptualisation des relations entre les acteurs du système international imposée par une approche procédurale, il importe de bien définir des concepts ontologiques à la fois pertinents au projet de recherche et cohérents au cadre théorique. Tout comme dans le cas des entités sociales, le constructivisme critique ne va en aucun cas réifier les concepts de son ontologie : seul le processus social a droit à un tel traitement théorique. Le défi est alors d'identifier adéquatement des notions ontologiquement versatiles mais suffisamment ancrées dans la matérialité afin qu'elles puissent s'appliquer dans la pratique.

#### *La sécurité*

Fondamentalement, la principale propriété de la sécurité et de l'insécurité est relationnelle. Il ne s'agit ni d'une question de distribution matérielle, ni d'une question de pouvoir, mais de *relations* de pouvoir<sup>37</sup>. Ainsi, la sécurité ne peut répondre à une seule définition puisqu'elle repose essentiellement sur la perception et l'interprétation qui, elles, changent constamment. Entre une vision positive (la confiance dans une réalité sécuritaire, dans un contexte où nous pouvons faire quelque chose) et négative (la recherche d'absence de menace) de la sécurité, le point

---

<sup>36</sup> McSweeney, *op. cit.*, p. 148.

<sup>37</sup> McSweeney, *op. cit.*, p. 3.

d'ancrage demeure toujours le même : la peur comme menace ontologique à l'altérité<sup>38</sup>.

En effet, la routine et les habitudes institutionnalisées qui permettent d'appréhender le quotidien créent les conditions rendant l'action sociale et l'agence possibles. L'arrivée de l'Autre ou de l'Inconnu signifie une certaine perte de contrôle de notre quotidien et de notre environnement social<sup>39</sup>. On parle alors de la sécurité ontologique.

La sécurité ontologique implique ce besoin psychologique de savoir sa sécurité physique assurée afin de pouvoir s'adonner à sa routine quotidienne, à ses activités fonctionnelles. Elle se retrouve au sommet de la hiérarchie sécuritaire et devient ainsi une base fondationnaliste de notre ontologie<sup>40</sup>. Par ailleurs, la légitimation d'une proposition sécuritaire se verra beaucoup plus facilement entérinée si elle touche directement le cours de notre existence. Par exemple, il sera beaucoup plus facile d'accréditer une menace nucléaire si on prouve l'existence de missiles pointés sur nous, tout comme celle de la pénurie alimentaire si l'accès aux denrées diminue dramatiquement, comparativement à une menace intangible comme la montée d'un parti d'extrême-droite ou la fonte de la calotte polaire. Si ce postulat de la sécurité ontologique peut sembler déterministe, la façon du constructivisme critique d'aborder le concept ne l'est pas. En effet, la thèse constitutive limite son pouvoir explicatif à l'impossibilité de saisir parfaitement la façon dont se subjective la sécurité ontologique dans la conscience humaine. Pour le reste, cela ne peut se faire qu'à partir de prédicats apparentés à la philosophie politique d'un côté ou au déterminisme naturaliste de l'autre.

Aussi, la sécurité ontologique n'est pas seulement cognitive : elle relève d'une grande part de matérialité<sup>41</sup>. Pour reprendre nos exemples précédents, souffrir de la faim tout comme se sentir menacé par un bombardement atomique sont tous deux liés à la fois à des conditions matérielles et à la sécurité ontologique.

---

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 14.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 142.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 155-156.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 209.

Finalement, il faut absolument retenir qu'il n'y aurait pas de sécurité sans narration. C'est en effet par le discours et le processus de sécuritisation que les enjeux identitaires sont établis et que se constitue la hiérarchie des menaces légitimes au sein d'une société. On parle donc de pratique sécuritaire par le discours. On se réfère ici non pas à une narration historique mais à «une condition ontologique de la vie sociale». C'est à partir des narrations sociales, publiques et culturelles que les individus partagent leur conception de l'espace-temps, de leur contexte, de leur environnement, de leur identité) et rendent leur expérience de vie tangible<sup>42</sup>.

### *L'État et l'intérêt national*

L'État est un instrument de sécurité, pas son unique sujet. Plus on accorde de valeur à un instrument de sécurité, plus facilement il deviendra un objet de sécurité en soi. Aussi, l'État n'a pas d'existence objective et indépendante : il est vécu et existe par la pratique d'individus et par ses relations avec les autres États<sup>43</sup>. Ainsi, certains vont attribuer à l'État la capacité d'atteindre un certain état de sécurité, alors que d'autres le considéreront plutôt comme un objet à sécuriser des autres États.

L'intérêt national demeure, en ce sens, un sujet d'étude important du constructivisme critique mais dans des perspectives divergentes des écoles traditionnelles. Mieux comprendre les dynamiques de l'intérêt national permet de saisir celles des politiques étrangères adoptées par les États. Il peut se définir comme l'interprétation et l'évaluation que font les agents responsables de la politique étrangère d'une situation et de la réponse à y donner. Cela présuppose l'utilisation d'un vocabulaire spécifique dans le discours entre le gouvernement et la population afin de légitimer leur prise de position. C'est cette grammaire, cette langue partagée et consensuelle qui formule l'intérêt national<sup>44</sup>. Afin d'appréhender les relations internationales dans leur pratique, les responsables politiques utilisent des concepts

<sup>42</sup> Margaret Somers, «The Narrative Constitution of Identity: A Relational and Network Approach», *Theory and Society*, vol. 23, no 5 (octobre 1994), p. 614. Nous verrons plus loin en détail ce qu'implique la narration identitaire.

<sup>43</sup> McSweeney, *op. cit.*, p. 86.

<sup>44</sup> Jutta Weldes, «Constructing National Interests», *European Journal of International Relations*, vol.2, no 3 (1996), p. 276-277.



vastes afin de mieux communiquer et de mieux gérer une situation. Or, les individus considèrent leurs intérêts en fonction de leur propre perception du système politique et bureaucratique, de leur propre rôle et de leur pratique quotidienne. Un individu ne sera pas sensible à la structure en soi mais à ce qu'il vit et par ce qu'il considère être pertinent à son environnement<sup>45</sup>.

### *L'identité*

L'identité est un ensemble de pratiques et de processus par lesquels une population se construit une image d'elle-même. Elle est établie par la dynamique de la relation entre le pouvoir légitime et les individus entre eux<sup>46</sup>. Ces relations sont principalement maintenues par des outils de communications (l'imprimerie, la radio, Internet) qui, par la diffusion d'un discours, instituent un lien commun entre des individus ne s'étant pourtant jamais rencontrés. L'identité devient alors une fiction, un lien imaginaire partagé entre des individus d'un espace social circonscrit par le discours<sup>47</sup>.

De plus, si l'identité et l'intérêt s'influencent mutuellement, ils doivent demeurer analytiquement distincts<sup>48</sup>. Les identités sont à la base des intérêts, par la représentation que se fait un groupe identitaire des enjeux de sa propre sécurité. Elles les formulent même en deçà d'une réalité objective : dans la représentation collective, l'intérêt identitaire précède l'intérêt matériel<sup>49</sup>. Nuançons également que le sens commun et l'identité sont mutuellement constitutifs. Si l'identité et le sens commun sont le résultat de la relation entre pouvoir légitime et la population, c'est le sens commun qui légitimise l'institution qui à son tour, influence le sens commun. Une atteinte à l'identité en est une à la société et vice-versa. Le pouvoir politique joue donc un rôle fondamental dans les constructions sociales et identitaires.

---

<sup>45</sup> Weldes, *loc. cit.*, «Bureaucratic...», p. 218.

<sup>46</sup> McSweeney, *op. cit.*, p. 69.

<sup>47</sup> Il s'agit de l'essentiel de la thèse proposée et très citée de Benedict Anderson, *Imagined communities : reflections on the origin and spread of nationalism*, Londres, Verso, 1991, 224 p.

<sup>48</sup> McSweeney, *op. cit.*, p. 197.

<sup>49</sup> Weldes, *loc. cit.*, «Constructing...», p. 282-283.

Cela dit, il est important de souligner que l'identité peut changer aussi en fonction d'intérêts matériels<sup>50</sup> (la perestroïka lancée par Mikhaïl Gorbatchev, davantage soucieux de répondre aux besoins économiques de son pays que de reproduire le dogme communiste, en est un excellent exemple). Il y a donc, théoriquement, un espace disponible à la négociation ou à la persuasion dans la formulation d'un intérêt, dans la résolution d'un conflit ou dans la gestion d'un enjeu sécuritaire (identitaire et/ou national) puisqu'il est sujet à changement.

Une telle définition permet d'établir certains schémas relationnels, utiles dans l'élaboration d'une stratégie de sécurité soucieuse de mesurer ses effets sur les partis concernés. La sécurité et l'insécurité dépendent :

1. de la relation entre les groupes et leurs propositions sécuritaires et identitaires (des États, des partis politiques, des groupes ethniques)

et

2. de l'identité qu'un agent impliqué dans le processus décisionnel d'une politique de sécurité projette dans sa relation aux questions jugées menaçantes (la façon dont les personnes au pouvoir légitime perçoivent le monde)<sup>51</sup>

En d'autres mots, la sécurité et l'identité s'articulent en deux temps : l'expression (par la narration identitaire et le discours) et la contextualisation (du Soi intersubjectif dans la pratique socioculturelle et politique)<sup>52</sup>. La sécurité et l'identité relèvent donc à la fois de l'individu et des interactions sociales. Il est pertinent de rappeler que s'ajoutent à cette dynamique les dimensions du temps, de l'espace et des différentes

---

<sup>50</sup> McSweeney, *op. cit.*, p. 183.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 101.

<sup>52</sup> Guillaume, *loc. cit.*, «Foreign Policy...», p. 13.



caractéristiques du discours sécuritaire : à chaque enjeu sécuritaire son contexte ponctuel.

### *Le pouvoir*

Nous avons vu l'importance du rôle des individus au pouvoir dans l'élaboration d'un enjeu sécuritaire et de l'intérêt national. Le pouvoir est la caractéristique première de l'agent. Le pouvoir n'est «pas un objet que l'on peut posséder mais une constellation de relations» au cœur de laquelle on se voit attribuer cette compétence<sup>53</sup>. Cela signifie également qu'en tant qu'agent, tout individu possède la capacité dans sa vie quotidienne d'exercer une influence causale sur le cours des choses, sur la perception des autres du cours des choses et sur leur propre capacité à influencer le cours des choses<sup>54</sup>. Ainsi, le pouvoir ne peut être neutre : ce n'est pas lui qui doit être spécifiquement problématisé mais le sens qu'on lui donne dans un contexte spécifique.

D'autre part, ce que nous considérons comme le pouvoir ontologique est l'objet d'un processus de légitimation. En instituant un enjeu de sécurité dans un contexte donné par le discours et la pratique, le pouvoir permet de donner un sens ou de défaire le sens préalablement donné à un objet<sup>55</sup>. Il y a donc «un lien inextricable entre le pouvoir et la politique comme "art du possible"»<sup>56</sup>. La légitimation sécuritaire (ou politique) est le résultat de la dynamique entre le pouvoir, le savoir et le politique qui influence l'énonciation, la circulation et les catégories propres à leur discours. De ce fait, «les ressources [matérielles, intellectuelles, etc.] demeurent le moyen par lequel le pouvoir est exercé»<sup>57</sup>. Du coup, le pouvoir permet de construire la réalité par le discours et la pratique politique. Il est donc essentiel de comprendre où se situent les axes de pouvoir d'une société afin de mesurer le processus sécuritaire.

---

<sup>53</sup> Guillaume, *loc. cit.*, «Unveiling...», p. 742.

<sup>54</sup> Giddens, *op. cit.*, p. 14.

<sup>55</sup> Connolly, cité par Guzzini, *loc. cit.*, p. 511.

<sup>56</sup> *Idem*

<sup>57</sup> Giddens, *op. cit.*, p. 16.

### 1.2.3 Le discours et le processus sécuritaire : comment se construit la menace

#### *L'altérité à la base du processus de sécuritisation*

Nous avons vu, par le concept de sécurité ontologique, que l'arrivée de l'imprévisible dans la routine suscite la peur. La venue de l'Autre vient déstabiliser l'existence sociale de chaque individu : elle devient une menace aux schémas et aux représentations partagés par le sens commun dans une société. L'Autre (ou l'Inconnu) vient remettre en doute la compétence sociale de chaque individu à contrôler son environnement social. L'Autre est indissociable de la sécurité ontologique puisqu'il franchit la frontière entre le Moi, sécurisé et prévisible, et le monde extérieur, inquiétant parce qu'inconnu.

Analogiquement, cette représentation de l'altérité se vit de multiples façons puisque la constitution du Soi repose sur ces systèmes de différenciation. Je suis une femme car je ne suis pas un homme, une Québécoise de souche car je n'ai pas immigré, une sociale-démocrate et certainement pas une communiste, etc. D'ailleurs, la politique serait un moyen de gérer en partie l'insécurité liée à l'incertitude existentielle de l'être humain, en lui donnant un moyen et le pouvoir de transcender ces inquiétudes<sup>58</sup>. En fait, il s'agit d'un mécanisme d'action/réaction. L'action par rapport à la menace bénéficie généralement de meilleures prérogatives et de l'avantage stratégique de l'initiative alors que la réaction se voit cantonner à la réponse et à la critique.

Souvenons-nous, l'identité collective se constitue par la narration identitaire, qui confère certains d'attributs particuliers au groupe social concerné<sup>59</sup>. Un groupe d'individus peut se définir par la couleur de la peau, la langue qu'il parle, la descendance, une marque de moto, etc. Nous avons vu aussi que le rapport à l'Autre est construit en fonction de la nature même de cette relation. Il y a donc, en résumé :

---

<sup>58</sup> Nils Bubandt, « Vernacular Security : The Politics of Feeling Safe in Global, National and Local Worlds », *Security Dialogue*, vol. 36, no 3 (septembre 2005), p. 277.

<sup>59</sup> Somers, *loc. cit.*, p. 608.

1. un mouvement de peur devant la menace à notre sécurité
2. une évaluation et une qualification du Soi en fonction de notre identité et de nos intérêts communs

Les implications de ces rapports dialogiques sont au cœur des questions sécuritaires. En effet, si une relation entre groupes identitaires s'engage dans une logique compétitive, il risque d'il y avoir un déclenchement d'un dilemme de sécurité. Et toute intervention «sécuritaire» appelle à une certaine légitimité et à une autorité qui sont, dans leur contexte respectif, socialement construites.

La légitimité est donc fondamentale à la pratique des rapports d'altérité. Elle transcende l'affirmation du Soi par rapport à l'Autre : dans leurs rapports, qui a le plus d'autorité et de légitimité ? Au nom de quoi ? Ce qui constitue une autorité légitime pour un ne l'est pas nécessairement pour un autre<sup>60</sup>. Cet aspect est essentiel à l'analyse du discours politique car la légitimité est intimement liée au processus de sécuritisation.

Malgré l'importance du discours dans la constitution d'une menace, en théories des relations internationales, les rapports demeurent encore conceptualisés essentiellement en fonction de la structure. La plupart des grandes théories évacue complètement la possibilité que le rapport à «cette spatialité [de la structure internationale en fonction des États] soit elle-même le résultat d'un procédé»<sup>61</sup>. Le paradigme dominant rejette également la dynamique d'altérité entre le Eux et le Nous comme «procédé propre au monde contemporain»<sup>62</sup>. Pourtant, la politique étrangère est le mode d'expression par excellence du rapport d'altérité entre entités étatiques. Elle est, à l'instar du rapport fondamental d'altérité, constituée de deux éléments : l'altérité rhétorique, par le discours, et l'altérité pratique, par le rejet ou l'intégration de l'Autre<sup>63</sup>. Tout comme dans les sociétés pluralistes, la société mondiale est encore

---

<sup>60</sup> Robert A. Rubinstein, «Intervention and Culture : An Anthropological Approach to Peace Operations », *Security Dialogue*, vol. 36, no 4 (décembre 2005), p. 530.

<sup>61</sup> Guillaume, *loc. cit.*, «Unveiling...», p. 741.

<sup>62</sup> *Idem*

<sup>63</sup> Guillaume, *loc. cit.*, «Foreign Policy...», p. 15-16.

à ce jour fragmentée : le système international n'existe que par l'addition d'une pléthore d'identités et non comme le théâtre d'un projet commun<sup>64</sup>.

### *La sécurité : au-delà du choc des cultures*

Nous avons vu que la politique étrangère est un moyen de transcender le système de différenciation entre les identités : on peut parler d'identités nationales (plus facilement identifiables), ethniques, religieuses, etc. Or, ces différences, si elles semblent *a priori* établir une frontière, établissent aussi à la fois des liens avec l'Autre. Même une «identité culturelle autoproduite» ou une «entité politique absolument souveraine» doit se construire «discursivement dans et à travers l'Autre»<sup>65</sup>. L'Autre peut être complètement exogénéisé à cette identité de référence mais il constitue tout de même, par le jeu de la différence, une série de points significatifs rendant la différenciation possible<sup>66</sup>. Théoriquement, il y donc toujours place à l'élaboration de liens entre les entités, qu'ils soient de nature positive ou négative. Même à travers le choc des cultures, il est donc possible, par le discours et la pratique, de muter cette relation négative en rapport constructif positif.

En effet, ce procédé de cognition dialogique (la réalisation d'un objet par son contraire), est un processus par lequel nous donnons du sens à l'énoncé d'un discours. Une conception du monde, la formulation d'un concept apparaît par l'interrelation d'une série de dialogismes donnant du sens à son énonciation<sup>67</sup>. Un énoncé est ainsi une réponse aux autres énoncés précédents puisqu'il s'y réfère inévitablement<sup>68</sup>. Ce mécanisme donne ainsi naissance à la narration.

Or, dans un monde aussi pluriel que le nôtre, comment établir un discours entre des groupes identitaires sur des bases suffisamment partagées pour que

---

<sup>64</sup> Cette dynamique est très bien illustrée, au niveau national, par Jacques Beauchemin, *La société des identités : Éthique et politique dans le monde contemporain*, Montréal, Athéna, 2007, 224 p.

<sup>65</sup> Stuart Hall, *Identités et cultures : politiques des Cultural Studies*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007, p. 280.

<sup>66</sup> Idem

<sup>67</sup> Ou *utterance* en anglais. Guillaume, *loc. cit.*, «Foreign Policy...», p. 5-6.

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 7.

s'enclenche le dialogue? Comment pouvons-nous aborder la réalité de l'Autre à partir de ses propres catégories représentationnelles? Quelle place la culture occupe-t-elle dans le processus identitaire et sécuritaire?

Premièrement, le constructivisme critique tient clairement à éviter le relativisme culturel. Ce ne sont pas les attributs culturels en soi mais la relation des groupes identitaires entre eux qui établissent la notion de sécurité. En fournissant les référents de base, la culture précède peut-être l'identité dans le processus de formation identitaire, mais elle n'intervient qu'en partie dans les relations sécuritaires. La culture peut être théorisée, comme le fait Wedeen, comme «l'ensemble des processus créateurs de sens dans la pratique des agents par le biais de symboles» et par «l'utilisation de la culture comme signifiant vide pouvant se faire attribuer une infinité de sens contingents»<sup>69</sup>. Cette définition réflexiviste évite les dérives possibles d'une vision tautologique de la culture ainsi que son essentialisation à des traits caractéristiques statiques et ahistoriques<sup>70</sup>. Percevoir la culture comme une caractéristique sociale stable et homogène ne peut que fournir une appréciation stéréotypée d'une population. Ainsi, il devient beaucoup plus intéressant d'étudier la façon dont elle influence le changement social plutôt que de sa substance préalable<sup>71</sup>. Peut-être ne constitue-t-elle pas le fond essentiel du discours sécuritaire et de la représentation identitaire, mais elle demeure un vecteur important, un catalyseur dans le processus de formation de sens commun. La sécuritisation est extraordinairement efficace lorsque le discours associe la culture à l'idéologie, le canal culturel aidant à la cristallisation d'un discours dans l'imaginaire collectif par son utilisation de références et de symboles significatifs. En fait, les auteurs critiques ont tendance à voir la sécuritisation de la culture comme un moyen de servir les intérêts des individus sécuritisants<sup>72</sup>.

D'ailleurs, la définition de Wedeen s'intègre très bien au cadre constitutif du constructivisme critique en offrant la possibilité d'étudier son interaction dans les

---

<sup>69</sup> Lisa Wedeen, «Conceptualizing Culture : Possibilities for Political Science», *The American Political Science Review*, vol. 96, no 4 (décembre 2002), p. 713.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 713-715.

<sup>71</sup> Campbell, *op. cit.*, p. 221.

<sup>72</sup> *Idem*

rapports agents-structures et dans le système de significations langagières et symboliques<sup>73</sup>. Matériellement, la culture demeure tangible à travers sa pratique, par des symboles (des mots, des rituels, des objets de cultes particuliers, des images), dans l'environnement spatio-temporel et par l'activité linguistique<sup>74</sup>.

Dans la pratique sécuritaire, il est pourtant essentiel de mesurer les impacts des symboles et de la pratique culturelle afin de maximiser la qualité de relation avec autrui, en permettant de mieux saisir ce que l'Autre se représente comme environnement sécuritaire<sup>75</sup>. Méthodologiquement, l'étude du facteur culturel dans la pratique relève d'un casse-tête. La culture est utilisée à tous les escients et demeure un concept fourre-tout. Même les *cultural studies*, pourtant intéressées à son traitement scientifique, constituent une «formation discursive instable» et éclatée<sup>76</sup>. D'un autre côté, il serait impensable de ne pas la considérer.

#### *La narration au cœur du processus de sécuritisation*

Parmi toutes les variantes du constructivisme critique et parmi tous les processus sociaux sélectionnés jusqu'ici, la communication par le discours sert de fil conducteur. En fait, ni l'intersubjectivité, ni la sécuritisation, ni la formation identitaire ou d'intérêt, ni la narration et ni les relations avec l'Autre ne sauraient se réaliser sans le concours du discours. La formation discursive est sans doute la courroie de transmission de la cognition humaine et le catalyseur entre la sécurité ontologique, le Soi, l'Autre et le politique.

Nous avons vu que l'identité naît d'une narration. Or, la narration identitaire tend, à travers sa ligne discursive, à soutenir son propre projet identitaire. Il en va de même dans la narration sécuritaire. Cette dernière s'opère dans deux sens : celle énoncée par l'élite dominante et celle prononcée par les résistances organisées contre cette élite. Incidemment, la première jouit souvent de meilleurs moyens de diffusion, de persuasion et de légitimité que la seconde. Le canevas de la narration sécuritaire

---

<sup>73</sup> Wedeen, *loc. cit.*, p. 714.

<sup>74</sup> Rubinstein, *loc. cit.*, p. 533.

<sup>75</sup> Rubinstein, *loc. cit.*, p. 542.

<sup>76</sup> Hall, *op. cit.*, p. 18.



englobe donc à la fois les sujets du politique et le lieu où s'exerce le politique<sup>77</sup>. Par conséquent, le contexte et les conditions d'existence du discours sont intimement liés à l'énonciation d'une narration sécuritaire. Cette dernière est inscrite par ses énonciateurs dans le sens commun suivant une linéarité temporelle : en organisant ses référents autour d'un sujet de sécurité permanent dans le discours par rapport au passé, au présent et au futur, elle crée un ordre sécuritaire<sup>78</sup>. Du coup, la formation d'intérêt et d'identité dépend en grande partie de la narration proposée.

Les contraintes structurelles au sein desquelles s'opèrent le discours politique et l'action sociale (l'accès aux médias, les technologies de l'information, la liberté d'expression prévue par la loi, etc.) influencent également ce processus. Il faut se rappeler que le langage ne peut être dissocié ni de l'agence, ni du contexte dans le quel il est utilisé : isolé, un énoncé existe mais n'exerce certainement pas le même effet<sup>79</sup>. L'accès au savoir et à l'information devient donc un instrument de pouvoir au sein d'une société et une variable nécessaire à la construction d'espaces politiques contingents. L'accès au savoir et à l'information permet aussi aux individus en position de pouvoir d'instituer eux-mêmes les modes de communications les plus légitimes. Il y a donc un lien direct à faire entre les conditions d'existence d'une narration identitaire dans une société, l'élite, la qualité performative du discours sécuritaire, et son impact sur la légitimité et le contrôle politique. En ce sens, le discours doit-il être analysé dans son contenu mais aussi en fonction de ses effets.

Une fois le contexte favorisant la performativité du discours sécuritaire identifié, il est possible d'y associer l'évaluation de sa capacité persuasive. Sa légitimation indique aux individus comment ils doivent percevoir le monde vécu et donc, orientent leurs choix. Sécuritiser un objet sous-entend constamment la promesse d'un état de sécurité possible ainsi que des alternatives proposées afin de rejoindre cet état. Or, comme nous l'avons vu, la conception du Soi implique constamment des rapports d'altérité avec la menace extérieure. Ainsi, la sécuritisation

---

<sup>77</sup> Maria Stern, « "We" the Subject : The Power and Failure of (In)Security », *Security Dialogue*, vol. 37, no 2 (juin 2006), p. 192.

<sup>78</sup> *Idem*

<sup>79</sup> McSweeney, *op. cit.*, p. 216.

légitimise la recherche d'une sécurité qui est fictive. La sécurité comme absence totale de menace se vit comme une plénitude absente : la frontière suggère l'existence d'un état cathartique qui n'existe que par sa supposition, créant ainsi des attentes irréalistes<sup>80</sup>.

Il est d'ailleurs possible d'établir un schéma de la formation discursive établissant la frontière entre le Soi (ou le Nous sous sa forme collective) et la menace de l'Autre :

- Le Nous est associé à une identité
- Il y a inscription de cette identité comme ayant une stabilité historique et temporelle
- Les sujets de sécurité sont circonscrits dans un espace particulier
- Le danger est nommé et la menace identifiée
- Cela crée une frontière entre le Nous, sécuritaire mais menacé par l'extérieur, et l'Autre
- Le discours sécuritaire nous assure que l'ordre est rétabli
- Le discours sécuritaire légitimise la prise de moyens particuliers afin d'éviter une autre atteinte à la sécurité<sup>81</sup>

Retenons qu'une étude des conditions de réussite du discours sécuritaires dans une société permet de saisir une certaine dimension de la dynamique du pouvoir politique en place. Cependant, les mêmes questions surgissent. Comment accéder à la réalité subjective d'un groupe identitaire qui nous est complètement étranger? Comment atteindre les représentations culturelles et sociales qui échappent à notre compréhension, à nos propres références? L'incapacité de comprendre ou de considérer ces références limite certainement les stratégies politiques en études de sécurité. Certes, la réalité objective existe mais elle ne nous est pas accessible. Le

---

<sup>80</sup> Ernesto Laclau, «Existe-t-il une clôture du politique?», dans *Les frontières du politique en Amérique latine : Imaginaires et émancipations*, sous la direction d'André Corten, Paris, Karthala, 2006, p. 52.

<sup>81</sup> Stern, *loc. cit.*, p. 193-194.



sens donné à un objet, s'il est perpétuellement changé, n'empêche pas l'objet d'exister. Il prend forme différemment selon le sens qu'on lui donne mais existe tout de même au-delà de ces représentations.

Weldes propose à cet égard une démonstration de l'articulation de la représentation, le procédé par lequel se crée le sens en fonction de référents linguistiques et culturels. Le sens est établi temporairement par une chaîne de connotations linguistiques. Ces connotations se construisent par analogie et par l'association de termes entre eux afin de représenter une situation. Elles ne sont que temporaires et constamment remises en question par la contingence de nouvelles associations de termes qui semblent alors plus persuasives. Une deuxième phase, celle de l'interpellation, vient s'ajouter à la chaîne de connotations. Il s'agit du processus par lequel un individu ou une collectivité se situe par rapport à une situation et en fait l'évaluation. La représentation devient le résultat d'un sens construit et d'une contextualisation<sup>82</sup>.

Ainsi, la réalité finit par devenir le lieu de plusieurs narrations : l'ontologique (issues de l'expérience individuelle), la publique (associées aux formations institutionnelles, culturelles et du pouvoir touchant plus d'un individu), la métanarrative (inhérentes aux acteurs de l'Histoire et aux communautés épistémiques) et la conceptuelle (les explications du monde social). Ces narrations finissent par former certaines stabilités catégoriques permettant l'existence d'un cadre où se situe l'activité sociale<sup>83</sup>. Le chercheur se trouve au cœur de ce lieu narratif, posant un problème méthodologique. Comme il cherche à interpréter et déconstruire les systèmes de représentations des narrations, il doit d'abord analyser la performativité du discours pour ensuite l'interpréter. Or, ces interprétations reviennent à affirmer où se situe le vrai alors que nous avons rejeté cette capacité d'accéder à cette réalité objective<sup>84</sup>. Il faut donc accepter qu'il y aura toujours une part d'inconnu dans l'analyse. L'information est ontologiquement imparfaite. Par conséquent, comme

---

<sup>82</sup> Weldes, *loc. cit.*, «Constructing...», p. 284-287.

<sup>83</sup> Somers, *loc. cit.*, p. 619-621.

<sup>84</sup> Huysmans, *loc. cit.*, p. 5.

L'analyse repose sur l'interprétation, l'approfondissement du bagage conceptuel et analytique en analyse de discours est impératif.

### 1.2.3 Pour une synthèse du constructivisme critique

On peut résumer le processus de sécuritisation par les narrations identitaires au sein de la sphère sociale mondiale par le schéma suivant :

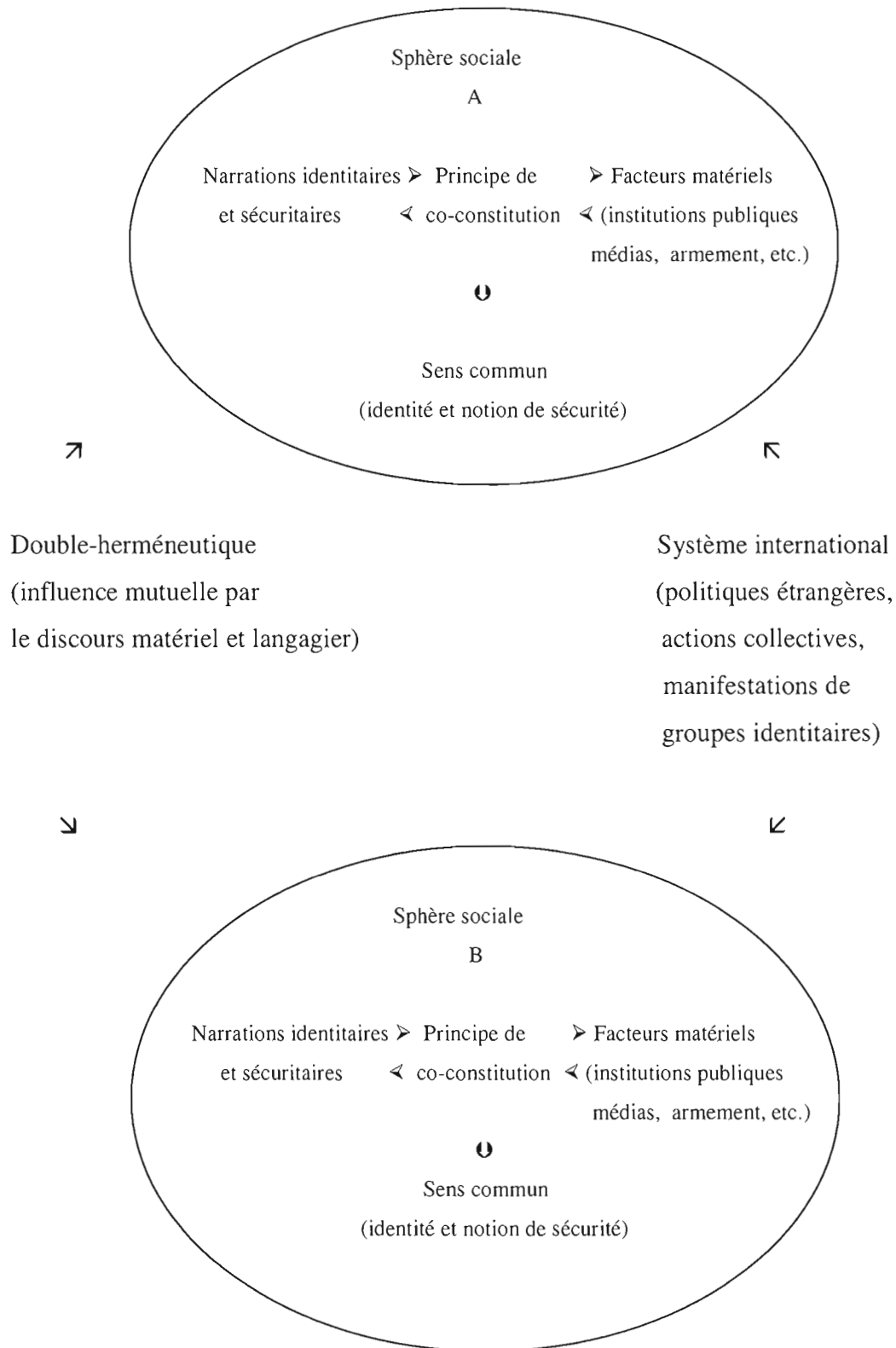


Figure 1.2 **Processus de sécuritisation par les narrations identitaires en relations internationales**

Transposée au troisième niveau d'analyse, la double-herméneutique exige une conception globale et circulaire du système international, où l'individu, l'État et le système se construisent et s'influencent mutuellement. Ces influences se transmettent par les narrations identitaires véhiculées par le pouvoir légitime, dont les effets du discours construisent la notion d'intérêt de sécurité. Ici, le discours tout comme la menace relèvent autant de facteurs matériels que langagiers.

En somme, la sécurité est intimement liée à la relation entre la légitimité, le pouvoir politique et le discours. Par le processus de la sécuritisation, les agents se construisent une conception collective de l'Autre, du danger et de la menace. Comprendre ce processus ouvre la voie à une panoplie d'agendas de recherches encore inexploités en études de sécurité. Cela dit, l'applicabilité de ce cadre d'analyse reste encore à être démontrée. En effet, plusieurs questions normatives n'ont pas été traitées dans ce chapitre. Aussi, la transposition des concepts élaborés n'étant pas encore très courante, un effort méthodologique doit encore être fait afin de rendre l'opérationnalisation du constructivisme critique plus aisée.

À cet égard, le prochain chapitre fera une transition entre le cadre théorique et l'exposition des résultats de la recherche empirique entreprise dans le cadre de ce mémoire. Pour ce faire, nous ferons une analyse critique des concepts de la doctrine militaire contre-insurrectionnelle canadienne en établissant des parallèles avec l'ontologie constructiviste critique. Cela nous permettra de mettre au jour certaines incohérences de la doctrine étant donné les effets recherchés et la nature même du processus de sécuritisation au niveau social global.

## Chapitre II

ANALYSE CRITIQUE DE LA THÉORIE ET DES CONCEPTS DE LA  
DOCTRINE CONTRE-INSURRECTIONNELLE CANADIENNE

Le travail des opérations psychologiques canadiennes en Afghanistan ne peut être dissocié de la stratégie générale mise en place depuis l'arrivée des troupes canadiennes sur le territoire afghan. En tant qu'unité spécialisée, les OpsPsy voient leurs tâches intégrées au niveau tactique à l'ensemble des principes directeurs d'une mission. La stratégie générale de la mission en Afghanistan a toutefois évolué au cours des événements : d'une mission de soutien à la reconstruction nationale, elle s'est par ensuite transformée quelques années plus tard, avec le retour des talibans et la recrudescence des exactions rebelles, en mission de contre-insurrection. Or, la contre-insurrection est une mission « indépendante avec sa propre philosophie et ses principes particuliers qui orientent l'application de la puissance de guerre et le déroulement des activités »<sup>1</sup>.

D'abord fortement influencés par les doctrines américaines, australiennes ainsi que par le manuel de l'OTAN, les stratèges militaires canadiens ont su développer leur propre perspective contre-insurrectionnelle à la faveur de l'expérience canadienne en Afghanistan, mais aussi au sein des différentes missions onusiennes ou transatlantiques auxquelles le pays a participé dans son histoire récente<sup>2</sup>. Cette série d'apprentissages sur le terrain a culminé avec la parution du premier manuel canadien de contre-insurrection, publié en décembre 2008. Dans la mesure où les OpsPsy ont un rôle fondamental dans le cadre d'une mission de contre-insurrection, il apparaît pertinent de voir comment leur apport est conceptualisé. Si le manuel de contre-insurrection vient tout juste de paraître, les principes qui y sont énoncés ont été mis en pratique depuis plusieurs années et ont suivi les apprentissages

---

<sup>1</sup> Défense nationale, Force terrestre, *Opérations de contre-insurrection*, B-GL-323-004/FP-004, 13 décembre 2008, p. 1-1.

<sup>2</sup> *Idem*

sur le terrain au même titre que les OpsPsy : son utilisation dans le cadre d'une analyse des opérations en Afghanistan est donc justifiée, voire essentielle à une compréhension globale du travail des opérations psychologiques.

Ce chapitre présente donc une analyse critique de la doctrine contre-insurrectionnelle canadienne. Pour ce faire, nous allons d'abord voir comment il sera possible d'appliquer le cadre d'analyse constructiviste critique à l'étude de la doctrine militaire canadienne en Afghanistan. Nous ferons ensuite une lecture critique du manuel afin de bien saisir ses orientations pour ensuite en souligner les principales contradictions. Cet exercice nous permettra de mettre en place les grands principes généraux de la doctrine. Nous verrons par la suite comment la doctrine a repris de façon inappropriée certains concepts critiques dans le but d'adapter l'art opérationnel contre-insurrectionnel à la réalité complexe de tels théâtres d'opérations. De plus, l'analyse saura mettre en contexte la philosophie et le cadre dans lequel évoluent les opérations psychologiques, une étape nécessaire afin de poursuivre notre démarche.

## 2.1 L'utilité du cadre constructiviste critique dans l'analyse de la stratégie militaire canadienne : les particularités du cas afghan

On one hand, you have to shoot and kill somebody. On the other hand, you have to feed somebody. On the other hand, you have to build the economy, restructure the infrastructure, build the political system. And there's some poor lieutenant colonel, colonel, brigadier general down there, stuck in some province with all that saddled onto him, with NGOs and political wannabes running around, with factions and a culture he doesn't understand.<sup>3</sup>

Cette citation présente bien le désarroi des membres de la Coalition devant la complexité de la mission afghane. En soi, la problématique de la contre-insurrection en Afghanistan peut se décliner en trois paradoxes : la complexification du commandement, la complexification du rapport à l'ennemi et la complexification de la légitimation de la mission.

---

<sup>3</sup> Général Zinni, cité par Lieutenant-colonel Steven L. Bulimore, *The Military Role in Nationbuilding: Peace and Stability Operations Redefined*, U.S. Army War College, Carlisle Barracks, Pennsylvanie, 2006, p. 1.

Placées sous le commandement de l'OTAN depuis 2003, les 50 000 soldats de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) ont pour mission de «mener des opérations destinées à assurer la stabilité et la sécurité en coordination avec les forces de sécurité afghanes, à encadrer et soutenir l'armée nationale afghane et à apporter un soutien aux programmes du gouvernement afghan visant à désarmer les groupes armés illégaux»<sup>4</sup>. Bien que la sécurisation et la stabilisation du territoire demeurent l'objectif prioritaire de la mission, la FIAS dirige plus de 26 équipes de reconstruction nationale tout en participant au programme de DDR (désarmement, démobilisation et réinsertion)<sup>5</sup>. Or, il y a de nombreux problèmes de coordination opérationnelle au sein de la Coalition. En effet, «les coalitions sont de systèmes complexes», marquées par «des frictions constantes entre les dirigeants politiques et militaires qui touchent l'ensemble du spectre d'opération»<sup>6</sup>. Il est même possible d'attribuer en partie les échecs de la Coalition à un manque d'intégration des forces entre les unités ainsi qu'à un manque d'engagement de la part des militaires, tant au niveau des armées nationales qu'au sein de la Coalition<sup>7</sup>. Ces faiblesses structurelles et organisationnelles ont été plus d'une fois exploitées par les insurgés : corruption, aliénation des militaires auprès des civils, etc<sup>8</sup>. Si une chaîne de commandement centralisée par la FIAS suppose une cohérence dans les objectifs et les moyens stratégiques pour y parvenir, les formations divergentes, les valeurs différentes et la réalité de l'action sur le terrain causent des conflits opérationnels. En effet, plusieurs positions normatives coexistent dans la Coalition. Les soldats sous commandement de la FIAS doivent composer avec une multiplication de leur identité : ils doivent répondre aux objectifs du mandat de l'OTAN, répondre aux règles d'engagement de leur armée nationale (certains peuvent mener des affrontements directs, comme des tirs, et d'autres non) et appliquer une pratique issue d'une culture militaire propre à

<sup>4</sup> FIAS, «Concrètement, qu'est-ce que cela signifie?». [En ligne] : <http://www.nato.int/issues/isaf/practice-f.html> (date d'accès: 25 mars 2009).

<sup>5</sup> *Idem* et FIAS, «Contribuer à instaurer la sécurité, la stabilité et encourager le développement en Afghanistan». [En ligne] : <http://www.nato.int/issues/isaf/index-fr.html> (date d'accès: 25 mars 2009).

<sup>6</sup> Ian Wood, «La préparation au commandement d'une coalition – Les trois P : les personnes, les processus et les plans», *Revue militaire canadienne*, hiver 2007/2008, p. 44.

<sup>7</sup> Daniel L. Byman, «Friends Like These: Counterinsurgency and the War on Terrorism», *International Security*, vol. 31, no 2 (automne 2006), p. 81.

<sup>8</sup> *Idem*



leur pays d'origine<sup>9</sup>. L'harmonisation est un passage nécessaire, mais il demeure qu'il s'agit d'une entreprise complexe qui requière du temps et plusieurs ressources<sup>10</sup>. Par exemple, des divergences normatives persistent entre certains membres européens de l'OTAN et les États-Unis dans l'appréhension du conflit :

Within NATO, there is no agreement on how to respond to the violence. Some European countries accuse the US of alienating local populations and hence creating more enemies, as well as undermining the government of Afghanistan, which is increasingly voicing criticism of US tactics. The US, for its part, frequently criticizes some of the European countries for their perceived "cowardice" arising from their reluctance in using force.<sup>11</sup>

Les différentes intentions quant au recours à la force sont problématiques et difficiles à concilier : « toute variation du taux d'acceptation des risques au sein de la coalition met en péril la puissance collective » car si la solidarité des membres de la Coalition est ébranlée, l'adversaire saura certainement profiter de cette hésitation dans la tenue des opérations<sup>12</sup>. Aussi, l'identité nationale du soldat, le lieu où il a été entraîné et où on lui a enseigné son métier, jouissent-ils normalement d'une représentation beaucoup plus forte que celle d'une organisation internationale dont il fait temporairement partie. Certes, des mesures organisationnelles tentent officiellement d'uniformiser les pratiques des intervenants, notamment par la publication de nouveaux manuels par l'OTAN. Mais la réalité du niveau opérationnel et l'action sur le terrain créent inexorablement un conflit entre la doctrine et la pratique. Par exemple, les règles d'engagement du soldat canadien énoncent quatre valeurs fondamentales : le devoir, la loyauté, l'intégrité et le courage<sup>13</sup>. L'intégrité exige de s'acquitter de ses obligations tout en étant responsable et redevable de ses actions, ce qui implique d'accepter les valeurs canadiennes, de respecter les droits et libertés des Canadiens et de défendre les principes démocratiques de paix, de bonne

---

<sup>9</sup> Ian Wood, *loc. cit.*, p. 49.

<sup>10</sup> *Idem*

<sup>11</sup> Emma Sky, « Increasing ISAF's Impact on Stability in Afghanistan », *Defense & Security Analysis*, vol. 23, no 1, p. 16.

<sup>12</sup> Ian Wood, *loc. cit.*, p. 50.

<sup>13</sup> Andrew J. Duncan, « From ethos to culture: shaping the future of army intelligence », *The Canadian Army Journal*, vol. 9, no 3 (hiver 2006), p. 42.

gouvernance de dignité de la personne et du respect de la loi<sup>14</sup>. Or, ces valeurs identitaires se butent à des limites fonctionnelles. Les nombreuses difficultés rencontrées sur le terrain mettent à mal l'application de ces lignes de conduite. Les variations de températures extrêmes, le terrain montagneux, la déshydratation et le mal d'altitude conjugués à la gestion de la menace perpétuelle des mines antipersonnelles et le manque de protection des équipements exercent une pression constante sur la sécurité ontologique du militaire<sup>15</sup>. Cette pression rend très difficile l'application de directives centralisées, intégrées récemment dans une pratique de coalition. Par ailleurs, cette même pression complexifie les rapports avec les civils afghans.

En effet, il faut comprendre que dans des conflits asymétriques, l'ennemi (la menace) ne constitue pas une entité physiquement et conceptuellement identifiable : il peut même changer sur une base quotidienne<sup>16</sup>. Formés d'insurgés civils, les groupes rebelles se fondent parmi la population non combattante : l'ennemi et l'ami sont donc mélangés, partageant le même territoire et plusieurs caractéristiques. Cette réalité entraîne une méfiance constante, voire une sécuritisation du civil. Il devient ainsi très difficile d'identifier la source exacte de la menace directe.

Il n'y a d'ailleurs pas de consensus sur la définition des combattants. L'insurgé peut provenir de l'extérieur de l'Afghanistan et s'engager dans l'insurrection pour une multitude de motivations divergentes, que ce soit par croyance religieuse, en réprobation au gouvernement ou simplement comme moyen de subsistance<sup>17</sup>. Le «taliban» tel que conceptualisé dans l'imagerie populaire n'existe pas : en soi, les extrémistes religieux ne constituent que 5% à 6% des rebelles<sup>18</sup>. Cela pose bien évidemment des problèmes tactiques dans la mesure où chaque civil devient une menace potentielle pour les militaires, qui doivent pourtant les protéger.

---

<sup>14</sup> *Idem*

<sup>15</sup> S. Trenholm. «Recce lessons learned in Afghanistan (military reconnaissance)», *The Canadian Army Journal*, vol. 7, no 3-4 (automne-hiver 2004), p. 36-37.

<sup>16</sup> John Kiszely, *Postmodern Challenges Form Modern Warriors*, Shrivenham, Swindon, Wiltshire, Defence Academy of United Kingdom, The Shrivenham Papers (décembre 2007), no 5, p. 7.

<sup>17</sup> Sky, *loc. cit.*, p. 18.

<sup>18</sup> Selon des sources militaires.

Or, en plus de la sécurisation, la FIAS mène également en parallèle des missions de reconstruction nationale et un programme de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR). D'un côté, les opérations de sécurisation par les méthodes directes supposent l'utilisation de méthodes tactiques furtives et exigent des combats avec les insurgés au milieu des populations, ce qui entraîne des conséquences directes pour les civils : perte de vies, dégradation de leur environnement, stress psychologique, perte de contrôle de leur mode de vie quotidien. Ces effets viennent perturber directement leur sécurité ontologique, éveillant un fort sentiment de réprobation devant ces étrangers, venus de l'extérieur, et causant par ailleurs tant de dommages pour si peu de gains. Or, la reconstruction et la stabilisation de l'État exigent de travailler avec la même population civile, parmi laquelle se trouve l'ennemi potentiel à combattre : il y a là un dilemme de sécurité perpétuel. De plus, ces missions de reconstruction exigent de la transparence, un travail étroit avec les organisations civiles et des moyens de persuasion pacifiques<sup>19</sup>. Du coup, il persiste dans la pratique (et aux yeux de la population) un double antagonisme entre l'engagement général de la Coalition et les moyens d'applications réels de la mission. Les militaires doivent mener à la fois des combats au milieu des civils et des activités «bienveillantes», qui elles, appellent à la collaboration et à la participation de ces mêmes civils échaudés. Qui plus est, il est très difficile pour une armée d'être performante à la fois aux combats et dans les opérations de contre-insurrection<sup>20</sup>.

Inéluctablement, ces conditions posent des problèmes de légitimité, d'autant plus que le contexte culturel et socio-économique afghan diffère énormément du modèle occidental. La stratégie anti-insurrectionnelle de la FIAS repose essentiellement sur la stabilisation du territoire afghan, à la demande du gouvernement. Toutefois, les insurgés recrutent parmi les civils : le projet des insurgés vient concurrencer la légitimité du pouvoir central, qui doit pourtant avoir l'appui de la population pour être fonctionnel. La légitimation d'un État afghan démocratique est fondée sur une vision libérale de l'État moderne. Or, dans un pays

<sup>19</sup> Robert A. Rubinstein, *loc. cit.*, p. 537.

<sup>20</sup> John Kiszely, «Learning about Counterinsurgency», *RUSI Journal*, vol. 152, no 1, décembre 2006, p. 19.

fragilisé par des années de guerre et de violence politique, caractérisé par une économie légale quasi inexistante, peu de ferveur nationaliste et l'absence d'institutions gouvernementales tangibles et responsables, les valeurs occidentales n'ont que peu ou pas de racines dans la culture sociale locale.

Considérant l'incidence ces de facteurs, la mission risque fortement de rater sa cible<sup>21</sup>. Elle ne tient pas nécessairement compte des autres formes d'organisations de pouvoir, ni de la place et de la définition de certains éléments fondamentaux de la société afghane : la tribu, le seigneur de guerre, la justice réparatrice, etc. Présentant des caractéristiques très variées, ces tribus possèdent leur propre structure sociale, leurs propres intérêts et fonctionnent sous la gouverne de chefs qui conservent leur pouvoir par toutes sortes de moyens, pacifiques ou non<sup>22</sup>. Prenons l'exemple du seigneur de guerre. Alors que l'État et les gouvernements ont failli à leur autorité et à leurs responsabilités devant leur population, cette dernière s'est souvent adressée aux seigneurs afin d'assurer la sécurité et la pérennité de leur communauté. Les seigneurs de guerre pallient à un «vide politique» en remplaçant «la règle de droit par la règle des armes»<sup>23</sup>. En tenant compte de la constellation sociale et anthropologique du peuple afghan, les stratèges ont tenté d'évaluer dans quelle mesure les autorités légitimes autres que le gouvernement pourraient contribuer à la mission mais des directives politiques («on ne négocie pas avec les insurgés») et des limites en ressources rendent la concrétisation de ces analyses plutôt complexe.

Si les difficultés évoquées dressent un portrait plutôt pessimiste de la situation en Afghanistan, les leçons apprises progressivement sur le terrain ont toutefois permis de ramener sur l'écran des stratèges militaires un fait stratégique pourtant bien connu : la lutte anti-insurrectionnelle est une guerre de représentations. En effet, les militaires de la Coalition composent avec une insurrection associée au terrorisme de guérilla. Par terrorisme de guérilla, nous entendons «l'action militaire de partisans dans un contexte strictement militaire ou dans un processus révolutionnaire», qui sert

<sup>21</sup> Georg Sorensen, «After the Security Dilemma : The Challenges of Insecurity in Weak States and the Dilemma of Liberal Values», *Security Dialogue*, vol. 38, no 3 (2007), p. 364-370.

<sup>22</sup> John D. Montgomery et Dennis A. Rondinelli (dirs), *Beyond reconstruction in Afghanistan : Lessons from Development Experience*, New York, Palgrave-Macmillan, 2004, p. 156.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 157.

à impressionner et à déstabiliser l'adversaire, et parfois aussi comme moyen de propagande<sup>24</sup>. La lutte au terrorisme de guérilla est donc fondamentalement un lieu où s'affrontent d'abord les idées. Le paradigme technologique dominant depuis la Guerre du Golfe n'a pas survécu à la résistance idéologique des insurgés : les meilleurs systèmes de surveillance n'ont pu venir à bout des poches d'insurgés et du trafic constant à la frontière pakistanaise<sup>25</sup>. Par ailleurs, le projet national afghan au sein d'un État centralisé et par conséquent, la baisse de pouvoir des insurgés, ne se réaliseront que si la société afghane se rallie autour d'un ensemble de propositions démocratiques qui sauront se diffuser à grande échelle au sein de la population. Cela dit, étant donné les multiples complexités évoquées, il semble *a priori* difficile d'instaurer un tel message avec efficacité et cohérence.

C'est d'ailleurs à cet effet que travaillent les unités d'information des différents corps armés de la Coalition, soit le renseignement, la coopération civile-militaire (COCIM) et les opérations psychologiques (OpsPsy). Alors que le renseignement s'occupe davantage d'informations tactiques et que le COCIM travaille à la reconstruction du pays et à l'établissement de partenariats, les opérations psychologiques cherchent à rallier la population aux objectifs de la mission, principalement par l'usage de propagande. Ainsi, les OpsPsy s'ingèrent-ils directement dans la formation du discours politique légitime, à la base de la notion de sécurité.

À cet égard, le cadre d'analyse constructiviste critique offre plusieurs outils nous permettant d'évaluer dans quelle mesure le travail des OpsPsy réussit à s'intégrer dans la narration afghane et à favoriser la construction du projet social afghan. Déjà, la dynamique entre le discours, la sécurité et l'autorité légitime a permis d'identifier les principaux écueils de la stratégie de l'OTAN. La souplesse du cadre théorique nous permet également d'appréhender différentes formes d'entités sociales. Cette capacité d'adaptation aux différents contextes, notamment en mettant en relation l'État avec d'autres formes d'autorités légitimes au cœur d'une même

<sup>24</sup> Jacques Baud, *Le Renseignement et la Lutte contre le terrorisme: Stratégies et perspectives internationales*, Paris, Lavauzelle, 2005, p. 23-24.

<sup>25</sup> H. R. McMaster, «On War : Lessons to be Learned», *Survival : Global Politics and Strategy*, vol. 50, no 1 (2008), p. 22.

société, ouvre tout un potentiel analytique inexploré. En effet, les autres approches théoriques sont cantonnées dans des articulations et des catégories conceptuelles figées, qui ne peuvent s'appliquer en dehors du cadre fermé de leur théorie explicative. Aussi, en mettant l'accent sur la circulation du discours de façon globale et en identifiant les étapes de formation du discours sécuritaire, le constructivisme critique permet de comprendre la dynamique sécuritaire d'un contexte beaucoup plus rapidement et dans le respect des spécificités de chaque environnement et de chaque population.

Intrinsèquement liée à la sécurité, la compréhension de l'altérité devient tout aussi capitale dans la stratégie anti-insurrectionnelle puisqu'elle permet de qualifier la relation entre l'Ami et l'Ennemi, entre le Eux et le Nous, entre le civil et le militaire, entre la menace potentielle et l'ami potentiel. Cette démarche permet de reformuler leur représentation mutuelle de façon constructive et durable. Aussi, la double herméneutique nous permet de concevoir comment différentes pratiques peuvent avoir lieu simultanément dans des espaces-temps différents au sein d'une même réalité objective. Par exemple, elle permet de conceptualiser le processus discursif par lequel le projet intégriste taliban (qui appelle à un retour au Moyen-âge) réussit à s'instituer socialement en parallèle à la modernité. Elle nous permet également d'adopter une perspective prudente devant les conséquences potentielles qu'une action menée peut engendrer au niveau social. Tout comme l'altérité place le rapport à l'Autre comme un fondement ontologique à la sécurité, la double herméneutique (ou l'influence mutuelle des agents) fait de l'espace social un élément stratégique dans la guerre des idées. En fait, le rapport à l'Autre et le sens commun constituent deux impératifs stratégiques et le discours offre le moyen d'y intervenir.

Cela dit, une telle démarche est-elle cohérente avec la normativité critique? Est-ce que la transposition du travail des OpsPsy au cadre analytique constructiviste critique n'entraînerait-elle pas elle-même une (re)sécuritisation de certains éléments de la société afghane? Le constructivisme critique s'engage-t-il dans l'aporie du discours sécuritaire, faisant en sorte de sécuritiser par le seul acte de discourir sur la sécurité? Pas vraiment. Premièrement, le projet offre une lecture critique du travail des OpsPsy en fonction de théories procédurales : l'explication du processus social et

discursif n'est pas une fin en soi mais un outil à la compréhension d'un contexte donné, qui est d'ailleurs constamment appelé à évoluer. En aucun cas les résultats d'une analyse constructiviste critique suivant le modèle proposé n'aspirent à faire loi. L'analyse devient plutôt un outil qui encourage la prudence et une meilleure connaissance de l'Autre. Rappelons-nous que ce sont les relations entre communautés qui deviennent les sujets de sécurité et non leurs composantes en soi. Stratégiquement, limiter les dégâts de rapports belliqueux demande une prise en considération de la sécurité, des valeurs, des intérêts et de l'environnement des populations concernées. Mieux comprendre le discours d'un tiers nous permet d'en évaluer la teneur et de s'engager dans un dialogue, avant que celui-ci ne prenne des voies d'expression plus violentes. En ce sens, le projet normatif de l'approche s'oppose certainement à la réification des enjeux de sécurité, mais prône toutefois ardemment le changement social<sup>26</sup>.

## 2.2 La contre-insurrection au cœur de la lutte des idées : la légitimité comme impératif tactique, le soutien populaire comme impératif stratégique

Toutes ces considérations ont fait depuis longtemps l'objet de constats par plusieurs stratégies militaires. En effet, à la lecture des documents de doctrine, certaines corrélations suggèrent que des éléments de la sociologie politique contemporaine pourraient avoir été repris par l'institution militaire. Du moins, des concepts théoriques similaires à ceux développés par les approches critiques et sociologiques en théories des relations internationales semblent avoir été utilisés dans le cadre de la contre-insurrection actuelle dans l'atteinte de ses objectifs, soit de «gagner les cœurs et les esprits». Parallèlement, plusieurs principes de la doctrine classique issue des expériences coloniales de contre-insurrection demeurent encore les mêmes aujourd'hui.

---

<sup>26</sup> Guillaume, *loc. cit.*, «Unveiling...», p. 742.



Trois règles générales s'appliquent encore. Dans la doctrine classique, le renseignement militaire et la légitimité de la mission sont à la base du succès d'une contre-insurrection, qui se traduit par :

1. La modération dans l'usage de la force
2. La coopération entre toutes les unités militaires et les autorités civiles
3. La décentralisation des Forces au niveau tactique, qui doivent se rabattre sur de plus petites unités, parfois spécialisées<sup>27</sup>

Or, voici les principes spécifiés dans la doctrine canadienne, indiquent que la contre-insurrection doit être menée :

- a. en poursuivant l'objectif stratégique, accorder la priorité à la politique;
- b. promouvoir l'unité d'intention pour mieux coordonner les actions des organisations participantes (y compris l'appareil gouvernemental);
- c. comprendre la dynamique complexe de l'insurrection, y compris son contexte élargi;
- d. exploiter le renseignement et l'information;
- e. isoler les insurgés de leur base de soutien physique et moral; cela implique de se pencher sur leurs revendications, réelles ou perçues;
- f. neutraliser les insurgés;
- g. maintenir l'engagement pour conserver son capital politique et ses ressources pendant une période prolongée;
- h. planifier à long terme les activités postérieures à l'insurrection.<sup>28</sup>

---

<sup>27</sup> Capitaine H. Christian Breede, «Les leçons du renseignement et la doctrine anti-insurrectionnelle émergente au Canada», *Le Journal de l'Armée du Canada*, vol. 9, no 3 (hiver 2006), p. 27-31-32.

<sup>28</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 3-3.

Lorsqu'on les compare, il est évident qu'en gros, les principes «classiques» et les principes de la doctrine canadienne sont les mêmes. On cherche l'appui des civils, on met l'accent sur la coordination des troupes et sur la coopération étroite avec les institutions civiles existantes ainsi que le recours à des unités spécialisées, dont le renseignement. Déjà, à l'époque, la contre-insurrection était conçue comme étant une lutte d'idées. La contre-insurrection ne semble donc pas innover sur le fond, puisqu'elle reprend dans son ensemble les grandes caractéristiques des stratégies contre-insurrectionnelles menées depuis l'époque coloniale. À cet égard, nous suggérons que ce ne sont pas dans les principes mais plutôt dans les concepts stratégiques que se situent les principales innovations de la doctrine contre-insurrectionnelle occidentale, et plus spécifiquement, de la doctrine canadienne. Si les lignes directrices de la contre-insurrection demeurent les mêmes depuis des décennies, il est cependant possible de faire une lecture constructiviste du manuel actuel, mettant en exergue la reprise par les stratèges de l'ontologie constructiviste et critique développée en sciences sociales au cours des dernières années.

### 2.2.1 L'abandon du paradigme technologique : le retour vers le militaire comme agent politique

Évidemment, le passage d'une guerre conventionnelle à une lutte anti-insurrectionnelle suppose une reconsidération complète de la stratégie sur le terrain. La nature même du conflit suppose des objectifs différents. Si cette transition semble *a posteriori* évidente, il a quand même fallu plusieurs années d'expérience en Afghanistan avant de pouvoir asseoir une doctrine adaptée à la réalité d'aujourd'hui et apte à servir dans d'autres conflits éventuels. En effet, la mondialisation, les technologies de l'information, la circulation et la sophistication des armements ont modifié la façon dont sont menées les insurrections, et par conséquent, les contre-insurrections.

Par insurrection, le manuel entend une «lutte impliquant au moins un mouvement non étatique qui a recours à des moyens, dont la violence, contre une

autorité établie afin d'obtenir un changement politique»<sup>29</sup>. Selon cette définition, le changement politique recherché par les insurgés peut viser différents objectifs, qui varient selon les conflits (allant de la chute du gouvernement à la recherche du droit à l'autodétermination, etc.). Pour sa part, la contre-insurrection est définie comme étant une «mesure militaire, paramilitaire, politique, économique, psychologique ou civile destinée à combattre les menées insurrectionnelles»<sup>30</sup>.

D'emblée, le manuel établit très clairement que «les insurrections prennent racine dans les questions politiques et sociales» et qu'ainsi, «les forces armées jouent un rôle d'appui global auprès des autres organismes et institutions qui créent les conditions durables et fondées sur les valeurs indigènes qui engendrent la paix»<sup>31</sup>. En outre, la contre-insurrection est d'abord un instrument militaire et non pas de diplomatie publique ou humanitaire : «[en] ayant recours à la puissance de guerre d'une force militaire, [...] elle s'inscrit dans le continuum des opérations et comprend une combinaison d'activités et de tâches tactiques.»<sup>32</sup>

Or, bien que poursuivant des objectifs fondamentalement militaires, la contre-insurrection doit aussi s'inscrire dans le domaine du politique, reconnaissant le rôle du militaire comme agent politique :

Comme elle vise à obtenir un changement politique, l'insurrection est un problème non seulement militaire, mais également politique. Elle exige une solution d'ordre politique, la composante militaire jouant principalement un rôle de soutien. [...] Par conséquent, il est essentiel dans le cadre de toute campagne COIN, d'obtenir l'appui de la population.<sup>33</sup>

Obtenir l'appui de la population constitue un principe de base de la contre-insurrection, reconnu comme une condition «sine qua non de la guerre moderne» par la doctrine classique<sup>34</sup>. Il s'agit d'une démarche politique. Or, toute campagne

---

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 1-2.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 1-3.

<sup>31</sup> *Ibid.*, Liste de distribution 1/3.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 1-1.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 1-2.

<sup>34</sup> Trinquier, *Modern Warfare: A French View of Counterinsurgency*, Londres, Frederick A. Praeger, 1964, p. 9 et Gallula, cité par Fitzsimmons, «Hard Hearts and Open Minds? Governance, Identity and the Intellectual Foundations of Counterinsurgency Strategy», *The Journal of Strategic Studies*, vol. 31,

politique relève du domaine des idées. Du coup, la doctrine canadienne reconnaît la guerre anti-insurrectionnelle comme une guerre d'idées : «À l'origine d'une insurrection se trouvent des faits, des allégations. Et au cœur de ces allégations se trouve l'idée, transformée en idéologie, qui motive les insurgés.<sup>35</sup> »

Dans la mesure où ils interviennent ouvertement dans la sphère sociale, les militaires en mission de contre-insurrection doivent, pour parvenir à leurs objectifs, acquérir une certaine légitimité auprès de la population afin qu'elle puisse accréditer leurs propositions. Pour ce faire, les Forces doivent développer un éventail d'outils d'intervention, nommés activités d'influence (AI) «afin de délégitimer le discours des insurgés et légitimer la présence armée»<sup>36</sup>. Les activités d'influence sont menées par les opérations d'information (OI), soit les opérations psychologiques (OpsPSy), les affaires publiques (AP), la coopération civilo-militaire (COCIM), les opérations dites de position, profil et présence (PPP) et la déception.

L'intervention des OI sur l'opinion publique suit deux axes distincts : réduire l'influence et la légitimité des insurgés sur le civil d'une part et répondre aux besoins et aux attentes exprimées dans les revendications qui trouvent écho auprès des civils. En noyant la revendication, on coupe le pouvoir des insurgés. Briser le lien entre les civils et les insurgés doit se faire autant au niveau physique que psychologique, par exemple, en coupant les communications des insurgés (physique) et/ou en attaquant leur idéologie, leurs revendications et leurs allégations (psychologique)<sup>37</sup>.

L'idéologie est la condition préalable au recrutement des insurgés. Comme le recrutement constitue la nourriture d'une insurrection, isoler les insurgés rend théoriquement possible «de les éliminer et de faire de même de leurs causes»<sup>38</sup>. Sans moyen pour les diffuser et sans légitimité de leur programme, l'insurrection finit par s'éteindre d'elle-même, faute de recrues. Les organisations insurgées doivent alors trouver d'autres moyens pour faire entendre leur voix, ce qui se traduit le plus souvent par le recours aux institutions formelles. En fait, la lutte contre-

---

no 3 (juin 2008), p. 340-342.

<sup>35</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 1-2.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 8-15.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 1-3.

<sup>38</sup> *Idem*

insurrectionnelle est d'abord une guerre d'idée au sens global du terme, où les hostilités sont menées «en grande partie par des moyens non militaires, principalement par la propagande et l'agitation politique...»<sup>39</sup>.

En fait, certains considèrent les luttes insurrectionnelles comme étant le principal lieu de confrontation de notre époque. Or, la guerre des idées sort complètement des références conventionnelles :

... la guerre telle que cognitivement connue par les non-combattants, la guerre menée sur un champ de bataille entre l'homme et la machine, la guerre comme un événement majeur et décisif dans la dispute des affaires internationales, une telle guerre n'existe plus désormais. [...] Nous vivons dans un monde de confrontations et de conflits plutôt que de guerre et de paix.<sup>40</sup>

La guerre des idées telle que menée par les islamistes radicaux et Al-Qaeda en Afghanistan a *a priori* nettement avantage les réseaux subversifs puisqu'ils ont su adapter leurs stratégies aux technologies de l'information (pensons aux réseaux, aux outils et à la visibilité offerts par Internet par exemple). De leur côté, les forces occidentales ont entrepris leur offensive sans structure adaptée à cette nouvelle réalité. Au niveau cognitif et communicationnel, les commandements ont combattu de façon *ad hoc*, en plaçant les campagnes d'information comme éléments secondaires ou tertiaires. Bref, les insuccès de la Coalition face au radicalisme islamiste sont attribuables en partie à un renseignement désuet, à un manque d'initiative et à l'absence d'attention à la dimension virtuelle de la guerre<sup>41</sup>.

Cela dit, la guerre des idées telle que vécue de nos jours n'est plus une guerre de positions campées bien définies entre le Eux et le Nous, mais plutôt un lieu confrontationnel investi par une multitude de messages et de narrations interreliés. Ce contexte est infiniment plus complexe et subtil qu'une confrontation

<sup>39</sup> David Betz, «The virtual dimension of contemporary insurgency and counterinsurgency», *Small Wars & Insurgencies*, vol. 19, no 4 (décembre 2008), p. 513.

<sup>40</sup> General Sir Rupert Smith, cité dans *ibid.*, p. 513.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 511 et Byman, *loc. cit.*, p. 81.

civilisationnelle<sup>42</sup>. La guerre d'idées menée par des corps armés en contexte insurrectionnel doit sortir des balises traditionnelles et conventionnelles. Il s'agit désormais d'un art opérationnel qui s'appuie sur la compréhension de l'Autre, sur la capacité de penser la pensée de l'Autre<sup>43</sup>. La doctrine contre-insurrectionnelle canadienne témoigne de ces leçons apprises.

En effet, la contre-insurrection y est conçue d'abord comme un lieu de confrontation représentationnelle, qui met en opposition le Nous et l'Autre :

À la base d'une insurrection se trouve un discours contenant une idée qui est à l'origine du conflit. Cette idée de base devient une idéologie. Il s'agit d'un outil de motivation fort efficace qui fait appel aux griefs, à la culture et aux croyances pour permettre aux insurgés d'atteindre leurs objectifs et de justifier leurs actions.<sup>44</sup>

Dans la pensée doctrinale, l'idée politique devient une idéologie, en poussant son capital politique autour des symboles, de la culture et du vécu historique qui ont su marquer et donner un sens à l'imaginaire collectif d'un groupe. Les revendications des insurgés s'inspirent directement de la narration sociale et identitaire pour en faire une narration sécuritaire<sup>45</sup>. Or, comme la doctrine prévoit de «rectifier les causes fondamentales des injustices politiques et socioéconomiques à l'origine de l'insurrection» et pour se faire, d'«adopter une approche globale, faisant appel à de nombreuses organisations et à de nombreux ministères du gouvernement, rassemblés en une coalition», il est permis d'affirmer que la contre-insurrection canadienne cherche à intervenir dans la narration sécuritaire de certains groupes en conflit en Afghanistan afin de modifier le processus politique<sup>46</sup>. Comme ce n'est qu'en convainquant la «population de se ranger derrière le gouvernement» et en créant par le fait même «un environnement hostile pour les insurgés», il est parfaitement admis que ce soutien s'obtient «par des actions politiques efficaces, l'établissement d'un

<sup>42</sup> Betz, *loc. cit.*, p. 514.

<sup>43</sup> Paul Melshen, «Mapping Out a Counterinsurgency Campaign Plan: Critical Considerations in Counterinsurgency Campaigning», *Small Wars & Insurgencies*, vol. 18, no 4 (décembre 2007), p. 666.

<sup>44</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 1-21.

<sup>45</sup> Somers, *loc. cit.*, p. 614.

<sup>46</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 1-3.

environnement sûr et la création de programmes socio-économiques qui visent à améliorer de façon marquée la vie de tous les jours»<sup>47</sup>. Un projet politique clair et la sécurité de la population civile constituent deux facteurs essentiels à la planification d'une contre-insurrection<sup>48</sup>. En somme, la légitimité constitue une autre pierre angulaire de la contre-insurrection et la sécurité y est fondamentale.

Ce type d'opération est éminemment politique, d'autant plus qu'il utilise un rapport de force pour imposer un discours. La doctrine anti-insurrectionnelle reconnaît d'ailleurs l'engagement politique comme son premier principe directeur, suivi par l'engagement militaire et socioéconomique<sup>49</sup>. Or, pour concilier à la fois l'usage de la force et la légitimité, les forces militaires doivent recourir à un plan stratégique incorporant les différentes composantes de la société : la police, la culture, l'économie, etc. : «aucune insurrection n'a été vaincue uniquement avec des moyens militaires<sup>50</sup>.» Comme la doctrine prévoit les effets contreproductifs de l'image et du discours militaire (l'effet de l'uniforme, la présence de blindés et d'armement, les couvre-feux, etc.), le recours à des organisations internationales, gouvernementales, locales et à la société civile permet de faire passer, en se faisant accréditer par des acteurs sociaux, la mission comme légitime aux yeux de la population. Cette stratégie, dite de l'approche exhaustive, cherche à mettre en commun les efforts et les objectifs des différents intervenants «afin d'instaurer des solutions durables aux causes fondamentales de l'insurrection»<sup>51</sup>.

Cela dit, le recours à la force constitue en soi un élément de discours contradictoire avec les objectifs de la mission. Tuer des insurgés, imposer des restrictions aux civils sans explications suffisantes ou même le simple fait de porter l'uniforme militaire peut mener les auditoires cibles à adopter un comportement ou une opinion hostiles à la Coalition<sup>52</sup>. L'incohérence des messages envoyés par les

---

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 1-15 et 5-16.

<sup>48</sup> Melshen, *loc. cit.*, p. 668-669.

<sup>49</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 1-16.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 3-1.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 1-16.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 1-3 et Anonyme, entrevue, Montréal, Garnison Montréal, 15 avril 2009. L'auditoire cible (TA pour *targeted audience*) est le terme employé par les OpsPsy pour délimiter le groupe social visé par une opération d'influence.



troupes pose un tort irréparable à la mission : la dichotomie entre les dires, les promesses et les faits, notamment entre la rhétorique démocratique et les actions physiques armées sur le terrain, ampute sérieusement la capacité persuasive des opérations<sup>53</sup>. Dans la même veine, «gagner sur le champ de bataille n'est plus pertinent devant un adversaire insurgé puisque la lutte pour le pouvoir et la légitimité entre des factions ne possède pas de réponse purement militaire»<sup>54</sup>. Au contraire, appliquer une force supérieure pourrait avoir des effets négatifs involontaires, en induisant un effet de martyr et en justifiant, par exemple, le recrutement afin de contrer cette brutalité venant de l'«extérieur»<sup>55</sup>.

En somme, le premier rôle des forces militaires est «de créer un cadre sécuritaire qui empêche les insurgés de se livrer à des opérations offensives»<sup>56</sup>. Ce cadre sécuritaire offre par la suite aux organisations et aux institutions locales «la marge de manœuvre nécessaire pour instaurer des solutions durables»<sup>57</sup>. Et comme la population «ne demande qu'à ce qu'on assure sa sécurité et son bien-être», il est permis de croire qu'«avec le temps, la population pourrait accorder son appui à ceux qui assurent le mieux sa sécurité et lui offrent la meilleure qualité de vie»<sup>58</sup>.

La recherche de sécurité est l'objectif prioritaire de la population civile. Sécurité et légitimité sont intimement liées au pouvoir potentiel qu'il est possible d'exercer sur une population. Il faut donc savoir doser les opérations offensives de façon à ne pas susciter un climat contraire d'insécurité.

La gestion de l'usage de la force afin de maintenir la légitimité de la mission contre-insurrectionnelle suppose que les intrusions dans le quotidien des civils doivent être menées prudemment, de sorte à éviter leur mécontentement. La gestion de la sécurité et du sentiment sécuritaire de la population doit considérer les effets physiques de l'usage de la force. Le manuel indique très clairement la nécessité de considérer d'autres moyens d'interventions que le seul usage des feux. En effet, «les

---

<sup>53</sup> Betz, *loc. cit.*, p. 511-512.

<sup>54</sup> Montgomery McFate, «Anthropology and Counterinsurgency: The Strange Story of their Curious Relationship», *Military Review*, mars-avril 2005, p. 27.

<sup>55</sup> *Idem*

<sup>56</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 1-9.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 3-3.

<sup>58</sup> *Idem*

opérations COIN ont, en général, un piètre dossier de succès dû à l'attrition »<sup>59</sup>. Les civils tolèrent mal les dommages collatéraux : «le coût en termes de décès peut être exponentiel.<sup>60</sup>» Cela dit, l'attrition reste une mesure parfois nécessaire mais qui peut être appliquée par des arrestations, des isolements physiques ou de la subversion, beaucoup moins dommageables sur l'opinion publique que le simple fait de tuer des insurgés<sup>61</sup>. L'opinion du civil est centrale et prime sur les interventions conventionnelles, car la légitimité, dans une lutte d'idées, est essentielle au succès de la contre-insurrection.

En ce sens, la doctrine anti-insurrectionnelle canadienne répond à la dynamique politique-légitimité-discours-sécurité telle que schématisée au premier chapitre. En voici une seconde illustration, adaptée à la doctrine contre-insurrectionnelle canadienne appliquée en zone de conflit. On peut y trouver trois phases distinctes : la production, la circulation et la cristallisation de messages provenant de sources militaires au cœur d'un espace social :

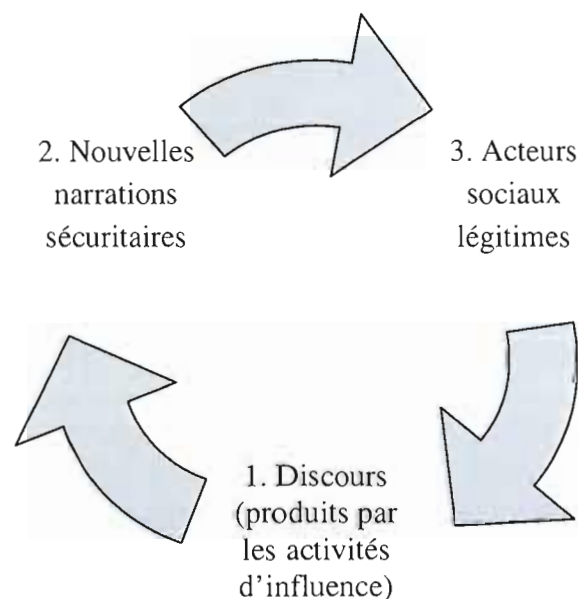


Figure 2.1 **Intervention des AI dans le processus de sécuritisation en zone de conflit**

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 5-35.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 1-9.

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 5-36.

1. Les activités d'influence militaires produisent des éléments de discours physiques ou langagiers. Par exemple : le déplacement de blindés, le bombardement d'un site, l'envoi de brochures parachutées avisant d'un futur bombardement, la diffusion des messages radiophoniques prodémocratiques ou d'une campagne publicitaire progouvernementale.
2. Ces éléments de discours circulent dans la sphère sociale et instaurent une nouvelle narration sécuritaire, parmi les autres narrations déjà existantes. Par exemple : il faut dénoncer la présence d'armes car les mines antipersonnelles sont dangereuses et mutilent les enfants, les talibans ne veulent pas le bien des Afghans, etc.
3. Par la suite, le message va être associé et repris par des figures sociales importantes et significatives dans la société en question, de façon à donner une légitimité au discours, lui permettant du coup de se cristalliser. Par exemple : l'imam, le chef de village.

Ce processus discursif, conceptualisé comme tel en relations internationales par le constructivisme critique, permet l'appréhension du conflit afghan comme étant une guerre d'idées. La prise de conscience de l'aspect éminemment politique d'un tel conflit suscite certaines questions. La doctrine militaire canadienne s'inspire-t-elle véritablement de l'analyse de discours et du constructivisme pour améliorer ses activités de propagande? Jusqu'où la doctrine contre-insurrectionnelle va-t-elle dans sa conceptualisation de la sphère globale? Et surtout, comment les auteurs de la doctrine ont-ils introduit des concepts «circulaires» critique ou postpositivistes dans une logique militaire fondamentalement linéaire?

### 2.3 Perspective globale et imprévisibilité : le pragmatisme et la primauté de l'individu

En effet, nous avons relevé certaines prémisses méthodologiques du manuel qui semblent accréditer la thèse de la co-constitution et d'un monde socialement construit. Il y est indiqué que «les systèmes dans un environnement n'existent pas sans les gens ou les acteurs qui le composent»<sup>62</sup>. Il est d'autant plus intéressant de retrouver de tels éléments de la théorie constructiviste, que la conception même du social y est globale au sens constructiviste du terme, comme l'indique la figure suivante :

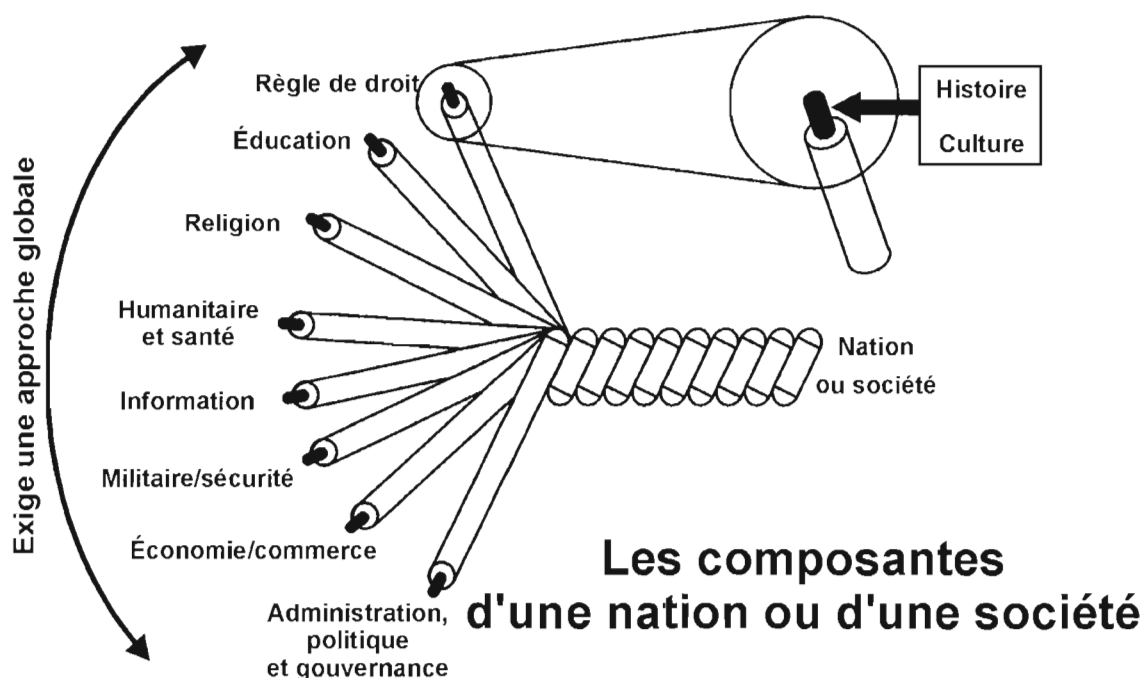


Figure 2.2 Éléments interreliés d'un environnement et d'une société  
(Source : Défense nationale, *op. cit.*, p. 7-4)

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 7-5.

Trois éléments de ce schéma sont à noter. D'une part, nous y retrouvons les mêmes secteurs de sécurité établis par l'École de Copenhague, déclinés plus ou moins de la même façon, auxquels s'ajoutent les notions de normes, d'institutions, de culture et de justice. D'autre part, les éléments constituant la sphère sociale sont par ailleurs «interreliés» et considérés dans une «approche globale». Finalement, nous pouvons constater la distinction ontologique faite entre la nation et la société comme entités sociales : les théâtres d'opération ne relèvent plus seulement de revendications nationales ou de groupes nationaux, mais d'une panoplie d'entités sociales *potentielles*, utilisée au sens large. La question nationale est donc dépassée, car on envisage clairement toutes sortes de contextes sociaux possibles : le manuel n'offre d'ailleurs aucune liste détaillée de ces situations éventuelles, ouvrant la doctrine au domaine de la contingence et du monde possible.

### 2.3.1 La relation agent-structure et les inspirations de l'épistémologie postpositiviste

Par ailleurs, la doctrine accorde une importance significative au rôle de l'agent dans la narration sécuritaire et dans la co-constitution d'une revendication dans la sphère globale. En effet :

Le soldat moderne est non seulement un technicien expert en son art, mais il est également le produit des normes sociales de sa société - parfois à l'excès. À cet égard, notons que nous avons souvent tendance à interpréter les comportements d'autrui en fonction de notre propre expérience et de les juger en fonction des attitudes et des comportements que nous considérons comme acceptables. [...] Il importe de reconnaître et d'éviter ce genre de processus mental, car il serait erroné de croire que les autres pensent et réagissent comme la majorité des Occidentaux. La culture, les codes, les normes, le langage et l'histoire – pour ne nommer que ces quelques facteurs – ont contribué à créer un monde hétérogène. [...] Les images que les gens se font d'eux-mêmes, des autres, de leurs besoins, de leur raison d'être et de leurs relations forment l'opinion publique. Ces images dictent la façon dont réagissent des groupes donnés.<sup>63</sup>

---

<sup>63</sup> Ryan Clow, «Opérations psychologiques : Comprendre le plan psychologique d'une guerre», *Revue militaire canadienne*, vol. 9, no 1, p. 25.

Selon ce postulat, chaque militaire joue un rôle politique dans l'arène globale : il est à fois producteur et reproducteur de sens, capteur et transmetteur permanent. En mission contre-insurrectionnelle, «le militaire est autant un acteur politique qu'une unité de combat»<sup>64</sup>. C'est d'ailleurs pourquoi la doctrine tente d'inculquer à chaque militaire une prise de conscience de la portée de sa présence et de son implication auprès des civils sur le terrain et de leur incidence sur le cours de la mission<sup>65</sup>. On présume aussi que chaque individu traîne invariablement son propre bagage et appréhende la réalité en fonction de ses propres catégories et de ses propres références : une compréhension totale de l'Autre (afghan ou autre) n'est pas possible.

Plus qu'un constat sur le rôle de l'agent, ces considérations répondent à la logique même du postpositivisme en sciences sociales, en situant «le sujet connaissant dans son contexte social et historique» et en comprenant «comment les conditions sociales [...] qui ont participé à la formation de sa subjectivité influence la façon dont il questionne et analyse son sujet de connaissance»<sup>66</sup>. Aussi, le manuel de contre-insurrection tempère les catégorisations nécessaires à la formation militaire et à l'élaboration des plans d'opérations. Il prévient les analystes de l'impossibilité de modéliser parfaitement les insurrections car, si elles peuvent partager certaines bases communes, chacune présente ses particularités, sans parler du contexte qui est appelé à évoluer. En fait, il n'existe pas de modèle d'insurrection : chaque conflit est différent et à chaque conflit sa propre matrice insurrectionnelle<sup>67</sup>. Chaque mission contre-insurrectionnelle présente un portrait unique. S'il devient alors difficile d'établir des paramètres généraux, il est possible de résumer les luttes anti-insurrectionnelles en quatre caractéristiques : complexité, ambiguïté, incertitude et volatilité<sup>68</sup>. En ce sens, le manuel met donc en garde à plusieurs reprises contre la réification des entités du monde social, conçues ici comme «le résultat des

---

<sup>64</sup> Byman, *loc. cit.*, p. 95.

<sup>65</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 3-9, 3-10.

<sup>66</sup> Frédéric Guillaume Dufour, «Postpositivistes, approches», dans *Relations internationales : Théories et concepts*, sous la direction de Macleod, Dufault et Dufour, Montréal, Athéna, 2004, p. 178.

<sup>67</sup> Melshen, *loc. cit.*, p. 689.

<sup>68</sup> Kiszely, *op. cit.*, p. 8

interactions sociales entre les individus»<sup>69</sup>. Par exemple, on indique que les insurrections fonctionnent «à partir d'une structure cellulaire où la répartition et la composition des cellules n'obéit à aucun modèle» et que de plus, «les modèles de renseignement et de planification utilisés lors de combats majeurs et de campagnes conventionnelles ne sont que peu utiles dans le cadre d'une campagne COIN»<sup>70</sup>.

En effet, la façon de penser la guerre contre-insurrectionnelle, la guerre «moderne» telle que suggérée par Trinquier, diffère totalement de la guerre conventionnelle. Cette dernière répond à une logique cartésienne, organisée sur des modèles fondés sur un *problem-solving* plutôt réductionniste et où on développe des moyens d'agir rapidement pour obtenir des effets de guerre décisifs et quantifiables. Pour sa part, la contre-insurrection fonctionne plutôt selon une logique de «*wicked problem*» : on doit d'abord prendre le temps de réfléchir et d'étudier à fond les différents aspects de la problématique et la planification des opérations exigent une certaine parcimonie et une retenue dans l'application des moyens<sup>71</sup>.

Pourtant, les parallèles avec le postpositivisme s'arrêtent ici. En dépit de toutes ces orientations, le manuel propose quand même une typologie des insurrections sur laquelle fonder d'emblée la planification stratégique, opérationnelle et tactique et requière même une analyse objective de l'environnement insurrectionnel, ne laissant à l'histoire et à l'expérience sociale que le «statut de pistes intéressantes»<sup>72</sup>. Bref, les connaissances culturelles servent de complément *ad hoc*, selon des théâtres opérationnels. Elles viennent compléter, en fonction d'une appréciation subjective de l'analyste, les directives objectives établies par les instructions du manuel. Il ne s'agit donc pas d'une nouvelle orientation épistémologique ou d'un virage sociologique profond au sens critique du terme. La sociologie et l'apport des approches postpositivistes en sciences sociales sont plutôt utilisés afin de permettre la meilleure analyse possible d'un environnement qui nous échappe et dans lequel on doit mener des opérations. Toute la méthode analytique exposée jusqu'ici sert inéluctablement à une démarche linéaire objectif-moyen-fin.

---

<sup>69</sup> Dufour, *loc. cit.*, p. 179.

<sup>70</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 2-5.

<sup>71</sup> Kiszely, *op. cit.*, p. 9

<sup>72</sup> Défense nationale, *op. cit.*, *Opérations de contre-insurrection*, p. 2-6.



Cependant, les études culturelles et l'apport des sciences sociales demeurent un élément d'intérêt dans la doctrine contre-insurrectionnelle. Une annexe du manuel, intitulée *Information culturelle : modèle pour la relève sur place*, propose un modèle de transmission de l'expérience «culturelle» d'un groupe sur le terrain à un groupe de relève<sup>73</sup>. En effet, le contact direct avec les populations permet d'approfondir une connaissance et un savoir beaucoup plus sophistiqué des subtilités et des caractéristiques culturelles de la population vivant dans une zone d'opération. Cette connaissance assure une efficacité et une productivité nettement accrues. On s'intéresse principalement au leadership, aux structures de pouvoir, au gouvernement, aux espaces de bataille, à la religion, la langue et les coutumes, aux initiatives culturelles, aux groupes armés ainsi qu'à des éléments divers comme les différences entre les milieux urbains et ruraux, les défis rencontrés, etc. En fait, ce seul document pourrait faire l'objet d'une analyse détaillée, mais sa lecture sommaire nous permet déjà d'identifier quelles composantes de la variable culturelle intéressent particulièrement la doctrine anti-insurrectionnelle : on s'intéresse aux structures de pouvoir légitimes, aux mœurs des autochtones ainsi qu'à leur rapport à leur environnement.

### 2.3.2 La variable culturelle

L'expérience afghane n'est certainement pas étrangère à ces constatations de la doctrine. En effet, le manque de connaissance socioculturelle et par conséquent, le manque de considération de ces données dans la planification d'une mission ont entraîné une importante perte d'efficacité et la perte de nombreuses vies humaines, civiles et militaires. Une fois la connaissance du terrain établie, le processus d'adaptation de la formation militaire et le temps de rotation des équipes engagent un délai de plus d'une année et demi entre les leçons apprises, l'élaboration de directives et leur application concrète dans le cadre de la mission.

---

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 6A1-6A6.

En fait, le recours aux connaissances culturelles s'est imposé de lui-même, les méthodes traditionnelles et les technologies de pointe s'étant montrées inefficaces dans un conflit de basse intensité<sup>74</sup>. Même au sein de théâtres opérationnels plus conventionnels, l'incompréhension culturelle de l'ennemi peut avoir un impact majeur sur l'issue d'un conflit<sup>75</sup>. Comme la stratégie contre-insurrectionnelle accorde une importance capitale aux effets de leur mission sur l'opinion publique, il n'est pas étonnant qu'à ce jour, la reconnaissance de l'importance des OI dans la planification militaire est de plus en plus répandue. Selon un Lieutenant-colonel de l'État-major des Forces terrestres, l'importance des OI est cependant loin de faire consensus<sup>76</sup>.

Cette série d'apprentissage par essai et erreur sur le terrain a probablement motivé l'intégration d'une méthodologie axée sur l'information et l'analyse sociologique, culturelle et anthropologique. La place de la culture est fondamentale à la compréhension d'une insurrection et à la planification d'une lutte anti-insurrectionnelle et ce, au-delà des motivations politiques et peu importe la forme qu'elle revêt. Selon la doctrine, comprendre la culture est tout aussi essentiel que saisir les motivations et les objectifs derrière l'insurrection, afin de résoudre les problèmes qui sont à son origine<sup>77</sup>. Dans l'idéal, une contre-insurrection bien planifiée doit absolument envisager une stratégie holistique ainsi qu'une compréhension totale (tant qu'il se peut) de la culture locale<sup>78</sup>. Il faut se méfier de l'ethnocentrisme, qui peut certainement engendrer des biais stratégiques qui ne correspondent en rien aux objectifs de la mission et même susciter un manque de prudence dans la prise de décision<sup>79</sup>.

Le manuel met en garde contre le relativisme culturel, assimilé ici au relativisme moral : «Le relativisme moral est une doctrine voulant que la moralité est relative aux circonstances et variable, et que, de ce fait, il n'existe pas de bien et de mal absolus.<sup>80</sup>» À ce sujet, l'argumentation du manuel est subtile. En tant que

<sup>74</sup> Montgomery McFate, *loc. cit.*, p. 24.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 25.

<sup>76</sup> Anonyme, Ottawa, Défense nationale, 20 mars 2009.

<sup>77</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 2-25.

<sup>78</sup> Montgomery McFate, *loc. cit.*, p. 37.

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 26.

<sup>80</sup> Défense nationale, *op. cit.*, *Opérations de contre-insurrection*, p. 3-19.

militaire étranger, il est possible de se plier à des pratiques morales contraires aux siennes au nom de ce principe, alors qu'en réalité, ces pratiques morales ne sont pas socialement acceptées. Prenons par exemple, le fait de tolérer ou de fermer les yeux sur la corruption des classes politiques. Cette pratique répandue au sein d'une certaine classe d'individus irrite beaucoup d'autres groupes, qui par protestation, risquent fortement de se montrer plus hostiles au projet contre-insurrectionnel<sup>81</sup>. Or, la doctrine soutient que les «principes moraux, en tant que ce qui concerne les mœurs, les habitudes et surtout les règles de conduite admises et pratiquées en société», peuvent être considérés universels<sup>82</sup>. On cherche à distinguer principe moral et valeur culturelle : en tant que «caractère de ce qui répond aux normes idéales de son type, qui a de la qualité», les valeurs culturelles varient beaucoup selon les environnements et les cultures. Ainsi, des principes moraux seront accrédités par l'ensemble d'une société alors que les valeurs culturelles sont propres aux ensembles culturels, qui peuvent coexister au sein d'une même société. Cela dit, elle met en garde contre l'absolutisme culturel motivé par ces mêmes principes moraux universels :

Confondre ce qui est moralement universel (p. ex. le droit à l'éducation ou à un gouvernement responsable) avec ce qui est propre à une culture et à une société (p. ex. la démocratie laïque) et tenter de l'imposer à une autre culture peut donner l'impression qu'on tente d'imposer des changements culturels plutôt que sociétaux, ce qui mine la légitimité de la campagne et son acceptation au sein de la population.<sup>83</sup>

De même, un principe «universel» peut prendre différentes formes selon les milieux culturels : la justice, la bonne gouvernance, etc. Par exemple, si la bonne gouvernance est un gage de légitimité en Occident, la modernisation des pratiques dans la gestion de l'État est loin d'être universelle. Dans certains milieux, ce n'est pas la façon de gouverner qui rend l'autorité légitime, mais plutôt qui gouverne<sup>84</sup>. Il devient donc très difficile de saisir l'équilibre entre universalisme et particularisme. D'ailleurs, le manuel ne poursuit pas sa définition en ne spécifiant pas la notion de

<sup>81</sup> *Idem*

<sup>82</sup> *Idem*

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 3-21.

<sup>84</sup> Fitzsimmons, *loc. cit.*, p. 338.

société pluraliste elle-même. En outre, les instructions indiquent qu'il faut à tout le moins «tenter d'instaurer des changements sociétaux et individuels lorsque cela est nécessaire à la réussite d'une mission, tout en respectant les dispositions culturelles et traditionnelles et en évitant tout absolutisme culturel»<sup>85</sup>.

En soi, cette argumentation doctrinale ne résout en rien la question initiale. En cherchant à éluder les tensions causées par l'intégration de principes universels au sein d'un groupe, elle occulte plutôt la véritable nature du travail contre-insurrectionnel : imposer des valeurs par la force et la propagande. Or, l'imposition de valeurs et de normes au niveau sociétal réveille inexorablement un réflexe de sécurité du au phénomène de l'altérité, tel que nous l'avons détaillé dans notre cadre conceptuel. D'autre part, malgré toutes les démarches culturalistes et sociologiques qui soient, il est évident que cette méfiance et cette résistance des civils face à ces opérations d'information demeureront et ce, même si les messages sont véhiculés par des personnages légitimes. Trop de subtilités sociales échappent aux intervenants étrangers pour mettre en place une propagande rapide, efficace et parfaitement adaptée aux besoins et à la réalité des populations. L'altérité ne peut être entièrement transcendée, qui plus est lors d'un conflit armé.

### 2.3.3 L'information imparfaite et la rationalité imparfaite

En effet, à chaque mission de contre-insurrection son contexte : la doctrine demeure générale et doit absolument être adaptée au contexte où se déroulent les opérations. C'est pour cette raison que le renseignement et les OI sont particulièrement mis à contribution lors de contre-insurrection. Une bonne organisation du renseignement est essentielle au succès d'une mission de contre-insurrection, ou dans tout conflit asymétrique, car elle est la source même de la connaissance du milieu dans lequel on opère et des groupes auxquels on est confronté<sup>86</sup>. Les insurgés opèrent dans un milieu qui leur est connu et possède un

---

<sup>85</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 3-21.

<sup>86</sup> Melshen, *loc. cit.*, p. 672.

avantage stratégique indéniable au niveau opérationnel. Un renseignement bien organisé, bien analysé, mené avec rigueur et discernement et surtout, intégré dans la stratégie globale, saura offrir les moyens de rééquilibrer l'asymétrie informationnelle<sup>87</sup>. La logique de la doctrine assume que le renseignement est essentiel à une planification la plus adéquate possible. À défaut d'avoir accès à une information parfaite, mieux vaut tenter de faire abstraction le plus possible de ses propres biais pour s'approcher le plus près de la réalité sociale du théâtre opérationnel. En soi, «le personnel du renseignement doit établir une vaste base de connaissances qui permettra de comprendre tous les systèmes appropriés et d'en tenir compte au besoin afin de trouver des solutions durables à l'insurrection»<sup>88</sup>. On le voit bien, ces tâches demeurent peu explicitées. Par exemple, s'il est mentionné que les insurgés laissent toujours des traces quant à leurs intentions, le manuel n'offre pas de détails sur la méthode à employer pour analyser et traiter ces indices. On ne se réfère finalement qu'à l'analyse de l'«intention des insurgés en fonction de leur structure et de leurs actions planifiées», laissant énormément de place à l'interprétation et à la subjectivité<sup>89</sup>. En fait, le manuel indique même à quel point «les campagnes COIN les plus efficaces sont celles menées par des armées ingénieuses, débrouillardes et non doctrinales», fondées sur un «ensemble de principes directeurs» et «qui élaborent leurs tactiques au fur et à mesure que s'améliore leur compréhension de la situation»<sup>90</sup>. Il est également reconnu que les commandements de contre-insurrection les plus efficaces ont fait place à des leaders «à la pensée flexible» et capable de conceptualiser à la fois la guerre conventionnelle et la contre-insurrection comme étant une guerre d'idées<sup>91</sup>. Au final, la doctrine est donc tout à fait consciente de ses propres limites : l'altérité ne pourra être transcendée et la compréhension du théâtre opérationnel repose sur l'analyse subjective qu'en feront les individus en poste au commandement.

---

<sup>87</sup> Byman, *loc. cit.*, p. 92.

<sup>88</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 7-4, 7-5.

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 2-5.

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 1-16, 1-17.

<sup>91</sup> Melshen, *loc. cit.*, p. 674.

Le recours à la rationalité (imparfaite) des analystes militaires comme ultime ressource à l'élaboration d'une opération est d'ailleurs maintes fois formulé. La variable individuelle semble en effet être déterminante dans la planification d'une campagne anti-insurrectionnelle, que ce soit à cause de la place laissée au jugement individuel ou aux habiletés sociales et communicationnelles exigées par l'approche exhaustive, qui demande de composer avec toute sorte de groupes et de cultures organisationnelles<sup>92</sup>. Rappelons-nous que les compétences relationnelles revêtent une importance particulière dans la mesure où la contre-insurrection est une lutte qui se joue au niveau des perceptions. La stratégie, c'est à la fois le message et ce qu'un individu laisse sur son sillage, par ses paroles et ses gestes :

Chaque action du soldat doit être vue comme un moyen d'influence et devrait être envisagée sous l'angle des effets imprévus qu'elle peut produire. Toute action produit des effets, et tous les soldats doivent être conscients que leurs moindres gestes peuvent avoir des répercussions.<sup>93</sup>

Encore une fois, cette prudence méthodologique se heurte inexorablement à la nature même du travail militaire : intervenir. L'analyste militaire doit donc appliquer un pragmatisme absolu entre la cadre méthodologique et l'objectif même de la doctrine : sa prise de décision doit favoriser la meilleure intervention et les meilleures opérations possibles. Si «le combat et la contre-insurrection ne sont pas mutuellement exclusifs», il n'en demeure pas point que les moyens utilisés doivent sortir du cadre cinétique<sup>94</sup>. Les choix opérationnels doivent être faits en fonction du contexte : on ne prend pas la meilleure décision dans l'absolu, mais celle la plus à même de s'appliquer dans telle ou telle situation.

En fait, le véritable choix offert par la doctrine contre-insurrectionnelle s'effectue au niveau des outils d'intervention disponibles, parmi lesquels les OI acquièrent de plus en plus de crédit. Comme nous l'avons vu, une des premières

---

<sup>92</sup> Ian Wood, *loc. cit.*, p. 50.

<sup>93</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 8-8.

<sup>94</sup> Kiszely, *op. cit.*, p. 12.



limites théoriques de ce pragmatisme est qu'en dépit de directives analytiques se rapprochant parfois du postpositivisme, la nécessité d'une conceptualisation linéaire de la sphère sociale demeure. L'opération répond encore et toujours à des objectifs prédéfinis par le commandement et par les institutions politiques. Toutes les précautions et le raffinement analytique ne sauront surpasser les objectifs fondamentaux de la mission : l'opération militaire recherche un état final. En outre, cette tension entre une perspective linéaire et circulaire de la sphère sociale engendre même certaines contradictions doctrinales. Prenons l'exemple de ce graphique :

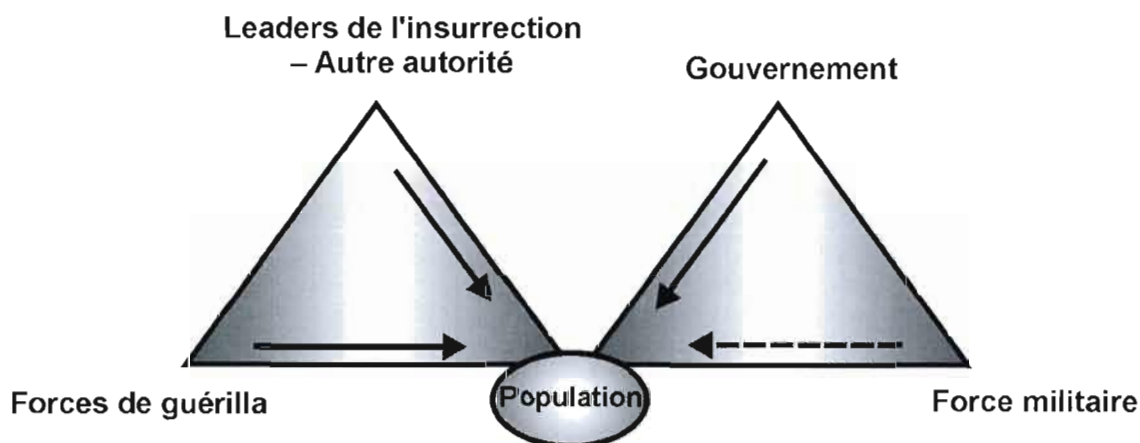


Figure 2.3 Lutte pour le contrôle de la population et son appui — Centre de gravité stratégique (Source : Défense nationale, *op. cit.*, p. 2-3)

On voit très bien dans cette représentation de la circulation des revendications la contradiction entre la perspective circulaire de la sécuritisation (autorité légitime, discours, sécurité) et la direction unidirectionnelle qu'emprunte ce discours. Tout est dirigé vers la population. À la figure 2.3, on voit les autorités légitimes faire circuler leurs propositions sécuritaires dans la sphère sociale mais uniquement en direction de la population : il ne semble pas y avoir de lien herméneutique entre la population, le gouvernement et les autres formes d'autorités elles-mêmes. La lutte pour la légitimité place la population comme l'unique fin à atteindre. Si les autorités locales et le pouvoir légitime ont certes un avantage dans la capacité de sécuritiser un enjeu au



sein d'une population, on oublie de considérer l'incidence même de cette population sur les leaders, les forces insurgées, le gouvernement, et les autres acteurs de l'environnement social. Une conséquence manifeste de cette omission est d'éliminer le lien pourtant indissociable entre les insurgés et la population civile : les forces de guérilla sont recrutées directement parmi la population non combattante.

#### 2.3.4 La définition de l'ennemi au cœur de la contre-insurrection

Le nœud de la stratégie anti-insurrectionnelle se situe dans la conception même de l'ennemi. Le rapport d'altérité est au cœur du travail de plusieurs unités OI, et plus particulièrement, des opérations psychologiques. En effet, la qualité de la relation entre les civils et les militaires découle en partie de la capacité des forces à considérer les insurgées comme partie intégrante d'un auditoire cible.

Comme nous l'avons vu précédemment, la caractéristique première d'une insurrection est de confondre les notions de civils et de combattants ainsi que celles des populations «amies» et «ennemies». La figure 2.3 offre un indice évocateur à cet égard : la doctrine contre-insurrectionnelle souligne qu'*a priori*, les forces de guérilla sont plus influentes sur la population que la force militaire gouvernementale :

Pour influencer la population, les insurgés ont l'avantage de pouvoir exercer une influence directe par l'entremise de leurs forces de guérilla ou de leurs forces militaires. Comme elles ne sont pas tenues de respecter le droit des conflits armés, les forces de guérilla peuvent cibler directement la population et l'intimider. Les forces militaires du gouvernement, idéalement, se conforment au droit des conflits armés et ne peuvent influencer la population positivement que de manière indirecte.<sup>95</sup>

Il revient donc à la force militaire gouvernementale de «servir la population [...] en fournissant un environnement sécuritaire et en étant perçu comme des forces militaires légitimes, licites et morales, qui respectent la primauté du droit et le sain

---

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 2-2.

exercice du pouvoir»<sup>96</sup>. On insiste sur la nécessité pour le gouvernement d'«offrir des solutions à long terme à toute cause sous-jacente de l'insurrection afin d'obtenir et de conserver l'appui de la population»<sup>97</sup>. Or, cette distinction ne tient pas compte des racines qu'entretiennent les insurgés parmi les civils. Si des groupes talibans extrémistes n'hésitent pas à terroriser certaines populations, plusieurs insurgés se fondent et vivent parmi les civils et leur famille. Assimiler le pouvoir de persuasion des insurgés simplement à la violence extrême dont certains font parfois usage est donc réducteur et évacue toutes les autres formes de liens légitimes. Une attention particulière doit être mise sur la capacité de rejoindre ces insurgés modérés.

À ce sujet, nous avons vu au premier chapitre comment le rapport d'altérité est fondé d'abord sur un réflexe sécuritaire. C'est la façon de gérer ce réflexe sécuritaire qui définit la qualité de l'opinion partagée devant un enjeu de sécurité. Nous avons vu aussi que la qualité même du rapport d'altérité transcende toute la légitimité octroyée à la relation entretenue avec l'extérieur : elle influence la réception du discours et l'accréditation des autorités légitimes. De par sa nature, le rapport d'altérité est d'abord confrontationnel mais peut, par la suite, voir les perceptions influencées par le discours physique et langagier. En ce sens, le discours doit être persuasif. Il constitue le procédé cognitif à la base du processus d'altérité, de la sécurité, de la légitimité et de l'autorité.

C'est d'ailleurs dans cette optique que s'engage le travail des opérations psychologiques : elles cherchent à influencer les perceptions et l'opinion d'un groupe en faveur des objectifs de la mission. Conséquemment avec les besoins de la contre-insurrection, elles doivent tenir compte de l'incidence des opérations en général sur l'opinion publique, toujours en recherchant à obtenir le soutien de la population non combattante. Or, si le rapport d'altérité se co-construit entre le militaire et le civil, la nature même du travail militaire en mission de contre-insurrection s'inscrit directement dans une dichotomie entre l'ordre (à établir) et le désordre (à abattre)<sup>98</sup>. Il y a donc une logique confrontationnelle avec l'ordre et le désordre public lors d'une

---

<sup>96</sup> *Idem*

<sup>97</sup> *Idem*

<sup>98</sup> Voir Défense nationale, *op. cit.*, p. 1-13.

intervention militaire. Nous donc affaire à une double tension : une population à la fois amie et ennemie et une démarche discursive à la fois utilisée pour «améliorer» le rapport d'altérité et atteindre un objectif militaire final.

Bien entendu, il revient aux analystes militaires de gérer ces contradictions. À cet égard, la lecture de la doctrine est évocatrice. On y indique qu'«il pourrait être de mise de faire preuve d'une certaine empathie lorsqu'on traite avec les insurgés»<sup>99</sup>. Pourtant, les insurgés y sont aussi dépeints de façon très négative, orientant *de facto* les militaires dans leur construction mentale de l'ennemi. Dans une optique co-constitutive, mener une contre-insurrection requiert en outre une médiation du rapport avec des civils «amis» et à la fois «ennemis» potentiels. Pour ce, le militaire doit à tout prix se percevoir au-delà de son *éthos* de guerrier, puisqu'au retour, il revient à l'individu de prendre la décision, de choisir le moyen d'intervention, d'établir dans quelle mesure il est pertinent d'intervenir, ou d'orienter la nature de la relation à entretenir avec un civil.

La variable individuelle est fondamentale dans la construction du rapport d'altérité. Conséquemment, si la fonction du combattant est associée à la nature du militaire, il doit modérer ses réflexes cinétiques et se rabattre davantage sur le *soft power*, adapter son propre rôle à un conflit de basse intensité et éviter d'appliquer des moyens de guerres conventionnelles à une guerre non conventionnelle<sup>100</sup>. En d'autres mots, il doit savoir appliquer des attributs non guerriers, antagoniques à son identité de guerrier : «l'intelligence émotionnelle, l'empathie avec ses opposants, la tolérance, la patience, la subtilité, la sophistication, la nuance et le savoir-faire politique.<sup>101</sup>» Ces prédispositions sont nécessaires à l'établissement d'un rapport d'altérité favorable aux objectifs politiques du discours anti-insurrectionnel. Néanmoins, de par le risque qu'il implique, les opérations auprès des civils demeurent très complexes à gérer.

Cette difficulté à concilier le rapport ami/ennemi se traduit également dans la doctrine. On y dépeint l'ennemi à la fois comme des groupes sans foi ni loi, tout en exigeant des militaires une empathie et une compréhension subtile des composantes

---

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 2-1.

<sup>100</sup> Kiszely, *op. cit.*, p. 10

<sup>101</sup> *Ibid.*, p. 11.

insurgées. Par exemple, on associe les insurgés à des combattants sans scrupules et sans morale, qui n'ont pas à respecter le droit de la guerre, qui ne cherchent qu'à semer le trouble et le désordre :

Les insurgés n'ont peu ou pas de responsabilités. [...] Les insurgés n'ont pas de règles d'engagement ni de limites morales à respecter en ce qui a trait à l'application de la puissance de combat. Ils peuvent utiliser tous les moyens, y compris la propagande manifeste, pour influencer et intimider la population.<sup>102</sup>

On parle aussi de l'instrumentalisation de l'instabilité politique par d'autres groupes, qui ont intérêt à perpétuer l'insurrection :

Les insurrections sont utilisées par les groupes mécontents ou par ceux pour qui un gouvernement déstabilisé représente un avantage. De par leur nature, les insurgés se joignent rapidement à d'autres éléments déstabilisateurs au sein d'une société telle que les entités criminelles. Chaque groupe exploite l'autre à son profit.<sup>103</sup>

Du même coup, on tente de modérer de ce portrait négatif en désessentialisant l'«ennemi» insurgé :

Ce ne sont pas tous les insurgés qui adoptent ou même comprennent le programme politique prôné par l'insurrection. Bon nombre d'entre eux s'y joignent en raison de leur famille, de leur clan ou d'autres liens sociaux. D'autres y participent simplement pour obtenir justice pour des griefs personnels. Par conséquent, il devient même difficile d'analyser de façon monolithique ou holistique les motivations et l'idéologie des insurgés. Les caractéristiques d'une insurrection varient d'un endroit à un autre et on doit les percevoir et les analyser sous cet angle.<sup>104</sup>

Ces extraits, qui semblent antinomiques à certains égards, témoignent bien de l'impossibilité (ou du moins, de l'extrême difficulté) de rallier à la fois une approche constructiviste compréhensive et une logique militariste offensive. Il devient ainsi

<sup>102</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 2-1.

<sup>103</sup> *Ibid.*, p. 1-13.

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 2-5.

très difficile de déterminer la représentation de l'ennemi dans l'imaginaire militaire. Devant cette autre tension conceptuelle, la doctrine se rabat à nouveau sur l'espace politique : on favorise donc l'«arme discursive» à l'attrition massive. On insiste aussi sur la nécessité de reconnaître la nature légitime derrière toute revendication insurgée. «Proposer une solution politique aux griefs à l'origine de l'insurrection», «transformer les insurgés en forces conventionnelles» et les «inscrire dans un processus politique conventionnel» sont au cœur des solutions proposées devant un conflit insurrectionnel et devant le dilemme de sécurité posé par le civil ami/ennemi<sup>105</sup>.

L'analyse sommaire du cas afghan d'une part, puis du manuel canadien de contre-insurrection d'autre part, nous permet de saisir l'environnement dans lequel les opérations psychologiques mènent leurs missions. Alors que le contexte afghan est éminemment complexe et éloigné des références occidentales, les principes directeurs du manuel tentent de conceptualiser la dynamique du processus de sécuritisation tel que défini par le constructivisme critique. La dynamique entre le politique, le discours, la légitimité et la sécurité est placée au cœur de la contre-insurrection et par conséquent, des activités d'influence visant à modifier les perceptions de la population civile et des insurgés. La guerre des idées relève donc d'abord d'une démarche politique, à laquelle les opérations psychologiques participent en mesurant les impacts des activités militaires sur l'opinion publique et en menant des opérations de propagande afin d'influencer l'opinion publique en fonction des objectifs de la mission.

Nous verrons dans le prochain chapitre comment la doctrine conçoit les opérations de propagande lors d'une contre-insurrection, des exemples de campagnes menées par les opérations psychologiques canadiennes en Afghanistan et surtout, les limites opérationnelles concrètes vécues au cours de l'expérience afghane.

---

<sup>105</sup> *Ibid.*, p. 1-19 et 1-22.

### Chapitre III

#### LA CONTRIBUTION ET LES LIMITES DES OPÉRATIONS PSYCHOLOGIQUES DANS LES MISSIONS DE CONTRE-INSURRECTION : LE CAS AFGHAN

Le manuel de contre-insurrection décline quatre façons de contrer les messages rebelles : en répondant aux revendications des insurgés; en isolant les insurgés physiquement et psychologiquement de la population; en stoppant la propagation du discours insurgé; et, finalement, par leur conversion et leur réhabilitation. Ces quatre étapes relèvent directement des opérations d'influence et d'information<sup>1</sup>.

Par ailleurs, nous avons vu que l'usage de la force en contexte insurrectionnel doit être mené avec jugement et parcimonie. Dans la plupart des cas, leur recours est déterminé en fonction des effets qu'ils peuvent produire sur le plan physique et psychologique et ce, même si ces effets peuvent être négatifs à moyen et à long terme sur le cours de la mission. Nous avons vu également l'importance capitale d'obtenir le soutien de la population afin d'enrayer le processus insurrectionnel, de répondre aux causes profondes des revendications des insurgés et de les intégrer au processus politique, bref, d'intervenir au niveau du discours politique dans la sphère sociale afin de modifier la narration sécuritaire. Cette narration s'engage d'abord sur le rapport d'altérité entre les civils, l'Autre (l'insurgé, le militaire, l'étranger, etc.) et leur environnement sécuritaire. Cette relation cristallise à son tour des enjeux sécuritaires et des autorités légitimes. Afin d'atteindre cet objectif, soit d'établir un discours favorisant l'appui de la population et la délégitimation du projet des insurgés, le militaire doit tenir en compte une série de facteurs d'ordre sociologique : la culture, la situation économique, l'histoire, les formes d'autorité légitimes, la

---

<sup>1</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 2-25.

justice, etc. À cet égard, les opérations d'information jouent un rôle fondamental, tant au niveau du renseignement, de la construction que dans la diffusion d'un discours persuasif auprès des civils et des insurgés. C'est dans ce domaine qu'interviennent les opérations psychologiques, qui mobilisent plus de 80% des actions d'OI sur le terrain depuis le déploiement. Il appert donc pertinent d'analyser leur propre démarche afin d'apprécier en profondeur les opérations contre-insurrectionnelles et du coup, le contenu de la propagande canadienne en Afghanistan. Pour ce faire, il faut tout d'abord comprendre la notion de discours, telle qu'utilisée dans la doctrine militaire canadienne. Nous allons ensuite voir comment se construit un message de propagande et en vérifier, tant qu'il se peut, la portée potentielle et les limites opérationnelles.

### 3.1 L'incidence des opérations psychologiques dans la narration sécuritaire : la production de la propagande

Autant dans la littérature classique que contemporaine, le discours est placé à la base de l'insurrection. En tant que vecteur cognitif, le discours insurrectionnel transforme l'idée et la revendication en idéologie mobilisatrice. Le message devient le principe ultime derrière lequel l'insurrection s'organise<sup>2</sup>. Il peut autant servir à recruter, à motiver, à justifier l'action rebelle, et à délégitimer le gouvernement : le manuel considère le message comme étant «à la base de la pensée humaine», de ses actions et de ses émotions<sup>3</sup>. Il fait aussi une distinction entre le message principal de la propagande et les sous-messages, par exemple, la religion.

Dans son ensemble, le discours politique des insurgés propose une société alternative. Des thèmes exploités dans le discours des insurgés sont d'ailleurs relevés dans le manuel : droiture morale, haine, triomphe inévitable, allégeance, certitude morale, terreur, martyr, apologie de la violence, réaction justifiée,

---

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 2-11.

<sup>3</sup> *Idem*



guerre de longue durée, culpabilité, mauvaise foi, incompetence des forces de sécurité, légitimité, crédibilité<sup>4</sup>. Pour sa part, le terrorisme, un outil souvent utilisé lors des luttes insurrectionnelles, constitue une tactique qui exploite très efficacement l'aspect matériel du discours.

En commettant des actes terroristes, les auteurs attirent l'attention sur leur groupe et sur leur cause, ce qui peut les aider à obtenir le soutien de sympathisants potentiels. [...] Plus l'acte est spectaculaire ou choquant, plus le message qu'il véhicule est fort.<sup>5</sup>

Tout comme dans l'approche constructiviste et suivant les propositions de Weldes, la doctrine conçoit ici le discours comme ayant à la fois une dimension matérielle et langagière : «Contre le message nécessite le recours symbiotique aux mots et aux actions.<sup>6</sup>» Bien entendu, cette conception doit s'appliquer dans l'élaboration stratégique et tactique de la contre-insurrection. En effet, «les solutions proposées par les forces de contre-insurrection au message des insurgés ne doivent pas se résumer uniquement à des mots, mais également se traduire par des mesures concrètes<sup>7</sup>. Il est important d'offrir une alternative au projet insurgé : une réforme gouvernementale et institutionnelle, de nouveaux outils économiques, etc. Au-delà de susciter l'isolement physique et psychologique des insurgés, il est essentiel d'être proactif au niveau du message et de poser des actions qui s'inscrivent dans la réalité des civils.

Il revient aux opérations d'information de procéder à ce niveau, par le biais des activités d'influence (AI). On entend par activités d'influence des «activités conçues pour influencer sur le caractère ou le comportement d'une personne ou d'un groupe cible à titre d'effet de premier ordre. [...] Elle a un effet sur la compréhension, les perceptions et la volonté, et vise à modifier le comportement de la manière

---

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 8-14, 8-15.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 2-17.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 2-12.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 3-11.

souhaitée»<sup>8</sup>. Aussi, les activités d'influence «produisent des effets de premier ordre sur le plan psychologique» et «influent au premier chef sur la compréhension, les perceptions et la volonté du groupe cible»<sup>9</sup>. C'est dans cette logique et en partenariat avec les autres unités OI que s'inscrivent les opérations psychologiques, qui ont pour mandat général de rallier l'appui des civils en diffusant des messages au sein des populations.

Les activités d'influence sont déterminées et planifiées en fonction des lignes opérationnelles.

### Approche basée sur les effets : Planification de l'état final opérationnel

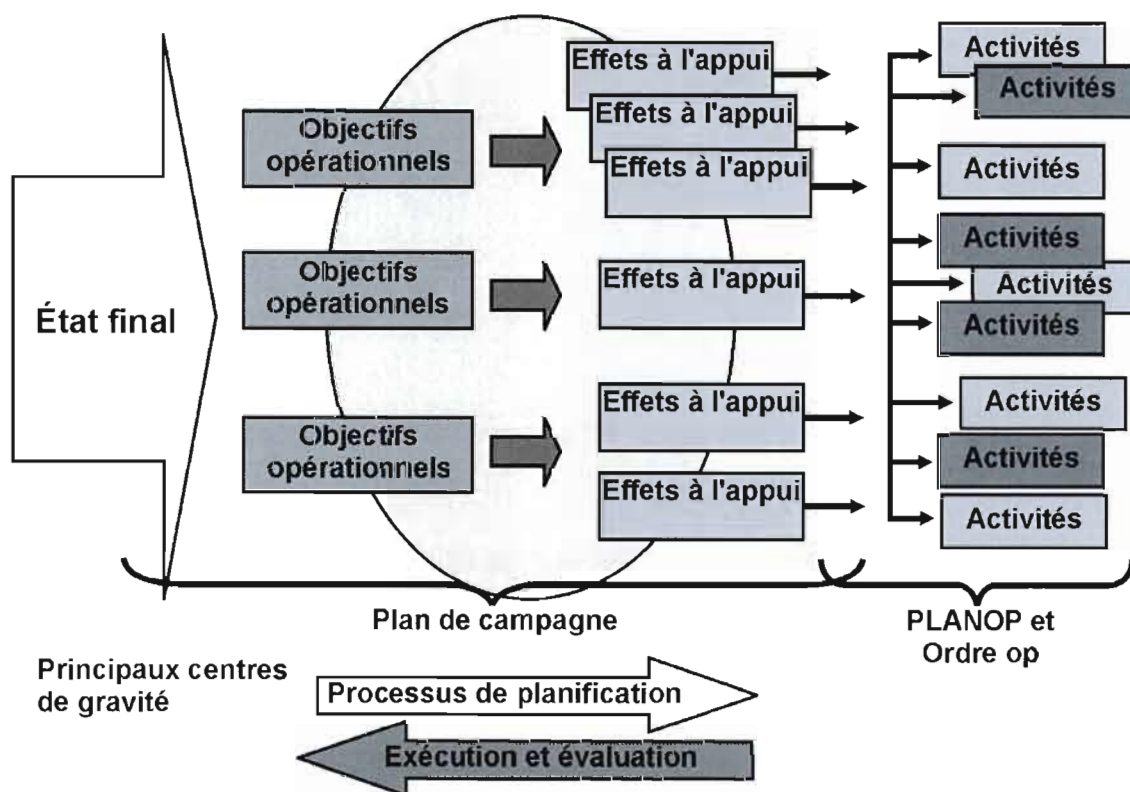


Figure 3.1 Modèle d'élaboration d'un plan de campagne basé sur les effets  
(Source : Défense nationale, *op. cit.*, p.5-10. )

<sup>8</sup> *Ibid.*, note 19, p. 8-1, 8-2.

<sup>9</sup> *Idem*

Chaque ligne opérationnelle est orientée autour de thèmes établis par le commandement. Pour chaque thème sont fixés des objectifs à atteindre et qui concourent tous à cet état final. En contre-insurrection, l'état final s'entend comme une

... paix durable où toute trace de violence, de menace et de guerre civile a été éliminée, et où le pays X dispose de structures politiques stables soutenues, une infrastructure, une gouvernance, et des leaders régionaux fiables et qui assurent la prospérité et la sécurité de la population.<sup>10</sup>

Il revient au commandant d'assurer la prise de décision, la communication avec les autres unités et les différents organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, et d'harmoniser les activités OI avec les autres opérations autour d'un thème unificateur<sup>11</sup>. Par exemple de thèmes, on peut retrouver entre autres la sécurité, la gouvernance ou le développement économique<sup>12</sup>. En fait, ce modèle de planification met en place un processus de légitimation à grande échelle imposé par la force militaire, une sorte de grand plan de communication en zone de conflit.

Pour leur part, les opérations psychologiques sont responsables d'«activités psychologiques en temps de paix, de crise ou de guerre dirigée vers des auditoires amis, ennemis ou neutres, dans le but d'influencer les attitudes et les comportements affectant l'atteinte d'objectifs militaire et politiques»<sup>13</sup>. Ils ont pour but d'affaiblir la volonté de l'ennemi en affectant son moral ou en réduisant son efficacité par la force en induisant le doute, la dissidence ou la désertion; de renforcer l'appui des auditoires cibles alliés; et de gagner l'appui et la coopération de groupes non alignés ou indécis<sup>14</sup>. Leur travail est par conséquent crucial dans la compréhension et la façon dont doit être menée une mission de contre-insurrection. En jouant au niveau des perceptions, ils s'intéressent, au processus discursif opéré auprès de groupes ciblés afin de les influencer. Bien que des moyens cinétiques comme les raids préventifs ou

---

<sup>10</sup> *Ibid.*, p.5-14.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p.8-4.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p.5-18.

<sup>13</sup> Forces canadiennes, *Psychological Operations, Joint Doctrine Manual*, Canada, 15 janvier 2004, p. GL-1.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p.1-2.

les encerclements peuvent poser une pression psychologique, il s'agit en grande partie d'activités de propagande.

Il est convenu dans la doctrine militaire occidentale de trois types de propagande distincte : la propagande blanche, la propagande grise et la propagande noire. De façon générale, on définit la propagande comme de «l'information, des idées, de la doctrine ou d'autres moyens disséminés pour influencer l'opinion, les émotions, les attitudes, le comportement d'un groupe ciblé de façon à profiter directement ou indirectement à son commanditaire»<sup>15</sup>. Pour sa part, la propagande blanche est diffusée et endossée clairement par son commanditaire ou par une agence accréditée. La propagande grise ne spécifie pas la source dont elle provient et la propagande noire induit en erreur son auditoire cible en se faisant passer pour un message provenant d'une autre source que celle dont elle provient<sup>16</sup>. Au Canada, les OpsPsy n'ont légalement recours qu'à de la propagande blanche. Parmi leurs autres principes directeurs et les normes à la base du travail OpsPsy, on retrouve la recherche, l'évaluation, l'empathie, la coordination, la rapidité d'exécution, et la crédibilité<sup>17</sup>. Leur principale fonction est de sélectionner des auditoires cibles et de développer des thèmes de propagande appropriés.

Sommairement, les thèmes de propagande sont en fait des narrations mises en circulation selon les indications des lignes opérationnelles choisies par le commandement. Le thème est une ligne de persuasion utilisée dans l'atteinte d'objectifs psychologiques<sup>18</sup>. Tout comme pour l'ensemble des opérations d'informations et de contre-insurrection, les opérations psychologiques s'intéressent donc aux effets du discours dans la sphère sociale globale.

En Afghanistan, les thèmes stratégiques (les sujets principaux de la propagande) sont énoncés par les objectifs de la FIAS, soit :

---

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. GL-1.

<sup>16</sup> *Idem*

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 1-3, 1-4.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. D-1.

- la sécurisation et la stabilisation du territoire
- l'appui à l'armée nationale afghane
- l'appui à la police nationale afghane
- le désarmement et gestion des munitions, DDR
- le support humanitaire
- la reconstruction et le développement<sup>19</sup>

Les lignes opérationnelles et les lignes de persuasion sont élaborées à partir de ces objectifs généraux. En outre, une plus grande marge de manœuvre est disponible au niveau tactique. Cela dit, chaque initiative au niveau tactique doit impérativement être approuvée par le commandement afin d'assurer un contrôle et un maximum de cohésion parmi les forces de la Coalition, le respect des règles d'engagement et des conventions du droit de la guerre. De même, il appert que, tout comme dans la ligne opérationnelle contre-insurrectionnelle, les individus en place au commandement ont une incidence majeure sur l'utilisation adéquate et la planification des lignes de persuasion des opérations psychologiques. Ces officiers doivent en effet se montrer créatifs, avoir de l'initiative, inspirer leurs subordonnés, être performants dans leurs fonctions, en plus de jouer un rôle majeur dans la collecte d'information et le sentiment de sécurité des populations : ces deux derniers attributs sortent manifestement du cadre d'entraînement militaire traditionnel<sup>20</sup>.

Peu importe le niveau de commandement, il est évident que la prérogative individuelle influence fortement le thème et le message contenus dans l'activité de propagande. La formation et la connaissance du milieu d'opération ainsi qu'un renseignement adéquat ont toute leur importance à cet égard, car toute l'orientation du message dépend de quelques individus seulement, un élément significatif dans la mesure où le discours est capital à une mission de contre-insurrection.

---

<sup>19</sup> OTAN, «NATO's role in Afghanistan». [En ligne]: [http://www.nato.int/cps/en/natolive/topics\\_8189.htm](http://www.nato.int/cps/en/natolive/topics_8189.htm) (date d'accès: 10 juillet 2009).

<sup>20</sup> Byman, *loc. cit.*, p. 93.

### 3.2 La fabrication et la mise en circulation du message : le cas des opérations psychologiques canadiennes en Afghanistan

Chaque message diffusé par les Forces canadiennes est le résultat du travail de quelques individus, approuvé par une chaîne de commandement verticale. Ces narrations stratégiques ne sont certainement pas le fruit du hasard. Les messages sont «construits délibérément autour d'idées et de pensées» qui existent déjà dans l'espace social, «exprimant un sens de l'identité et de l'appartenance tout en communiquant un sens de cause, de but et de mission», et ce, autant du côté militaire qu'insurgé. Aussi, les narrations stratégiques n'ont pas de but analytique ou scientifique : elles sont plutôt du domaine des émotions, des métaphores et des analogies historiques, d'ailleurs souvent tronquées<sup>21</sup>.

Afin qu'elle puisse être efficace, la narration doit pouvoir circuler du niveau stratégique jusque dans le sens commun de l'auditoire cible sélectionné. Ce passage de la théorie à la pratique narrative s'effectue par l'utilisation de références traditionnelles et/ou culturelles<sup>22</sup>. Le recours à la tradition locale permet de cristalliser les différentes perceptions individuelles autour de références communes. Le défi est de maintenir une cohérence entre chacun de ces niveaux :

Propagande (narration stratégique)



Références culturelles ou traditionnelles



Sens commun

---

<sup>21</sup> Freedman, «The Transformation of Strategic Affairs», cité par Betz, *loc. cit.*, p. 515.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 520.

En soi, une narration efficace est «une histoire ancrée dans la vérité à laquelle sont jumelés d'autres attributs : elle est simple, elle attire la faveur de l'auditoire, elle est factuelle de sorte à renforcer sa crédibilité, et consistante avec d'autres messages»<sup>23</sup>. Surtout, elle doit «refléter la stratégie actuelle»<sup>24</sup>.

De même, un thème OpsPsy s'apparente beaucoup à une campagne publicitaire : on cherche à exploiter les vulnérabilités de l'auditoire cible afin de jouer sur son effet psychologique. Du coup, il faut se référer à des notions et des thématiques reconnues par l'auditoire afin de maximiser l'impact. Par conséquent, les militaires OpsPsy doivent tenir particulièrement compte des symboles significatifs au sein de l'environnement social dans lequel ils opèrent. Cela dit, le manuel prévient les analystes et les producteurs de message d'user de prudence : plusieurs subtilités de la symbolique d'un groupe peuvent échapper aux militaires et risquent de compromettre sérieusement la campagne. Aussi, faut-il faire le plus abstraction possible des préjugés occidentaux dans l'utilisation et la compréhension des symboles : une couleur ou un simple enchaînement visuel peuvent faire toute une différence. Il est d'ailleurs recommandé de recourir à du personnel local dans la production des messages<sup>25</sup>.

Voici quatre exemples de produits de propagande canadiens qui témoignent de la complexité de l'élaboration d'un message dans un environnement social étranger<sup>26</sup>.

---

<sup>23</sup> Kenneth Payne, *loc. cit.*, p. 50.

<sup>24</sup> *Idem*

<sup>25</sup> Forces canadiennes, *loc. cit.*, p. D-2.

<sup>26</sup> Tous les produits OpsPsy présentés dans le cadre de ce mémoire nous sont été fournis par le Directeur des opérations psychologiques des Forces canadiennes. Il s'agit de document non classifiés de niveau stratégique. Les documents tactiques et relevant d'opérations de sécurité militaire sont classifiés.



Figure 3.2 **Exemple 1**

Cette affiche, invitant la population à participer à l'effort contre la dissémination des explosifs, a nécessité des explications. Malgré sa présentation spectaculaire, les gens de l'auditoire cible ne comprenaient pas pourquoi les armes «flottaient dans les airs».





Figure 3.3 Exemple 2

Cette affiche qui, un peu dans la même veine, incite la population à dénoncer la pose de bombes artisanales, fut conçue par une ressource locale. L'ordre de la narration (de droite à gauche et de bas en haut) et le message qui y est mentionné (soit de dénoncer pour conserver une terre saine et prospère) ne vont pas de soi pour un auditoire occidental. En effet, à l'inverse, elle supposerait plutôt le message opposé!

Aussi, comme chaque thème et chaque produit doivent absolument être approuvés par le commandement, des banques de symboles génériques approuvés préalablement sont souvent utilisées afin de faciliter la tâche et diminuer les délais entre la production et la dissémination. Cela dit, ces messages d'ordre général n'ont qu'un impact modeste comparativement à des messages ciblés, produit par des ressources issues des groupes visés. En effet, pour qu'une campagne de propagande puisse atteindre son plein potentiel persuasif, elle doit être cohérente aux yeux de l'auditoire. Pour être crédible et persuasif, un message «devrait être fondé sur des faits véritables» : la cohérence peut être obtenue si tous les éléments du message «vont dans la même direction, au sein de l'ensemble des auditoires» d'une part, et soit «compréhensibles pour l'auditoire cible» d'autre part<sup>27</sup>. Cet état est pratiquement impossible à atteindre avec la prolifération des médias globaux, où des messages

<sup>27</sup> Payne, *loc. cit.*, p. 46.

contradictoires circulent librement et viennent contredire les produits de propagande<sup>28</sup>.

Qui plus est, il est très difficile de faire abstraction de ses propres références culturelles, dont plusieurs prennent des formes inconscientes. Les messages produits par les OpsPsy ont inévitablement recours à des références occidentales, telle que la démocratie, la gouvernance, etc. Cet inconscient culturel, qui vient teinter le discours autant dans son fond que dans sa forme, s'additionne aux multiples inconsistances relatives à la mission en Afghanistan et aux objectifs de la stratégie contre-insurrectionnelle, tel que relevé dans les chapitres précédents. Aussi, les barrières de la langue et de l'environnement socioculturel perturbent le message. La recherche de symboles, d'éléments traditionnels ou de références clés est autant d'étapes nécessaires à une bonne communication qu'elles peuvent aussi distancer encore davantage les militaires des populations civiles. Le sens de leurs produits de communication peut en effet leur être dépossédé, être tronqué ou détourné, de façon volontaire (par exemple, un traducteur local malintentionné) ou involontaire (méconnaissance de l'auditoire cible). En outre, le seul fait que des étrangers s'ingèrent dans des débats et des enjeux locaux crée à lui seul un réflexe réprobateur des auditoires cibles<sup>29</sup>. Encore une fois, le potentiel persuasif en est sérieusement handicapé : «les communications tactiques discordantes de la stratégie globale peuvent avoir un impact disproportionné.<sup>30</sup>»

---

<sup>28</sup> *Idem*

<sup>29</sup> Betz, *loc. cit.*, p. 533.

<sup>30</sup> Payne, *loc. cit.*, p. 46.



Figure 3.4 Exemple 3

La colombe et la figure de l'Afghanistan unie en arrière-plan font partie de la banque de symboles génériques. Le recours à des images d'enfants est aussi très fréquent. Cette affiche encourage la participation aux élections, afin de «leur voter un meilleur avenir». Des témoignages de militaires ont signalé que suite à des sondages d'impact, l'utilisation des ces symboles n'ont qu'un effet mitigé dans la mesure où ils n'évoquent pas des éléments forts de l'imaginaire collectif local.



Figure 3.5 Exemple 4

Cette affiche, bien que comprenant un symbole générique, est adaptée aux valeurs et aux symboles clés de la région prospère d'Arghandab. Le rappel de ses monuments historiques et de ses terres fertiles, qui font la fierté de la population du district, fut suggéré par une ressource locale.

Selon la doctrine des opérations psychologiques canadiennes, il existe trois axes de propagande : les thèmes «Eux-Nous», qui cherchent à mettre l'accent sur les différences au sein des groupes afin créer des factions et miner leur cohésion; les thèmes de l'«inévitabilité», qui tentent d'exploiter la vulnérabilité des opposants en leur rappelant leur défaite inévitable, minant leur moral et leur combativité; et les thèmes de légitimité, qui tentent de valoriser une cause favorable aux objectifs militaires, en se référant à l'histoire, au droit, à la tradition ou aux précédents appuis de la population pour ainsi rappeler que les programmes et les actions concernées sont à l'avantage du groupe ciblé<sup>31</sup>.

Par ailleurs, chaque activité de propagande vise un auditoire cible, sélectionné en fonction des objectifs visés par l'opération. De façon générale, les auditoires cibles sont hétérogènes et fragmentés, autant socialement que géographiquement. Conséquemment, chaque auditoire doit faire l'objet d'une recherche préalable, ce qui exige une collaboration avec le renseignement. Pour appréhender sa complexité, une

<sup>31</sup> Forces canadiennes, *op. cit.*, p. D-1, D-2.



segmentation de la population en auditoires cibles est essentielle et peut prendre toutes sortes de formes. En général, on les scinde (en ordre d'importance stratégique) en groupes, en catégories ou en ensembles.

Les groupes sont formés d'individus qui partagent des activités et des objectifs communs. Ils sont très protecteurs de leurs membres, se protègent les uns les autres et s'unissent pour une cause commune. La famille, une petite unité militaire et les parlementaires d'un gouvernement en sont de bons exemples<sup>32</sup>. Il est plus facile d'analyser et de travailler avec des groupes puisque les facteurs qui y sont relatifs sont identifiables, plus stables et valides. Pour leur part, les catégories sont formées d'individus partageant une caractéristique démographique particulière, comme l'âge, le sexe, ou l'ethnie. Finalement, les ensembles (ou bassins de population) regroupent des gens issus d'une zone géographique (les Égyptiens, les Québécois, etc.). Cet auditoire est le moins précis et du coup, le moins préférable dans la planification d'une activité d'influence puisque les individus n'y ont pas nécessairement beaucoup de choses en commun<sup>33</sup>.

En outre, un autre type d'auditoire cible est également représenté. En effet, une attention particulière est mise sur les communicateurs clés d'un groupe cible. Il s'agit en fait d'un auditoire intermédiaire, qui permet de transmettre le message à des auditoires essentiels et/ou difficilement accessibles. De plus, «leur pouvoir permet de gérer les effets désirés dans la zone ciblée», puisqu'ils influencent leur environnement par «leur crédibilité, leur charisme, leur pouvoir et leur contrôle»<sup>34</sup>.

En somme, la crédibilité, la légitimité et la cohérence sont autant de facteurs essentiels à l'efficacité d'une campagne. En soi, «la crédibilité est le vecteur par lequel l'auditoire cible est prêt à croire que le communicateur dise la vérité», au même titre que le charisme est «une combinaison d'attraction et de prestige» et que le pouvoir et le contrôle permettent l'influence<sup>35</sup>.

---

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. C-2.

<sup>33</sup> *Idem*

<sup>34</sup> *Idem*

<sup>35</sup> *Idem*





Figure 3.7 Exemple 6

Des militaires distribuent des postes de radio à la population, ce qui permet une double action, soit de dialoguer directement avec les gens et en même temps, de favoriser la réception d'émissions radiophoniques de propagande produites par la Coalition.



Figure 3.8 Exemple 7

L'utilisation des médias est fondamentale au travail des OpsPsy. Ici, un individu feuillette un journal produit en collaboration avec les forces de la Coalition. Notons qu'outre les affiches, les vidéos, les dépliants parachutés, les émissions de radio, les diffusions sur haut-parleurs, le cinéma, le matériel audiovisuel, les présentations multimédias et les rencontres en face à face sont autant de moyens de communication utilisés par les OpsPsy.

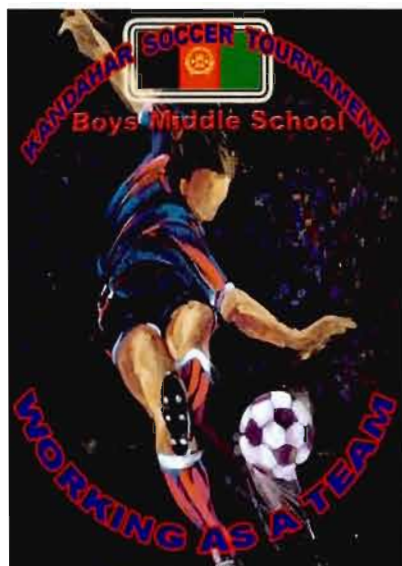


Figure 3.9 Exemple 8

L'organisation d'événements sociaux, comme ce tournoi de soccer intercollégial, fait partie de l'apanage de recours dont disposent les OpsPsy pour disséminer leur message. Ces événements encouragent à la fois la solidarité entre les individus d'un même secteur, favorisent la cueillette d'information pour le renseignement et la création de liens entre civils et militaires, etc.

### 3.2.2 Les acteurs sociaux légitimes

Les militaires ont recours aux personnes d'influence afin de se légitimer aux yeux de la population. Les leaders sociaux constituent d'excellents vecteurs de diffusion une fois leur appui obtenu, de par leur prestige leur pouvoir d'influence sur leurs pairs.





Figure 3.10 Exemple 9

Les opérations psychologiques vont chercher l'appui de figures d'autorité légitime, comme l'imam ou le chef de village.



Figure 3.11 Exemple 10

Ici, on tente d'instituer Amid Karzaï comme figure d'autorité légitime, en l'associant à de multiples figures glorieuses de l'histoire afghane.

### 3.2.3 Nouvelles narrations sécuritaires

Par la production et la dissémination de message et par le concours de personnalités d'influence, les opérations psychologiques tentent d'instituer de nouvelles narrations sécuritaires dans l'espace social afghan, sur une base nationale ou régionale<sup>36</sup>. En soi, les activités de propagande s'ingèrent dans la narration sociale d'un groupe particulier, soit en instaurant une nouvelle narration sécuritaire, soit en modifiant une narration déjà existante.

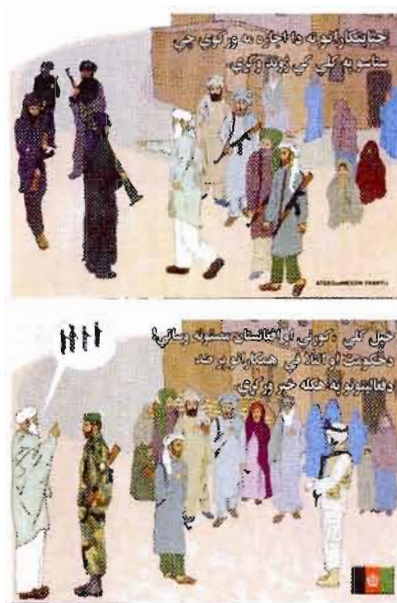


Figure 3.12 Exemple 11

«Dénoncez les talibans et collaborez avec l'Armée nationale afghane et les forces de la Coalition» : la campagne cherche à encourager un comportement particulier chez les civils. Le sous-message suggère que les talibans doivent être dénoncés pour le bien-être de la collectivité.

<sup>36</sup> Une bonne partie de leur travail consiste toutefois à des opérations tactiques mais comme il en a été fait mention plus haut, il ne nous a pas été possible d'en traiter car les informations qui y sont relatives relèvent du secret militaire.



Figure 3.13 Exemple 12

Cette affiche appelle à dénoncer la pose de bombe artisanale, à ne pas entreposer de munitions illégalement et à collaborer avec l'Armée nationale afghane dans ses efforts pour contrer la dissémination des armes. En mettant l'accent sur les mutilations d'enfants, on cherche à faire adopter un comportement particulier devant un «nouvel» enjeu de sécurité.



Figure 3.14 Exemple 13

La légitimation du processus démocratique est un thème stratégique important de la campagne afghane. On tente de publiciser les avantages de ce système, comme ici, où on suggère que la démocratie et la participation aux élections sont garantes de meilleures conditions de vie pour la famille et les enfants. Le sous-message entend également que l'avenir des femmes et des «petites filles», figures importantes du message occidental, dépend aussi de l'effort démocratique collectif.

Nous avons vu que la crédibilité, la légitimité et la cohérence sont des facteurs essentiels de la propagande canadienne. Pour ce faire, une connaissance de la culture, de la tradition et des symboles locaux est nécessaire afin de permettre des campagnes de propagande de plus grande efficacité.

Or, ces efforts de propagande sont-ils réellement avantageux pour l'ensemble de la mission? L'abstraction des biais culturels, de l'éthos de guerrier et de la sécurité des militaires ainsi que les problèmes éventuels de coordination sont-ils des facteurs perturbateurs significatifs? Est-il seulement possible de mener à terme de telles opérations dans un contexte aussi complexe que celui de l'Afghanistan?

Selon les constats établis au cours de ce mémoire, il est permis de croire que l'efficacité des exercices de propagande ne peut être qu'assez limitée, quand ils ne compromettent pas carrément les objectifs de la mission. La prochaine section témoignera des limites opérationnelles vécues par des militaires OpsPsy au cours de leur mission et des impasses de l'institution militaire à cet égard.

### 3. 3 Les limites des opérations psychologiques

Aux dires mêmes de la doctrine, les opérations psychologiques ont leurs limites : elles ne sont certainement pas une fin en soi.

Le manuel identifie huit limites au travail OpsPsy. En premier, les délais nécessaires à la planification et la réalisation exigent une compréhension du commandement par rapport au temps d'exécution. Une opération psychologique se prépare : elle n'est pas spontanée. Il est également impossible de contenir entièrement les actions de l'opposant, ni d'avoir accès une information parfaite. De plus, les méthodes d'évaluation du travail OpsPsy sont très limitées, rendant difficile d'identifier les lacunes de l'unité, et d'y palier le cas échéant. Par ailleurs, le manque de coordination avec les organisations civiles complexifie le travail et peut même susciter des effets négatifs. Aussi, l'accès à du personnel qualifié et aux connaissances culturelles et sociales exigées par les tâches OpsSys constitue un autre problème récurrent, étant donné la sophistication de leur approche. Finalement, les

limites d'accès physiques aux auditoires cibles demeurent également une préoccupation constante<sup>37</sup>.

En plus de ces indications déjà prises en compte par les stratégies OpsPsy, il nous a été possible d'identifier d'autres sources de complications dans l'exécution de ces opérations, mais aussi des questionnements posés par les militaires eux-mêmes sur la nature du travail de l'unité. Les informations qui suivent ont été recueillies lors d'une série d'entrevues menées auprès d'officiers OpsPsy ayant déjà été déployés en Afghanistan et d'officiers de la Force terrestre qui n'ont jamais participé directement aux activités de l'unité lors de leur déploiement. Si les résultats n'ont pas de valeur significative au niveau statistique, ils permettent toutefois de déterminer certaines sources d'insatisfactions et offrent un regard sur la perception qu'ont ces militaires de leur propre travail et de leur propre subjectivité.

### 3.3.1 Le manque de formation

Bien que l'utilisation d'outils psychologiques ait toujours fait partie de l'apanage stratégique militaire, l'unité OpsPsy canadienne ne fut institutionnalisée comme telle qu'en 2003, soit un an après l'entrée en mission en Afghanistan. Il a dès lors été possible de développer un programme de formations spécialisées propres au travail des OpsPsy.

Or, comme la nature même de la mission a évolué au fil des événements, passant de la stabilisation et la reconstruction à une contre-insurrection, il n'est pas surprenant d'apprendre que plusieurs lacunes au niveau de la formation et de la préparation avant le départ aient été relevées par les militaires lors de leur expérience sur le terrain.

En effet, il y a eu une importante période de battement entre l'arrivée des troupes, la mise en place opérationnelle de l'unité OpsPsy et des Forces dans leur

---

<sup>37</sup> Forces canadiennes, *op. cit.*, p. 4-4, 4-5.

ensemble et les ajustements à la réalité du terrain, avec toutes les conséquences que cela a pu entraîner pour l'exécution de la mission. Les premiers cours OpsPsy canadiens n'ont commencé à être déployés qu'en 2005 : jusqu'alors, il était entre autres possible de suivre un cours de base *ad hoc* fourni par les Américains ou les Britanniques, donné en exercice ou par des officiers responsables sur les lieux. Il est donc possible d'affirmer que la formation OpsPsy était pratiquement inexistante en phase préparatoire et assez limitée en cours de mission. Étant donné l'importance d'une bonne planification pour l'issue d'une mission de contre-insurrection et des délais nécessaires à la machine militaire pour s'adapter à des contextes mal ou non évalués, cette donnée est d'une importance probante.

De l'avis des militaires interrogés, leur travail exige plusieurs compétences. Des capacités analytiques détaillées et systématiques des groupes cibles et de la propagande; le développement et l'exécution d'entrevues et de prétests; l'évaluation des impacts des actions de façon globale; les capacités d'interactions avec les civils; la créativité, l'esprit critique et les capacités d'adaptation; charisme, empathie, résistance mentale et une curiosité autodidacte sont autant de qualités essentielles à l'exécution des tâches OpsPsy. L'exécution n'est pas suffisante : il importe de savoir mesurer les conséquences positives et négatives des opérations de propagande avant de les mettre en œuvre. Sans formation préalable, il devient extrêmement difficile de s'adapter rapidement au contexte socioculturel, mais aussi aux techniques de communication et aux habiletés relationnelles nécessaires à ce travail. Or, même à ce jour, la préparation en vue d'un déploiement demeure très limitée à cet égard :

L'emphase est mise sur les TPT (Tactical PSYOPS Team) pour des questions de simplicité. L'armée est bonne pour entraîner des fantassins. Il est facile de faire un cours de deux semaines pour apprendre au fantassin comment « taquer » des posters et peser sur « play » sur le iPod... Beaucoup plus long pour former un analyste, un planificateur, un opérateur et un producteur. On ne devient pas efficace avec Photoshop en deux semaines. On ne devient pas un bon analyste en 2 semaines...[sic]

Les témoignages recueillis convergent vers une qualification plutôt négative de la formation OpsPsy : les cours sont superficiels et ne favorisent pas l'esprit d'analyse



et l'initiative essentiel pour les tâches de l'unité. On note que les compétences acquises lors du parcours civil du soldat contribuent beaucoup plus à son travail que sa formation militaire : le recrutement de soldats de réserves par les OpsPsy vise à cet effet des membres scolarisés, du domaine des sciences sociales, des communications et du marketing. Il semble par ailleurs que « l'uniforme militaire est aussi un frein à une pensée qui sort du tactique » : la culture militaire est plus apte à enseigner des procédures et à suivre les requêtes des supérieurs. Les soldats sont entraînés à suivre les ordres et les opinions de leur supérieur et ce, même si leurs compétences spécifiques à la question sociale et psychologique sont beaucoup plus élevées.

... la structure militaire fait en sorte que si le supérieur a une idée en tête, les idées divergentes ne sont pas appliquées. Donc, avec un Colonel ou un Général qui ne comprend pas la façon qu'un Pachtoune pense, alors les seuls produits qui sont approuvés sont ceux que le Col ou le Gen désire. Donc on finit par envoyer des leaflet « surrender or die » à des suicide bombers! Pour être efficace, le PSYOPS doit sortir du militaire. [sic]

De façon générale, une formation davantage axée sur le volet psychologique et culturel est souhaitée par les militaires OpsPsy. Il n'existe pratiquement aucune formation culturelle structurée et spécifique : les cours à ce sujet sont plutôt montés à la pièce, à la dernière minute, ou sont très généraux. Certaines ressources gouvernementales sont par ailleurs mises à la disposition des militaires, sans toutefois être obligatoires. Finalement, les membres de l'unité ne reçoivent que quelques minutes de cours de langue, alors qu'une connaissance plus poussée du langage est essentielle pour interagir efficacement avec les civils. À défaut de quoi, les militaires sont complètement dépendants du jugement et de la bonne volonté des interprètes.

Mais les connaissances socioculturelles sont-elles à ce point essentielles au travail militaire? Il y a un quasi-consensus à cet égard au sein des Forces canadiennes, du moins, au niveau du discours officiel. Un Lieutenant-colonel chef de l'État-major de la stratégie terrestre admet qu'« on ne peut pas être efficace si on ne comprend pas à qui on a à faire ». Mais quand la perspective d'une formation socioculturelle de base soit offerte aux militaires de l'ensemble des Forces, les propos



sont plus tièdes. D'une part, les militaires canadiens reçoivent presque deux fois plus de formation que l'ensemble de leurs collègues de l'OTAN. Une formation supplémentaire à ce sujet se fait inévitablement au détriment d'autres champs d'intérêt. Il s'agit d'un choix institutionnel mais aussi d'une gestion de risque : on peut s'entraîner longtemps et avoir reçu une formation davantage intellectuelle, mais est-ce vraiment un gage d'efficacité lors d'une situation de crise conventionnelle?

Le débat est ouvert depuis plusieurs années. Plusieurs croient que développer les capacités non létales et les opérations d'information dévie les Forces militaires de leur véritable nature : le *core business* de l'armée, c'est de défendre le pays, de «détruire et tuer du monde». Les compétences relatives aux *low politics* y sont traditionnellement subsidiaires, en complément, et ne devraient pas devenir une fin en soi. En effet, la plupart des tâches OI peuvent être complétées par des ressources civiles alors que le recours à la force et aux opérations armées relève uniquement du domaine militaire.

Or, devant les difficultés rencontrées en Irak et en Afghanistan, plusieurs voix issues des cercles militaires appellent à une plus grande considération des unités d'information, dont font partie les OpsPsy. Pour les officiers OpsPsy interrogés, le point de vue persistant des états-majors par rapport à leur utilité découle plutôt d'une incompréhension ainsi que d'un manque d'information et d'expérience par rapport à la pertinence des OI. La formation d'officiers n'offre seulement que de 20 à 30 minutes de cours sur les OI. Il faudrait une formation plus poussée dès le début du cycle de formation d'officier, et non plus l'offrir uniquement à des individus de grades avancés, de façon à encourager l'utilisation de ces capacités à leur plein potentiel dès le début de leur pratique de commandement.

### 3.3.2 Les perceptions subjectives

Le manque de formation et d'informations relatives à la mission OpsPsy suscite un autre phénomène collatéral : le recours à l'analyse subjective des éléments clés d'une opération psychologique. L'impression personnelle de l'environnement

socioculturel interfère directement dans l'appréciation du contexte mais surtout, dans la relation ami/ennemi complexe entre les militaires, les civils et les insurgés. Comme il en a été fait état dans les chapitres précédents, cette relation est fondamentale à la sécurité, à la façon dont sont menées les opérations militaires, à la stabilisation du conflit, et surtout, à la qualité de vie des civils. La subjectivité, consciente ou inconsciente, module la qualité du rapport avec la population, la capacité de gérer l'imprévu dans un environnement stressant en milieu civil et de générer des liens positifs, essentiels à une mission de contre-insurrection. La perception qu'a le militaire OpsPsy de son environnement opérationnel et des individus avec qui il interagit transparaitra inexorablement dans la façon dont seront planifiées et menées les opérations psychologiques. Ces perceptions subjectives sont bien évidemment appelées à évoluer au fil des événements et des expériences vécus sur le terrain, selon qu'elles soient positives ou négatives ou qu'elles aient mises ou non en cause la sécurité du militaire.

Du coup, nous avons demandé aux officiers interrogés de nous faire part de l'évolution de leurs perceptions de la société afghane, du civil et de l'ennemi, et ce, en trois phases : l'impression qu'ils en avaient avant leur déploiement, l'impression qu'ils en avaient lors de leur retour et, s'il y a lieu, les éléments qui ont influencé les changements de perceptions. Parmi les réponses, deux profils se sont démarqués. Il y a d'abord les individus qui ont vu leur opinion évoluer favorablement à la lumière de leur expérience sur le terrain, présentant une analyse beaucoup plus fine et subtile de la situation et des protagonistes en Afghanistan. Puis, il y a ceux qui avaient déjà acquis une expérience personnelle civile substantielle, souvent universitaire, et qui n'ont trouvé sur le terrain que la confirmation de leurs opinions : ces derniers se sont montrés d'ailleurs beaucoup plus cyniques par rapport à la mission que les individus du premier groupe.

Voici un résumé et des extraits de leurs témoignages.

### *La société afghane*

La compréhension de l'environnement social est fondamentale aux tâches OpsPsy. Historiquement, l'Afghanistan s'est présenté comme un haut lieu des relations tribales et guerrières, et souvent inaccessible aux Occidentaux. Les perceptions initiales abondaient en ce sens :

Je voyais la société afghane comme une société basée sur une histoire guerrière ou l'importance de leur identification à leurs tribus est beaucoup plus importante que leur identification à l'Afghanistan.

...une communauté tribale se régissant de façon forte différente à la nôtre, extrêmement résistante aux influences extérieures, disposant de valeurs martiale et masculine [...] l'ordre n'est pas établi de façon stable, très conflictuel [...], valeurs très masculines et violentes.

En outre, une fois sur le terrain, certains militaires se sont montrés surpris de la diversité culturelle, les disparités entre les riches et les pauvres, des différents niveaux de développements et d'organisations sociales d'une région à l'autre, particulièrement dans le cas de Kaboul qui n'est pas du tout représentative de l'ensemble du pays, dont certains endroits présentent encore des modes de vie moyenâgeux. Bref, l'Afghanistan ne leur paraissait plus être le lieu homogène qu'ils s'étaient imaginé. Les sujets qui se montrés le moins surpris de la réalité sociale afghane avaient déjà voyagé en Orient et présentaient une culture personnelle plus poussée.

Les deux profils ont développé des conclusions tout aussi opposées suite à leur mission. Les premiers se sont montrés beaucoup plus empathiques devant la situation des Afghans et croient sincèrement que la population recherche des appuis de toutes sortes afin d'améliorer leur situation sécuritaire, alors que les seconds ont manifesté un regard beaucoup plus critique sur le bien fondé d'importer des valeurs occidentales à une société qu'ils considèrent fondamentalement violente et tribale.

Il est en effet étonnant de voir à quel point les constats divergent. Tribalisme et violence sont presque systématiquement associés et considérés comme irréconciliables avec le projet démocratique occidental. Il est certain que la ténacité des insurgés et les problèmes récurrents entre les factions tribales qui minent le processus de reconstruction nationale ont certainement contribué à construire cette perception. En outre, le contact avec la population a permis à d'autres d'«humaniser» leur rapport au tribalisme : peu importe l'organisation sociale, la recherche de sécurité semble un besoin de premier ordre pour les civils. Ces sujets démontraient une certaine sensibilité au sort de ces populations et se voulaient plus proactifs dans l'amélioration de leurs conditions de vie.

En somme, les témoignages recueillis suggèrent que la perception de la société afghane influence l'avis des militaires sur le bien fondé de l'engagement occidental en Afghanistan et sur la nature même de leur travail, présentant un spectre d'opinions très variées selon les expériences intersubjectives ante et post déploiement. Étant donné la contingence de ces expériences, aucun lien de causalité ne peut évidemment être extrait de ces données. Toutefois, il est possible de croire que ces perceptions viennent interférer de façon significative lors de certaines tâches, notamment celles impliquant une collaboration étroite avec des civils ou l'élaboration de messages relatifs à la reconstruction nationale. Une compréhension subtile du tribalisme peut en outre être très utile dans la production d'outils de propagande, dirigés autant du côté des civils que des insurgés.

### *Le civil*

Étant donné la ligne très fine entre la perception du civil comme ami et comme ennemi en contexte contre-insurrectionnel, il a semblé pertinent de voir si cette relation complexe est vécue consciemment dans la pratique militaire.

Tout comme dans le cas de la société afghane en général, la relation directe avec les civils sur le terrain a raffiné les perceptions initiales des sujets. Considérés comme des «fanatiques» musulmans et des gens de peu d'éducation, culturellement

très différents, les Afghans «imaginaires» se définissaient davantage par la négative, par les caractéristiques qui les différenciaient fondamentalement des Occidentaux. Le contact avec les populations a permis de rapprocher la population afghane des militaires, en présentant des comportements plus près de la réalité occidentale : les militaires pouvaient donc s'identifier plus aisément à certains traits du civil, dépassant les stéréotypes simplistes :

[Le civil afghan est] quelqu'un qui est dédié à leur famille et à leur bien-être [sic]. Cependant à cause de ce qu'il a subi pendant les 40 dernières années, il est prêt à presque n'importe quoi pour satisfaire ce besoin...

Cependant, dans le contexte d'un conflit insurrectionnel, l'ambiguïté occulte les bases d'identités communes sur lesquelles il est possible d'établir une relation positive. Sans complètement annuler ces rapprochements, un climat de méfiance semble toutefois perdurer. Certains participants ont qualifié eux-mêmes la dualité du civil afghan comme étant à la fois un allié et un ennemi potentiel :

Il a deux sens dans votre question comme militaire que je suis : la première, la force bleue (amie) et la deuxième la force rouge (ennemi). [...] Ma perception n'a pas trop changé, elle est de force rouge. Je me méfiais et je m'en méfie encore, mais je demeure serein.

### *L'ennemi*

De l'autre côté du spectre, l'ennemi insurgé est d'abord conçu comme un fanatique islamiste, principalement d'ethnie pachtoune, sournois et intelligent. Encore une fois, la pratique en déploiement a permis à certains de tempérer leur opinion :

Certains sont des fanatiques islamistes. D'autres sont des gens qui ne sont pas contents avec le gouvernement actuel pour une variété de raisons. D'autres sont simplement des criminels qui ont plus à gagner personnellement dans une situation chaotique que dans une situation où il y a un gouvernement central très fort.

Néanmoins, de l'avis des officiers plus instruits, l'amalgame historique et culturel, tel que les codes d'honneur, le système de caste, la langue, etc., qui permet de saisir ce que sont, ce que recherchent et comment se structure la pensée des insurgés, n'est pas à la portée de la plupart des militaires OpsPsy. Cependant, l'expérience acquise depuis 2002 se transmet graduellement au sein des Forces et contribue à une compréhension plus complète du phénomène insurrectionnel afghan.

En somme, il appert évident que l'objectivité et l'acuité exigées par la doctrine contre-insurrectionnelle et les méthodes d'analyse enseignées aux militaires OpsPsy peut difficilement atteindre le niveau attendu. Il y a un lien évident entre le manque de formation socioculturelle préalable des unités et les conceptions stéréotypées de l'environnement et des protagonistes avec lesquels ils devront composer. Seuls les membres présentant un certain profil universitaire n'ont été peu ou pas surpris par la réalité sociale du terrain alors que les autres ont vécu une période d'apprentissage et d'adaptation pour le moins intense, en pleine mission, alors que d'autres ont carrément subi un choc culturel.

La disparité entre la construction mentale produite par la formation, les exercices et la préparation militaire et le contact avec la concrétude de l'environnement afghan est explicite. Comment mettre en branle une entreprise de propagande, définir ses éléments, cerner les vulnérabilités et les besoins des insurgés et des civils, communiquer efficacement le message et s'assurer de sa bonne réception en demeurant dans le stéréotype et ignorant de la structure sociale locale? Certains officiers supérieurs affirment que les stéréotypes constituent des catégories fort utiles et la plupart du temps, valides. Or, si les généralisations peuvent en effet parfois servir, elles peuvent aussi constituer un leurre dans un environnement aussi hétérogène que le peuple afghan, en risquant de simplifier et de stigmatiser une



société et des enjeux dont la complexité dépasse encore l'entendement des analystes occidentaux. Dans la mesure où la qualité du rapport d'altérité est directement tributaire de la cohésion sociale et du succès éventuel d'une mission de contre-insurrection ou de reconstruction nationale, il est possible de se demander, à l'instar de plusieurs soldats interrogés, si la culture militaire ou le simple port d'un uniforme militaire risquent à eux seuls de compromettre la relation civil-militaire, et ce, d'un côté comme de l'autre.

### 3.3.3 La quasi-inexistence de mécanismes d'évaluation

La troisième limite opérationnelle relevée dans cette étude se réfère au manque d'outils d'évaluation efficaces des campagnes de propagande. Les mécanismes prévus par le manuel des opérations psychologiques sont en effet très peu applicables en action. Il devient alors difficile de mesurer l'impact des messages produits et des actions OpsPsy et du coup, de réajuster les lignes de persuasion en fonction des besoins du terrain. Évidemment, la qualité des opérations en est directement affectée, ce qui influence directement le cours d'une campagne de contre-insurrection.

Au niveau de la doctrine, le manuel prévoit deux sortes de mécanismes d'évaluations : les mécanismes d'observation directs et indirects. Par indicateurs directs, on entend observer les résultats désirés (par exemple, la défection d'une poche d'insurgés, lorsqu'ils se rendent). Il est également possible de recueillir de l'information auprès des participants de l'opération mais ces enquêtes, prévient le manuel, sont hautement subjectives, autant du côté de l'évaluateur que du témoin<sup>38</sup>. Il en va de même pour les rapports de témoins non impliqués (les ONG), qui peuvent néanmoins offrir une perspective externe sur l'opération<sup>39</sup>.

Les indicateurs indirects sont utilisés lorsque les résultats d'une action ne peuvent être observés, que ce soit à cause des limites du terrain ou de la nature du

---

<sup>38</sup> Forces canadienne, *op. cit.*, p. F-11

<sup>39</sup> *Idem*



comportement suscité (par exemple, le succès du recrutement des insurgés)<sup>40</sup>. Les informations qui en sont tirées ne peuvent conséquemment être reliées au produit OpsPsy<sup>41</sup>. Par ailleurs, le manuel insiste sur la nécessité d'identifier dans ce cas «tous les facteurs externes qui pourraient avoir influencé l'événement dans la zone cible»<sup>42</sup>. À ce sujet, on suggère par exemple d'évaluer les actions physiques susceptibles d'interférer dans la communication du message, la condition psychologique de l'auditoire cible et les événements survenus dans la zone cible suite à l'opération et qui pourraient y être reliés<sup>43</sup>. Finalement, des sondages, des réunions de représentants des communautés et des panels d'experts peuvent venir compléter l'évaluation. Néanmoins, le manuel reconnaît que les limites relatives à la langue et à la connaissance des subtilités des auditoires cibles impliqués ainsi que l'inaccessibilité de certaines populations rendent difficile l'exécution de cette étape.

Bien que la doctrine souligne la complexité d'effectuer des évaluations postopérationnelles, les passages à ce sujet demeurent bien modestes comparativement aux réelles difficultés rencontrées sur le terrain. Premièrement, les évaluations directes se font très rares. Pour ce qui est des évaluations indirectes, elle se limite à vérifier les différents indicateurs sociaux relatifs aux objectifs de la mission, comme le taux de criminalité, la participation aux élections, etc. À défaut de preuve concluante, les observations indirectes rendent difficilement justice au véritable impact, positif ou négatif, des opérations d'information. Au mieux, il est possible d'attribuer l'amélioration d'une situation à l'apport global généré par les OI, sans plus. Or, s'il est possible de recourir à certaines données au niveau stratégique et macrosocial, il est tout simplement impossible de vérifier l'impact au niveau microsocial (ou tactique) : les unités ne retournent pas dans les villages pour mesurer l'impact que leur présence et leurs actions auraient pu avoir. Résultat : il y a très peu d'effort consacré aux évaluations et aux mesures d'efficacité. L'environnement opérationnel est d'une complexité et d'une exigence telles que parmi la quantité de

---

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 5-8.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. F-11.

<sup>42</sup> *Idem*

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. F-12.

tâches, de responsabilités et de stress à gérer, s'investir dans une démarche aussi peu fiable ne figure qu'assez rarement dans les listes de priorité.

Dans la pratique, le problème de fiabilité des mécanismes d'évaluation se pose autrement. Au dire des sujets interrogés, les indicateurs suggérés par la doctrine sont ceux qui sont accessibles, pas nécessairement ceux qui sont le plus significatifs : on mesure à partir des informations disponibles, et non le progrès qui est fait. On «tente de quantifier l'inquantifiable», d'accoler des chiffres à l'invisible. Par exemple, comptabiliser les ennemis abattus constitue une mesure d'efficacité pour plusieurs, alors que dans les faits, cela n'indique rien sur le succès de la mission contre-insurrectionnelle. Selon un Lieutenant-colonel OpsPsy,

... les données quantitatives ne sont que très peu révélatrices et significatives, autant dans le cinétique que dans le non cinétique. Il ne s'agit pas de mesures d'efficacité. [...] Il est important de mesurer des choses qui ont du sens mais il s'agit d'éléments subjectifs, donc, très difficiles à établir.

Alors que quantifier des comportements relèvent déjà du défi dans un cadre national, comme les firmes de sondages, il devient plutôt aléatoire de se fier sur ces méthodes pour obtenir un aperçu probant des opérations de propagande dans un milieu aussi complexe et étranger que celui de l'Afghanistan. Il y a tellement de variables dans le système, que mesurer les effets d'une activité est utopique : il est impossible de remonter la chaîne de causalité à cause de l'abondance de possibilités contingentes, d'événements ponctuels, d'interprétations biaisées, d'incompréhensions culturelles, etc. Toujours selon le même Lieutenant-colonel, il n'y a pas de causalité entre la mesure et une action : «Les mesures peuvent faire sens au niveau global, mais sans pouvoir inférer le progrès ou le non progrès à tel ou tel élément.»

En fait, la globalité de la sphère sociale et les interactions militaires au sein de cet environnement global font partie d'un ensemble de narrations contingentes, qu'il est tout simplement illusoire d'isoler les unes des autres. Les éléments considérés par les mécanismes d'évaluation relèvent davantage de l'anecdotique que du scientifique.

Aussi, comme une vision globale exige une préparation à long terme, une approche tenant compte davantage de la complexité du milieu opérationnel risque fort d'être incompatible avec le paradigme militaire dominant, axé sur des opérations cinétiques à court terme, un certain déterminisme et des résultats instantanés.

Conséquemment, et au-delà des opérations psychologiques, il y a problème fondamental à toute ligne opérationnelle, car il n'y a pas véritablement de retour, ni d'évaluation suite à l'exécution d'opérations en contexte contre-insurrectionnel. Si des indicateurs indirects peuvent offrir certaines données générales, ils ne sont en rien significatifs sur le progrès d'une mission. Sur quelles bases reposent alors les considérations opérationnelles de la doctrine contre-insurrectionnelle? Les opérations psychologiques, à l'instar de l'ensemble des opérations d'information, reposent-elles sur un acte de foi? Il semble que le débat sur la pertinence des OI au sein des Forces soulèvent les mêmes questionnements que les limites exposées au cours de ce chapitre : les difficultés opérationnelles des OI exposent les limites de l'institution militaire.

En effet, une formation socioculturelle accrue est-elle vraiment souhaitable? Selon les témoignages recueillis, une compréhension accrue des conflits de basse intensité par la majorité des militaires mettrait en question toute forme d'interventionnisme, et du même fait, toute la mobilisation requise par les ententes de défense mutuelle comme l'OTAN et même les missions onusiennes :

Les militaires veulent croire qu'ils sont dans une mission structurellement valable. Lorsqu'on explique en profondeur la culture des Pachtoune, la variable « religieuse » devient périphérique et le « sens » de la mission s'affaiblit. En 2006, les militaires voulaient se battre contre des islamistes et Al-Qaïda même s'il n'y en avait pas sur le terrain...

Le dogme semble donc une source de motivation tout aussi essentielle du côté militaire que du côté insurgé. Ainsi, il est possible de se demander tout simplement si les opérations d'informations devraient faire partie d'une expertise proprement militaire. Dans la mesure où « la pertinence des Forces militaires dans les conflits internes est minime », il est possible d'envisager d'autres façons d'utiliser les OI.

L'influence des OpsPsy est très limitée sur le terrain, sur la compréhension d'une analyse globale à long terme d'une mission, sur l'apport d'expertise sur le terrain ou dans la planification d'une ligne opérationnelle. Ce commentaire, prononcé par un haut gradé OpsPsy, est évocateur :

Une compréhension plus poussée des enjeux de conflits internes nous conduirait à ne plus y aller du tout, car le problème y est politique, pas militaire. La diplomatie, le développement au niveau civil, l'utilisation de la police seraient peut-être plus pertinents que l'emploi de la force militaire. Il s'agit peut-être d'un obstacle à l'efficacité des objectifs du gouvernement...

Il y aurait d'ailleurs un danger à développer davantage les capacités OpsPsy : une telle expertise pourrait éventuellement justifier ou légitimer de futures missions similaires dans le futur alors que la solution se trouve probablement ailleurs, au niveau civil. D'un autre côté, le non cinétique est plus «moral» et plus productif à long terme que de simplement «tuer des gens et briser des choses», offrant de meilleures perspectives pour les populations civiles dans un contexte de conflit interne. Mais la présence des Forces militaires étrangères n'y est pas essentielle. Dans un cas comme l'Afghanistan, les OpsPsy pourraient servir à la formation et à l'entraînement d'institutions locales, comme l'Armée nationale afghane, de façon à ce qu'il revienne aux Afghans de mener les opérations psychologiques et l'ensemble de la contre-insurrection.

## CONCLUSION

En résumé, l'argumentation et la démarche de recherche de ce mémoire ont permis d'émettre cinq propositions, soit :

1. Que l'opérationnalisation du cadre d'analyse constructiviste critique en études de sécurité n'est pas seulement possible, mais également souhaitable étant donné son fort potentiel novateur à l'heure de la sociologie mondiale et de la sphère sociale globale
2. Que la doctrine contre-insurrectionnelle canadienne n'innove pas tant au niveau des principes que des concepts, qui semblent similaires aux développements théoriques menés par les approches postpositivistes en relations internationales depuis une vingtaine d'années
3. Que la sécurité, le discours, le pouvoir politique et la légitimité sont intimement liés dans les processus de sécurisation et de sécuritisation, et exprimés comme tels dans la doctrine contre-insurrectionnelle
4. Que le discours de la propagande diffusée par les opérations psychologiques canadiennes, bien que suivant ce schéma, demeure incohérent pour des raisons culturelles, institutionnelles et organisationnelles
5. Qu'en ce sens, la solution en Afghanistan n'est pas militaire

Le projet de recherche, qui comprenait initialement un volet théorique et un volet empirique, s'est par la suite révélé plus ambitieux de par les enjeux et les questionnements qu'il soulevait. La question afghane est d'une complexité telle que l'utilisation d'un cadre d'analyse tout aussi complexe relevait du défi. Cependant, il

s'est finalement avéré qu'un tel cadre était tout à fait adapté à ce cas d'étude. Il a permis de cerner les principaux paradoxes avec lesquels les forces de la Coalition doivent composer et du coup, mettre en exergue les incohérences fondamentales venant miner le processus démocratique et la reconstruction nationale au profit de l'insurrection.

L'adaptation du cadre constructiviste critique a par ailleurs nécessité une longue réflexion normative, qui s'est poursuivie bien au-delà du cadre du mémoire. Aussi, le stage au Directeurat des opérations psychologiques a permis d'obtenir des documents et des informations privilégiées, d'élaborer sur les enjeux de la recherche civile en milieu militaire, et même plus. Il a été possible d'obtenir de la part d'officiers supérieurs des révélations significatives sur les enjeux institutionnels vécus par les Forces dans le cadre de la mission afghane. En tant qu'étude participative, la recherche a également permis de mieux comprendre le fonctionnement interne, les valeurs, la culture et les débats de l'institution militaire, qui sont d'ordinaire plutôt fermés aux civils. Par sa complexité et le stress opérationnel constant inhérent au terrorisme de guérilla, la mission de contre-insurrection a suscité bien au-delà d'un simple débat institutionnel. Les différentes entrevues ont laissé paraître toute la détresse vécue par les militaires œuvrant dans les opérations d'information. Motivés par une démarche fondée sur les rapports humains, ils apprennent bien malgré eux, une fois sur le terrain, l'impossibilité de mener à bien leurs objectifs, de placer le civil au centre de leur démarche sécuritaire. La frustration, le stress et les échecs à répétition ne sont pas étrangers à la montée des drames humains vécus autant du côté des habitants victimes de la présence alliée que des militaires impuissants et démunis devant le non-sens de leur mission.

Cet espace vient paver la voie à tout un potentiel de recherche. D'une part, la contre-insurrection contemporaine se heurte à la réalité de l'ère globale et des technologies de l'information : le cas afghan, et dans une autre mesure irakien, vient rappeler l'immense difficulté pour les intervenants militaires étrangers de contrôler le message politique et les conséquences des opérations menées au sein d'une sphère sociale, où circulent une panoplie de narrations concurrentes et interreliées. Des recherches supplémentaires sur cette nouvelle réalité sauraient certainement offrir une

nouvelle perspective sur les projets interventionnistes à venir. Aussi, la sociologie militaire et la science politique seraient intéressées à approfondir l'étude des mouvements de contestations qui ont présentement cours au sein des Forces canadiennes. L'institution militaire faisant partie intégrante de la société canadienne, il serait pertinent de profiter de son ouverture apparente à la recherche civile pour étayer les connaissances sur l'influence que les Forces peuvent avoir sur l'identité militaire canadienne ainsi et la circulation des différents concepts doctrinaux dans le cadre des différents environnements opérationnels à travers le monde.

ANNEXE I  
QUESTIONNAIRE GÉNÉRIQUE

Montréal, le 3 février 2009

---

Bonjour,

Vous avez été présélectionné comme candidat/e potentiel dans le but de participer à une étude universitaire, qui sera présentée sous forme de mémoire comme exigence à la maîtrise de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Nous aimerions recueillir votre témoignage en tant que militaire affecté à l'unité des opérations psychologiques et ayant participé à la mission canadienne en Afghanistan. Notez qu'il s'agit d'une étude confidentielle : vos réponses demeureront anonymes en tout temps.

L'objectif principal de l'étude vise à déterminer le contexte dans lequel s'inscrit l'évolution doctrinale des opérations psychologiques à la lumière de l'expérience des OpsPsy canadiens en Afghanistan. La nature de votre travail ainsi que votre collaboration avec les civils et avec les différentes unités des Forces offrent une vitrine intéressante sur une réalité complexe et difficile à saisir.

Nous tenons à souligner qu'il ne s'agit pas d'un test. Le contexte sociopolitique afghan étant d'une extrême complexité, l'étude cherche à déterminer si des composantes de la réalité de terrain échappent toujours aux considérations doctrinales et opérationnelles, et à apprécier ces clivages s'il y a lieu. Votre participation constitue une aide précieuse à l'amélioration du travail de votre équipe.

Vos questions et vos commentaires sont les bienvenus. Vous pouvez me joindre en tout temps au 514-823-0186 ou au [forgetamelie@hotmail.com](mailto:forgetamelie@hotmail.com).

En vous remerciant pour votre collaboration, veuillez recevoir mes meilleures salutations.

Amélie Forget  
Candidate à la maîtrise de science  
politique  
UQÀM



## Questionnaire

## Expérience de terrain - OpsPsy

Fiche signalétique

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Grade : \_\_\_\_\_

Unité : \_\_\_\_\_

Dates des tours : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

1. Quels cours OpsPsy avez-vous reçus avant votre tour (exclure les entraînements)?
  
  
  
  
  
2. Avez-vous porté un intérêt particulier pour certains d'entre eux ou pour certains aspects d'entre eux? Si oui, lesquels?
  
  
  
  
  
3. Qualifiez à l'aide de cinq mots les compétences les plus importantes que vous associez personnellement à vos fonctions.

4. Comparée à vos connaissances avant de vous rendre en tour, votre expérience en Afghanistan a-t-elle offert une nouvelle perspective sur ce que vous considérez comme des compétences associées à vos fonctions? Si oui, quelles sont les situations qui vous ont offert ce nouveau point de vue?
5. Selon vous, quelles sont les principales contributions des OpsPsy au niveau tactique?
6. Selon vous, quelles sont les principales contributions des OpsPsy au niveau opérationnel?
7. Selon vous, le travail des OpsPsy est-il suffisamment exploité au niveau opérationnel? Sinon, pourquoi (contexte sur le terrain, organisation, logistique, etc.)?
8. Comment perceviez-vous le civil afghan avant votre mission?
9. Quelles sont les différentes sources qui ont alimenté cette perception initiale? Détaillez.
10. Comment percevez-vous le civil afghan depuis votre mission?
11. Quels sont les faits/sources qui ont modifié votre perception?

12. Comment perceviez-vous la société afghane avant votre mission?

13. Quelles sont les différentes sources qui ont alimenté cette perception initiale? Détaillez.

14. Comment percevez-vous la société afghane depuis votre mission?

15. Quels sont les faits/sources qui ont modifié votre perception?

16. Comment perceviez-vous l'ennemi avant votre mission?

17. Quelles sont les différentes sources qui ont alimenté cette perception initiale? Détaillez.

18. Comment percevez-vous l'ennemi depuis votre mission?

19. Quels sont les faits/sources qui ont modifié votre perception?

20. Qu'est-ce qui vous a le plus surpris de la société afghane lors de votre arrivée en mission?

21. Identifiez-vous des disparités entre les éléments de votre formation et la réalité de terrain? Si oui, nommez les plus importants.

22. Y a-t-il des éléments de connaissance que vous auriez voulu savoir avant votre arrivée en mission? Si oui, lesquels?

23. Depuis votre expérience en tour, percevez-vous différemment les fonctions que vous avez occupées en Afghanistan? Si oui, en quoi et pourquoi?

24. Selon vous, quels sont les impacts positifs du travail des OpsPsy canadiens sur la société civile en Afghanistan?

25. Selon vous, quels sont les impacts négatifs du travail des OpsPsy canadiens sur la société civile en Afghanistan?

26. Dans la façon dont sont menées actuellement les activités des OpsPsy, considérez-vous le bilan du travail de terrain de l'unité en Afghanistan de positif ou de négatif? Pourquoi?

27. Qu'il soit positif ou négatif, croyez-vous qu'il existe des moyens d'améliorer ce bilan? Lesquels?

28. Y a-t-il d'autres éléments que vous aimeriez communiquer dans le cadre de cette étude?

## ANNEXE II

### LISTE DES PERSONNES INTERVIEWÉES

Voici la liste des personnes qui ont accepté de participer à une entrevue enregistrée. :

Lieutenant-colonel Bruno Vanasse

Lieutenant-colonel Mike St-Louis

Major Nicolas Gauthier

Adjudant-maître Rob Unger

Adjudant Doran Skrzypinski

Adjudant François Demers

Lieutenant Vincent St-Onge

Lieutenant Simon Leduc

Le stage permettant de participer activement à l'environnement de travail des militaires, il a été possible d'obtenir de l'information informelle auprès d'une dizaine d'autres individus.

Notons finalement deux autres personnes interviewées et citées qui ont préféré témoigner sous le couvert de l'anonymat.

## BIBLIOGRAPHIE

**Monographies, articles et chapitres de livres**

- Anderson, Benedict. *Imagined communities : reflections on the origin and spread of nationalism*. Londres : Verso, 1991, 224 p.
- Baud, Jacques. *Le Renseignement et la Lutte contre le terrorisme: Stratégies et perspectives internationales*. Paris : Lavauzelle, 2005, 413 p.
- Beauchemin, Jacques. *La société des identités : Éthique et politique dans le monde contemporain*. Montréal : Athéna, 2007, 224 p.
- Betz, David. «The virtual dimension of contemporary insurgency and counterinsurgency». *Small Wars & Insurgencies*, vol. 19, no 4 (décembre 2008), p. 510-540.
- Bigo, Dider et R. B. J. Walker. «International, Political, Sociology». *International Political Sociology*, no 1 (2007), p. 1-5.
- Breede, Capitaine Christian H. «Les leçons du renseignement et la doctrine anti-insurrectionnelle émergente au Canada». *Le Journal de l'Armée du Canada*, vol. 9.3 (hiver 2006), p. 27-45.
- Bubandt, Nils. «Vernacular Security : The Politics of Feeling Safe in Global, National and Local Worlds». *Security Dialogue*, vol. 36, no 3 (septembre 2005), p. 275-296.
- Bullimore, Lieutenant-colonel Steven L. *The Military Role in Nationbuilding: Peace and Stability Operations Redefined*. Pennsylvanie: U.S. Army War College (Carlisle Barracks), 2006, 18 p.
- Buzan, Barry, Ole Waever et Jaap De Wilde. *Security: A New Framework for Analysis*. Boulder (Colorado): Lynne Rienner Publishers, 1996, 239 p.
- Byman, Daniel L. «Friends Like These : Counterinsurgency and the War on Terrorism». *International Security*, vol. 31, no 2 (automne 2006), p. 79-115.
- Campbell, David. *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1998, 289 p.
- Clow, Ryan. «Opérations psychologiques : Comprendre le plan psychologique d'une guerre». *Revue militaire canadienne*, vol. 9, no 1, p. 21-29.

- Dufour, Frédérick Guillaume. «Postpositivistes, approches». In *Relations internationales : Théories et concepts*, sous la direction de Macleod, Dufault et Dufour, p. 177-180. Montréal : Athéna, 2004.
- Duncan, Andrew J. «From ethos to culture: shaping the future of army intelligence». *The Canadian Army Journal*, vol. 9, no 3 (hiver 2006), p. 41-51.
- FIAS. «Concrètement, qu'est-ce que cela signifie?». [En ligne] : <http://www.nato.int/issues/isaf/practice-f.html> (date d'accès: 25 mars 2009).
- \_\_\_\_\_. «Contribuer à instaurer la sécurité, la stabilité et encourager le développement en Afghanistan». [En ligne] : <http://www.nato.int/issues/isaf/index-fr.html> (date d'accès: 25 mars 2009).
- Fitzsimmons, Michael. «Hard Hearts and Open Minds? Governance, Identity and the Intellectual Foundations of Counterinsurgency Strategy». *The Journal of Strategic Studies*, vol. 31, no 3 (juin 2008), p. 337-365.
- Galula, David. *Counter-insurgency warfare theory and practice*. New York : Paeger, 1964, 143 p.
- Giddens, Anthony. *The constitution of society: outline of the theory of structuration*. Berkeley : University of California Press, 1984, 402 p.
- Guillaume, Xavier. «Foreign Policy and the Politics of Alterity : A Dialogical Understanding of International Relations». *Millennium : Journal of International Studies*, vol. 31, no (2002), p. 1-26.
- \_\_\_\_\_. «Unveiling the "International" : Process, Identity, Alterity». *Millennium : Journal of International Studies*, vol.35, no 3 (2007), p. 742-758.
- Guzzini, Stefano. «The Concept of Power : a Constructivist Analysis». *Millennium : Journal of International Studies*, vol. 33, no 3 (2005), p.499.
- Hall, Stuart. *Identités et cultures : politiques des Cultural Studies*. Paris : Éditions Amsterdam, 2007, 327 p.
- Huysmans, Jef. «Dire et écrire la sécurité : le dilemme normatif des études de sécurité». *Culture & Conflits*, no 31-32 (1998), p. 177-202.
- Kiszely, John. «Learning about Counterinsurgency», *RUSI Journal*, vol. 152, no 1 (décembre 2006), p. 6-21.
- \_\_\_\_\_. *Postmodern Challenges Form Modern Warriors*. Shrivenham, Swindon, Wiltshire : Defence Academy of United Kingdom, The Shrivenham Papers (décembre 2007), no 5, 28 p.



- Laclau, Ernesto. «Existe-t-il une clôture du politique?». Dans *Les frontières du politique en Amérique latine : Imaginaires et émancipations*, sous la direction d'André Corten, p. 47-55. Paris : Karthala, 2006.
- Macleod, Alex. «Du constructivisme dominant au constructivisme critique». *Cultures & Conflits*, no 54, 2004, p. 13-51.
- Macleod, Alex et Dan O'Meara. «Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales?». Dans *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*, sous la direction d'Alex Macleod et Dan O'Meara, p. 1-17. Montréal : Athéna, 2007.
- McFate, Montgomery. «Anthropology and Counterinsurgency: The Strange Story of their Curious Relationship». *Military Review*, mars-avril 2005, p. 27.
- Mcmaster, H. R. «On War : Lessons to be Learned». *Survival : Global Politics and Strategy*, vol. 50, no 1 (2008), p.19-30.
- McSweeney, Bill. *Security, Identity, Interests : A Sociology of International Relations*. Cambridge : Cambridge University Press, 1999, 237 p.
- OTAN. «NATO's role in Afghanistan». [En ligne] : [http://www.nato.int/cps/en/natolive/topics\\_8189.htm](http://www.nato.int/cps/en/natolive/topics_8189.htm) (date d'accès: 10 juillet 2009).
- Rubinstein, Robert A. «Intervention and Culture : An Anthropological Approach to Peace Operations ». *Security Dialogue*, vol. 36, no 4 (décembre 2005), p. 527-544.
- Melshen, Paul. «Mapping Out a Counterinsurgency Campaign Plan: Critical Considerations in Counterinsurgency Campaigning». *Small Wars & Insurgencies*, vol. 18, no 4 (décembre 2007), p. 665-698.
- Montgomery, John D. et Dennis A. Rondinelli (dirs). *Beyond reconstruction in Afghanistan : Lessons from Development Experience*. New York : Palgrave-Macmillan, 2004, 245 p.
- Payne, Kenneth. «Waging Communication War». *Parameters* (été 2008), p. 37-51.
- Sky, Emma. «Increasing ISAF's Impact on Stability in Afghanistan». *Defense & Security Analysis*, vol. 23, no 1 (mars 2007), p. 7-25.
- Somers, Margaret S. «The Narrative Constitution of Identity: A Relational and Network Approach». *Theory and Society*, vol. 23, no 5 (octobre 1994), p. 605-649.
- Sorensen, Georg. «After the Security Dilemma : The Challenges of Insecurity in Weak States and the Dilemma of Liberal Values». *Security Dialogue*, vol. 38, no 3 (2007), p. 357-378.

- Stern, Maria.. «“We” the Subject : The Power and Failure of (In)Security». *Security Dialogue*, vol. 37, no 2 (juin 2006), p. 187-205.
- Trenholm, Capitaine S. «Recce lessons learned in Afghanistan (military reconnaissance)». *The Canadian Army Journal*, vol. 7, no 3-4 (automne-hiver 2004), p. 35-42.
- Trinquier, Roger. *Modern Warfare: A French View of Counterinsurgency*. Londres : Frederick A. Praeger, 1964.
- Waever, Ole. «Insécurité, identité, une dialectique sans fin». Dans *Entre unions et nations : L'État en Europe*, sous la direction de Anne-Marie Le Gloannec, p. 91-123. Paris : Presses de sciences po, 1998.
- Wedeen, Lisa. «Conceptualizing Culture : Possibilities for Political Science». *The American Political Science Review*, vol. 96, no 4 (décembre 2002), p. 713-728.
- Weldes, Jutta. «Constructing National Interests». *European Journal of International Relations*, vol.2, no 3 (1996), p. 275-318.
- . «Bureaucratic Politics : A Critical Constructivist Assessment». *Mershon International Studies Review*, vol. 42, no 2 (novembre 1998), p. 215-225.
- Wendt, Alexander. «The Agent-Structure Problem in International Relations Theory». *International Organizations*, vol. 41, no 3 (1987), p. 335-370.
- . «Anarchy is What States Make of It : The Social Construction of Power Politics». *International Organizations*, vol. 46, no 2 (1992), p. 391-425.
- . «Constructing International Politics». *International Security*, vol. 20, no 1 (janvier1995), p. 71-81.
- Wood, Ian. «La préparation au commandement d’une coalition – Les trois P : les personnes, les processus et les plans». *Revue militaire canadienne*, hiver 2007/2008, p. 44-52.

## **Documentation militaire**

- Défense nationale. Force terrestre. *Opérations de contre-insurrection*. B-GL-323-004/FP/004. 13 décembre 2008.
- Gouvernement du Canada. Forces canadiennes. *Psychological Operations, Joint Doctrine Manual*. J7 DLLS 2. 15 janvier 2004.